



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Débats de la Chambre des communes

VOLUME 146 • NUMÉRO 103 • 1^{re} SESSION • 41^e LÉGISLATURE

COMPTE RENDU OFFICIEL
(HANSARD)

Le vendredi 30 mars 2012

—
Présidence de l'honorable Andrew Scheer

TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve
à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 30 mars 2012

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

•(1005)

[Français]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 29 mars, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, je dois tout d'abord avertir mes collègues que je vais parler un bon bout de temps en réaction au budget qu'on a vu hier. En commençant, je vais parler des réactions qu'il y a eu un peu partout au pays sur le budget qui a été déposé hier à la Chambre.

Je vais donc lire quelques-uns des courriels que nous avons reçus. J'ai aussi l'intention de présenter d'autres courriels, d'autres *tweets* et d'autres réactions du grand public.

Étant donné que je vais parler pendant un certain temps, les députés néo-démocrates invitent le grand public à se pencher sur ce budget et à envoyer à leur député néo-démocrate — ou au député néo-démocrate le plus proche s'ils n'ont pas de député néo-démocrate — leurs pensées et leurs réactions vis-à-vis tous les aspects du budget qu'on a déposé hier, comme les coupes dans la Sécurité de la vieillesse — on espère bien que les Canadiens se pencheront sur le fait que les gens seront obligés de travailler deux ans de plus — et comme les coupes dans les services, car on a annoncé des réductions de services à plusieurs égards et dans plusieurs domaines différents.

Nous invitons aussi les Canadiens et Canadiennes à nous joindre par l'intermédiaire des députés néo-démocrates locaux, par télécopieur, par courriel, par Twitter, par Facebook et bien sûr par téléphone aussi. Nous voulons récolter les commentaires du public canadien. Nous invitons tout le monde à participer à ce débat si important.

Nous avons vu le budget hier et nous avons eu la chance de le lire. Comme mes collègues le savent, compte tenu de son important aspect idéologique, les députés du NPD vont voter contre ce budget quand viendra le temps de voter. Bien sûr, nous allons proposer des amendements, toujours dans l'esprit de Jack Layton, notre ancien chef, et dans l'esprit de notre nouveau chef le député d'Outremont, qui ont toujours dit qu'il fallait mettre les priorités des familles

canadiennes en avant. Nous allons le faire. Nous allons déposer des amendements. Nous allons voter contre le budget tel qu'il est présenté, en raison de tous les aspects néfastes qu'il aura sur le public canadien.

[Traduction]

Aujourd'hui, nous invitons les Canadiens à participer à ce débat sur le budget. Nous leur demandons de communiquer avec leur député néo-démocrate, s'ils ont la chance d'être représentés par un député de ce parti. Si ce n'est pas encore le cas — et nous espérons que cela changera en 2015 —, ils peuvent entrer en contact avec un député néo-démocrate de leur région. Ils peuvent le faire par télécopieur, par courriel, par Twitter, par Facebook ou par le bon vieux téléphone.

Étant donné ce que nous avons appris dans ce budget, comme le fait que ceux qui le peuvent devront travailler pendant deux années de plus, puisque l'âge de la retraite passera de 65 à 67 ans, ainsi que les compressions de services qui toucheront un large éventail de secteurs, comme la salubrité alimentaire, la sécurité des transports et les évaluations environnementales, nous pensons évidemment que les Canadiens devraient avoir le dernier mot. Nous les encourageons donc à participer à ce débat.

Je sais que vos députés néo-démocrates sont des personnes remarquables, qui travaillent d'arrache-pied. Bon nombre de ceux qui sont réunis ici sont issus de la cuvée de 2011, et un autre de celle de 2008. Je dois dire que, si l'on examine les qualités des députés, hommes et femmes, la cuvée néo-démocrate de 2011 représente le groupe de députés le plus solide à avoir jamais mis les pieds à la Chambre des communes. Ils en font la preuve tous les jours.

Je veux lire quelques-uns des commentaires. Je le ferai aussi plus tard. Je parlerai de la réaction initiale des Canadiens face au budget déposé hier. On sait bien ce que le ministre des Finances prétend à ce sujet, mais qu'en pensent les Canadiens?

Laissez-moi citer un document intitulé « Réaction initiale ». « Objet: Abolition d'emplois dans la fonction publique. La hausse du recrutement depuis les dernières compressions s'explique par la nécessité de pourvoir des postes afin d'être en mesure d'assurer des services efficaces aux Canadiens. Les 19 200 emplois abolis — il s'agit bel et bien d'abolitions, quoi qu'en dise le gouvernement, car ils ne seront pas pourvus à nouveau — sont nécessaires pour fournir les services voulus. Je connais déjà bien des fonctionnaires qui accumulent les heures supplémentaires non rémunérées simplement pour mener leur travail à bon terme. À l'issue des nouvelles suppressions de postes, les services seront en crise, tout comme les fonctionnaires restants. L'épuisement professionnel sévit déjà dans bien des ministères. Le gouvernement nous empêche de plus en plus de tirer quelque satisfaction que ce soit de la réalisation de notre travail. Tout cela est de mauvais augure pour les services offerts aux Canadiens. »

Le budget

Ensuite, M. Walker, un résidant de Burnaby, comme moi, écrit ceci au sujet des compressions draconiennes imposées à CBC/Radio-Canada:

Je m'oppose aux compressions brutales imposées à CBC/Radio-Canada. Un diffuseur public de qualité est essentiel pour garder le Canada informé. Les 110 millions de dollars qu'on propose de supprimer du budget de l'organisme correspondent à la plus grande part de ce qu'il en coûte pour la radiodiffusion et dépassent amplement le budget actuel de l'ensemble de la programmation numérique de CBC/Radio-Canada. Cette amputation [...] portera atteinte à nos informations, à notre culture et à notre économie numérique.

J'ai en main un courriel de l'Alberta sur le dossier des pêches — je reviendrai à la question des compressions draconiennes imposées à Pêches et Océans Canada. Cette personne habite une circonscription albertaine détenue par les conservateurs. Souhaitons que nous parvenions à changer ça aux prochaines élections. Voici ce que cette personne a écrit:

Le gouvernement envisagerait de modifier l'article 35 de la loi, qui interdit tous les travaux et tous les projets susceptibles de porter atteinte à l'habitat des poissons [...] C'est un problème, car la mesure envisagée gommerait toute mention de l'habitat des poissons, un facteur pourtant essentiel à leur survie. Il est futile de protéger les poissons eux-mêmes s'ils n'ont aucun habitat où vivre et prospérer.

●(1010)

L'auteur du courriel, un Canadien, parle ensuite des compressions draconiennes effectuées à Pêches et Océans. D'après ce que j'ai entendu aux tribunes téléphoniques auxquelles j'ai participé hier soir en Colombie-Britannique, cette question préoccupe vraiment toute la côte Ouest.

Nous manquons déjà de ressources en Colombie-Britannique. La pêche au saumon a été sur le point de s'effondrer trois années sur quatre. Les gens de la Colombie-Britannique ont clairement réclamé une augmentation considérable des investissements dans les pêches et les océans, la mise en valeur des salmonidés et la surveillance du poisson. Nous sommes vivement préoccupés par l'effondrement de la pêche au saumon en Colombie-Britannique. Pourtant, comme cet Albertain l'a souligné, le gouvernement s'apprête à sabrer Pêches et Océans. C'est aberrant et tout simplement inacceptable.

Je me permets de lire un troisième courriel. Il vient aussi d'une personne d'une circonscription de l'Ontario qui n'est pas encore représentée par le NPD. Nous souhaitons évidemment que cela change. Voilà ce qu'écrit cette personne: « Le gouvernement fédéral n'a pas besoin de sabrer les emplois et d'anéantir les espoirs des citoyens pour équilibrer son budget. Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de nos jeunes et, bien entendu, la capacité du gouvernement de préserver l'environnement de la planète. »

Nous recevons des courriels et des commentaires de nombreux Canadiens qui réagissent immédiatement au budget. Nous encourageons les gens à nous écrire. Nous veillerons à faire connaître leur opinion. Qu'ils nous envoient des messages sur Twitter ou Facebook ou par courriel ou qu'ils utilisent le bon vieux téléphone, ils peuvent avoir la certitude que nous sommes là pour eux.

Avant de commenter le budget, je pense qu'il faut parler de la façon dont le gouvernement a géré l'économie jusqu'à maintenant. Mes collègues conservateurs seront probablement bien déçus lorsqu'ils apprendront ce que Statistique Canada et d'autres organismes dignes de confiance disent de l'économie canadienne.

Nous avons baptisé ce budget « le budget des économies de bouts de chandelle ». On se débarrasse de la pièce d'un cent, ce que le député néo-démocrate de Winnipeg-Centre réclame depuis un certain temps. C'est bien. J'en ai des pots pleins que je pourrai sortir du placard. Nous parlons cependant d'« économies de bouts de chandelle » à cause des conséquences du budget pour les familles, les aînés, les services et les organismes du Canada.

C'est un budget qui fait des économies de bouts de chandelles. Pourtant le gouvernement a prétendu que le budget visait en quelque sorte à créer des emplois et à faire croître et prospérer l'économie. Il faut donc lancer la discussion sur le budget en faisant le bilan des mesures prises par le gouvernement jusqu'à présent. Étant donné que les conservateurs nous promettent que le budget remédiera aux pertes d'emploi et à la période d'insécurité concernant la croissance économique, il faut donc examiner le bilan du gouvernement à ce jour.

J'ai dit la même chose hier, mais il est important d'en reparler aujourd'hui. Il y a une page clé de ce volumineux document de plus de 500 pages qui nous signale que le gouvernement admet que le budget fera en fait augmenter le taux de chômage. Il est ahurissant de constater que le gouvernement ose mettre le mot « emplois » sur la page couverture d'un budget qui fera augmenter le taux de chômage, ce qu'il sait pertinemment. En effet, le taux de chômage augmentera en 2012.

Nous le savons, le gouvernement éliminera quelque 19 000 emplois. J'ai parlé tout à l'heure d'une Canadienne qui nous a écrit pour nous signaler à quel point les services publics se détérioreront. En outre, chaque emploi perdu dans la fonction publique en fera perdre un autre dans le secteur privé. Très bientôt, on perdra donc près de 40 000 emplois en très peu de temps.

●(1015)

J'ai vraiment de la difficulté à comprendre comment un gouvernement qui s'évertue à faire grimper le taux de chômage et à couper les emplois de milliers de travailleurs des secteurs public et privé peut prétendre qu'il s'agit d'un budget qui favorise les emplois.

Je vais maintenant passer au bilan du gouvernement. Je suis persuadé que les conservateurs, en face, retiennent leur souffle. Je préfère les prévenir, il ne s'agit pas des notes préparées par le cabinet du premier ministre. C'est le genre de bilan qui ne plaît pas à ceux d'en face, car ils ont procédé à d'importantes compressions à Statistique Canada. Je vais présenter de vraies données, et c'est ce qui compte. Il ne s'agit pas de la fiction des notes d'allocation provenant du cabinet du premier ministre. Il s'agit de faits sur l'état de la nation, alors que ce budget prévoit près de 40 000 mises à pied supplémentaires, sans compter l'effet multiplicateur, ce qui signifie 40 000 familles canadiennes sans gagne-pain et un taux de chômage plus élevé.

Comment le budget cadre-t-il avec le bilan actuel des conservateurs? Je ne vais mentionner que dix indicateurs économiques dont il est important de tenir compte lorsqu'on examine le budget dans son ensemble.

Le premier indicateur est le déficit en matière de commerce de marchandises. Sous le gouvernement conservateur, le Canada est maintenant aux prises avec le pire déficit commercial de son histoire. Auparavant, notre déficit sur marchandises avec d'autres pays était contrebalancé par un excédent sur marchandises avec les États-Unis. C'est maintenant le contraire qui se produit. Nous enregistrons maintenant également un déficit sur marchandises avec les États-Unis.

Le budget

Nous avons connu un déficit sur marchandises en 2009, en 2010 et en 2011, et ce déficit s'établit maintenant à un niveau record. Qu'est-ce que cela signifie? Les députés le savent bien. Le député d'Outremont a posé sa première question à la Chambre en tant que chef de l'opposition officielle sur le sujet. Cela signifie que le gouvernement a anéanti le secteur des marchandises et le secteur manufacturier de notre pays. C'est la seule façon de décrire la situation. Lorsqu'on constate le nombre d'emplois perdus dans le secteur manufacturier et le déficit record sur le plan des marchandises, on ne peut qu'en conclure que le gouvernement cherche à appliquer les pires pratiques au lieu des meilleures. Selon moi, les familles canadiennes méritent mieux et nous devrions examiner ces meilleures pratiques.

Les conservateurs diraient qu'ils ont certes saigné le secteur manufacturier, que des centaines de milliers d'emplois ont été perdus dans ce secteur, mais que nous devons prendre en compte l'ensemble des résultats au titre des exportations. Nous exportons des grumes, du bitume brut et des minéraux bruts. Le gouvernement dirait que nous ne pouvons pas prendre en considération le déficit sur marchandises, qu'il a peut-être le pire bilan de tous les gouvernements dans l'histoire du Canada, mais qu'il faut tenir compte des matières premières que nous exportons.

Je me demande pourquoi cela n'a jamais figuré dans les notes préparées par le cabinet du premier ministre. Malheureusement, sous les conservateurs, le déficit courant de la balance des paiements est le pire de l'histoire. Nous avons le pire déficit sur marchandises et le pire déficit courant de la balance des paiements. Que faut-il en déduire? Nous devons en déduire que, même en tenant compte des matières premières que nous exportons, il y a un sérieux manque à gagner dans nos échanges avec le reste du monde.

Dans son allocution d'hier, le ministre a parlé de conclure des accords commerciaux. Plus tard, je vais parler de ce que ces accords commerciaux ont donné comme résultats, parce qu'il est très instructif de regarder les chiffres sur l'exportation dans chaque pays avec lequel nous avons signé un accord de libre-échange. Dans le cas du Canada, il est très intéressant de constater qu'il a perdu beaucoup de plumes chaque fois qu'il a signé un accord. Même si nos importations en provenance de ces marchés augmentent, dans la plupart des cas, les exportations du Canada dans ces pays diminuent.

• (1020)

Si on regarde le déficit courant de la balance des paiements, on constate un échec lamentable du côté des industries d'exportation. Il suffit de penser à l'exportation des matières premières et des emplois à l'extérieur du pays, ou à l'effondrement du secteur manufacturier. Je vais réunir ces deux aspects. Nous avons le pire déficit sur le plan des marchandises et le pire déficit courant de la balance des paiements pour l'ensemble de nos exportations que nous ayons jamais eues.

Je vais parler de la façon dont les choses se sont déroulées. En 2006, lorsque le gouvernement conservateur est arrivé au pouvoir, le déficit commercial était d'environ 14 milliards de dollars. En 2007, un an après l'arrivée au pouvoir des conservateurs, il était passé de 14 milliards à 18 milliards de dollars. Les conservateurs sont allés encore plus loin en 2008, lorsque ce déficit est passé de 18 milliards à 21 milliards de dollars. Cela ne surprendra personne qu'il soit passé à 22 ou à 23 milliards de dollars, un déficit courant record de la balance des paiements.

Lorsque les déficits en matière de marchandises, d'exportation de produits manufacturiers et d'exportations dans leur ensemble sont les pires qu'a connus notre pays, je ne pense pas que quiconque à la

Chambre doit prendre la parole et prétendre que le gouvernement fait du bon travail, car ce n'est tout simplement pas le cas.

Le gouvernement assiste aux cérémonies de signature d'accords commerciaux fondés sur l'un des modèles les plus anciens et les plus boiteux au monde, un modèle qui remonte aux années 1980. D'autres pays se sont modernisés et ont conclu des accords commerciaux équitables beaucoup plus progressistes. Le Canada vit encore à l'ère de Reagan et de Mulroney.

Le fait est que, si mauvaise que soit cette approche, si mauvais que soit le modèle commercial, si déficient que soit le soutien que le gouvernement a fourni aux exportations, nous avons le pire déficit sur marchandises et le pire déficit courant de la balance des paiements pour les exportations de toute l'histoire de notre pays. Les familles canadiennes méritent mieux que cela.

Je poursuivrai en parlant d'un autre indicateur clé. Cela prendra un peu de temps. Je vois que mes collègues conservateurs sont captivés, et c'est très bien ainsi. J'espère qu'ils me toléreront parce que je vais parler pendant un certain temps.

J'aimerais parler des emplois dans le secteur manufacturier. En 1976, j'étais à l'école secondaire. Je ne sais pas où vous étiez, monsieur le Président. Vous n'êtes pas très vieux. Il se peut même que vous ayez été un enfant prodige, que sais-je. Quoi qu'il en soit, en 1976, je portais des pantalons à pattes d'éléphant et *Saturday Night Live* était le succès de l'heure. En 1976, donc, l'Enquête sur la population active a vu le jour et nous avons commencé à amasser des données relatives à l'emploi dans le secteur manufacturier.

En 2011, après cinq années de règne conservateur, nous voyons dans quel état se trouve le secteur manufacturier. Aussi inouï que cela puisse paraître, le nombre d'emplois dans ce secteur est moins élevé aujourd'hui qu'il l'était en 1976 — lorsque nous avons commencé à compiler des statistiques —, et ce, malgré le fait que la population canadienne a presque doublé au cours de cette période. C'est navrant.

Lundi, le chef de l'opposition a affirmé à la Chambre que 400 000 emplois ont disparu dans le secteur manufacturier depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Les faits sont là: l'emploi dans ce secteur est à son plus bas niveau depuis que nous tenons des statistiques. Il est donc juste de dire qu'au cours de cette période, soit depuis 1976, les niveaux d'emploi n'ont jamais été aussi bas, et ce, malgré la croissance démographique et économique que nous avons connue.

• (1025)

Nous avons été témoins de l'anéantissement du secteur manufacturier. Je vais parler de certains des emplois qui ont été perdus au cours des derniers mois. Chaque fois, des députés néo-démocrates résolus ont soulevé la question à la Chambre. Personne parmi les conservateurs ne peut prétendre ne pas avoir été au courant de cette question, car nous l'avons soulevée à la Chambre des communes jour après jour.

La députée de London—Fanshawe et d'autres députés néo-démocrates ont parlé des fermetures de Caterpillar et d'Electro-Motive à London, en Ontario. En février 2012, 465 emplois ont été perdus. Cette fermeture nous a particulièrement touchés, car le premier ministre s'était rendu sur place pour se faire photographier en compagnie des travailleurs. Il est inconcevable qu'il ait utilisé ces travailleurs dans le cadre d'une séance de photo pendant la campagne électorale. L'argent des contribuables canadiens a servi à aider cette entreprise, qui a ensuite plié bagage sans que le gouvernement dise mot. Il devrait avoir honte.

Le budget

Plus récemment, il y a le cas des travailleurs d'Aveos à Montréal, Winnipeg et Mississauga, qui sont au nombre de 2 600. Ces travailleurs sont victimes d'une fermeture illégale. Qu'ajouter d'autre? La Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada exige qu'Air Canada conserve ces centres d'entretien. En fait, j'aimerais féliciter les députés de Colombie-Britannique, qui font partie du caucus des 102 députés néo-démocrates membres de l'opposition officielle, car ceux-ci ont présenté un projet de loi visant à modifier la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada pour que le centre d'entretien de Vancouver fasse aussi parti des centres d'entretien qu'Air Canada doit conserver au Canada.

Néanmoins, Vancouver n'a pas encore été touchée. Le gouvernement n'a rien fait pour protéger les travailleurs de Montréal, de Winnipeg et de Mississauga, les 2 600 personnes qui ont perdu leur emploi. Le gouvernement a le pouvoir d'empêcher ces mises à pied massives — il s'en est déjà vanté —, car il doit obliger Air Canada à respecter ses obligations. Pourtant, le gouvernement n'a pas levé le petit doigt pour ces travailleurs. De ce côté-ci, nous croyons que les familles canadiennes méritent mieux.

Je vais parler d'autres fermetures d'usine. En janvier 2012, des centaines d'emplois ont été perdus aux usines de transformation du poisson d'Ocean Choice International, situées à Marystown et Port Union, à Terre-Neuve. Pour ce qui est des Aliments Maple Leaf, les régions touchées comprennent Moncton, au Nouveau-Brunswick, ainsi que Burlington et Kitchener, en Ontario. Je vis dans la circonscription de Burnaby—New Westminster, en Colombie-Britannique. Juste à côté de New Westminster se trouve la ville de Coquitlam, qui a également subi des pertes d'emplois. À court terme, 1 550 emplois seront supprimés. On ne parle pas d'une poignée d'emplois perdus ici et là, mais plutôt d'une perte de milliers d'emplois, car toutes ces pertes annoncées au cours des derniers mois s'additionnent.

● (1030)

Chez AstraZeneca, une entreprise de recherche pharmaceutique établie à Montréal, 132 personnes ont vu leur emploi disparaître. Ils se sont évaporés. En 2011, les emplois à l'usine de cornichons de Bick's, à Dunnville, en Ontario, ont été transférés aux États-Unis causant la disparition de 150 emplois. En mai 2011, 500 employés de l'usine de transformation du boeuf de XL Foods, située à Calgary, ont été mis à pied. Au tout début de l'automne 2011, 102 emplois ont été perdus à l'usine d'emballage de Sonoco, à Winnipeg. L'été dernier, 350 emplois de plus ont été supprimés à l'usine de construction de camions de Navistar, située à Chatham, en Ontario. Encore en automne, 1 100 personnes ont perdu leur emploi à l'usine de montage de Ford, à St. Thomas, en Ontario. À Port Hawkesbury, en Nouvelle-Écosse, 1 000 personnes ont perdu leur emploi à l'usine de NewPage. Évidemment, l'usine de Mabe, à Montréal, sera fermée d'ici peu, ce qui entraînera une perte d'environ 700 emplois.

● (1035)

[Français]

Dans le cas de La Malbaie, on a eu des députés forts, des députés néo-démocrates de la région montréalaise, qui se sont levés tous les jours en Chambre pour demander au gouvernement de faire un suivi là-dessus pour épargner ces emplois, parce qu'on croit vraiment que les familles canadiennes méritent mieux que cela.

[Traduction]

Il ne s'agit que d'une liste partielle des emplois perdus partout au pays dans le secteur manufacturier sous le présent gouvernement. Depuis que nous avons commencé à recueillir des statistiques, et je n'exagère pas tant que cela en disant depuis l'aube des temps, en

l'occurrence depuis 1976, jamais le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier n'a été aussi bas.

Il s'agit du troisième signe que le gouvernement a échoué lamentablement à plusieurs égards, qu'il s'agisse de stimuler l'économie, de favoriser la santé de l'économie canadienne ou de prendre les mesures nécessaires pour que le Canada puisse être un chef de file en ce qui concerne le développement économique et la prospérité de ses citoyens. Je soutiens qu'il s'agit de la troisième indication.

On dirait peut-être que nous faisons le procès du gouvernement, et en fait, c'est un peu ce que nous faisons. Nous sommes d'avis que le budget déposé hier est irresponsable du fait qu'il y est question de compressions dans les services, d'autant plus qu'avant le 2 mai, le gouvernement avait promis aux Canadiens qu'il ne ferait pas de coupes dans les services. Les conservateurs avaient promis aux Canadiens qu'ils ne toucheraient pas à la sécurité de la retraite. Ils avaient aussi promis qu'ils ne toucheraient pas aux transferts en matière de santé.

Il s'agit d'engagements solennels. Lorsqu'une personne se porte candidate au poste de premier ministre, comme le premier ministre actuel, et s'engage solennellement envers les Canadiens, nous nous attendons à ce qu'elle respecte ses engagements. Les Canadiens s'attendent à ce que le premier ministre honore ses promesses. Il avait dit que le gouvernement ne toucherait pas aux transferts au titre des soins de santé, mais nous avons vu ce qui s'est passé en décembre à Victoria, en Colombie-Britannique.

J'ai assisté à cette réunion. J'étais avec les ministres provinciaux des Finances et je me suis entretenu avec eux peu après l'annonce du ministre des Finances, qui a eu l'effet d'une bombe. Il ne s'est pas soucié des budgets de la santé des provinces, ni des pressions exercées sur ces programmes de soins de santé.

Les changements démographiques créent des pressions, bien sûr, mais le manque d'innovation du gouvernement en crée aussi. Le gouvernement fédéral devrait collaborer avec les provinces afin d'élaborer une politique d'achat en gros des médicaments, comme notre ancien chef, Jack Layton, le recommandait fortement. Du côté des soins à domicile, il devrait chercher de nouvelles façons de réduire le coût des soins actifs, un changement qui, d'après toutes les provinces et tous les citoyens, pourrait avoir des effets très positifs. En fournissant une plateforme de soins à domicile, on réduit le coût des soins actifs. Mais au lieu de proposer des solutions et de réfléchir aux changements qu'il faudrait apporter au système de santé pour l'améliorer et s'assurer qu'il puisse fournir les services requis, au lieu de travailler à rendre ce système plus efficace afin que les contribuables canadiens en aient le plus possible pour leur argent, le ministre des Finances a simplement déclaré que le gouvernement fédéral commencerait, dans quelques années, à réduire les transferts destinés à la santé.

J'ai parlé aux ministres des Finances. Ils étaient vraiment en colère. Et cette colère n'a rien d'étonnant, puisqu'ils peuvent prévoir l'effet qu'auront ces coupures dans quelques années: on aura moins de moyens pour offrir les soins de santé sur lesquels les familles canadiennes comptent.

La situation sera difficile en Nouvelle-Écosse. Elle sera difficile partout au pays, dans les Prairies, en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique. Le ministre des Finances de la Colombie-Britannique a reconnu que ces changements mettront une pression énorme sur le système de santé de sa province.

Le budget

Au lieu d'agir de façon responsable, le ministre des Finances fédéral a lancé cette patate chaude aux provinces et s'en est lavé les mains, ce qui contredit complètement les promesses qu'il avait faites avant le 2 mai.

Hier, nous avons découvert le sort de deux autres promesses. On ne peut pas dire que les conservateurs ont fait beaucoup de promesses, mais on s'attend tout de même à ce qu'ils respectent celles qu'ils ont faites. Il avait promis de ne pas s'attaquer à la sécurité de la retraite, un sujet sur lequel nous reviendrons plus tard. Contrairement à ce qu'il avait promis, il s'est attaqué à la sécurité de la retraite. Il avait aussi promis de ne pas réduire les services offerts aux familles canadiennes. Comme nous l'avons vu, il a aussi renié cette promesse-là.

• (1040)

Disons les choses telles qu'elles sont. Je tiens à être clair. Si le gouvernement avait fait campagne sur ce qu'il avait vraiment l'intention de faire, il aurait dit qu'il allait réduire les transferts au titre des soins de santé; qu'il allait obliger les gens à travailler deux années de plus, quelle que soit leur capacité de le faire à cet âge avancé; qu'il allait restreindre les services ainsi que les dépenses consacrées à la salubrité des aliments, à la sécurité dans les transports et aux évaluations environnementales; qu'il allait faire des compressions dans des institutions canadiennes comme CBC/Radio-Canada et qu'il allait limiter la capacité du vérificateur général de veiller à ce que le gouvernement utilise l'argent des contribuables à bon escient. En effet, le gouvernement n'aime pas le vérificateur général parce qu'il remet en question ses acquisitions discutables, comme celle des F-35, dont la facture est passée de 9 à 40 milliards de dollars. Les familles canadiennes méritent beaucoup mieux et mes collègues savent aussi bien que moi que si le gouvernement avait parlé de toutes ces choses pendant la campagne électorale, c'est le NPD qui serait de l'autre côté de la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Peter Julian: Je remercie mes collègues de leur accueil enthousiaste. On ne croirait pas que nous venons tout juste de passer une fin de semaine très chargée au cours de laquelle nous avons élu comme nouveau chef et chef de l'opposition officielle, le député d'Outremont.

Des voix: Bravo!

M. Robert Chisholm: Nous ne sommes pas fatigués, mais bien revigorés. Nous sommes prêts à leur brasser la cage, comme dirait Charlie.

M. Peter Julian: Je remercie mes collègues, en particulier le député de Dartmouth—Cole Harbour. C'est très gentil de sa part.

Le gouvernement conservateur n'a jamais dit qu'il allait briser toutes ces promesses et n'a pas clairement annoncé ses couleurs. Pour cette raison, il sera en effet jugé au cours de l'actuel débat sur le budget — nous le jugerons pour ses promesses non tenues. Lorsque nous considérons les F-35, les prisons et la mauvaise gestion qui entourent ces dossiers, et lorsque nous examinons les faits, comme les trois indicateurs économiques clés que je viens de mentionner, le gouvernement mérite d'être accusé de mauvaise gestion. Et nous y verrons.

Examinons la situation de l'emploi des derniers mois, au cours desquels le gouvernement a vidé le secteur manufacturier. Penchons-nous sur la période qui précède le budget, soit le dernier trimestre de 2011 et les premiers mois de 2012. Si l'on en croit les chiffres du gouvernement, le budget entraînera la perte d'environ 40 000 emplois. Je suis un peu sceptique, car les budgets d'austérité ou draconiens ont

en général un effet domino. Mais accordons le bénéfice du doute au gouvernement et partons du principe que le budget entraînera l'élimination de 40 000 emplois. Au dernier trimestre de 2011, soit avant les pertes d'emplois que causera le budget, 50 000 emplois à temps plein ont été perdus. C'est ce que nous avons observé en octobre, novembre et décembre, de même qu'en janvier et février.

Les néo-démocrates savent très bien ce que cela veut dire: des pères et des mères de famille se rendront au travail pour apprendre qu'ils sont licenciés et ils seront complètement chamboulés à l'idée de se retrouver sans travail. L'emploi qu'ils auront occupé pendant des années, voire des décennies, s'envolera en fumée, alors qu'ils avaient passé des années à se perfectionner; alors qu'ils avaient consacré leur vie à leur entreprise en travaillant les fins de semaine et les soirs; alors qu'ils avaient dû concilier travail et famille — comme nous devons tous le faire; alors qu'ils s'étaient donnés corps et âme dans leur travail. Or, voilà que leur entreprise va les licencier. Ils ressentiront alors un profond malaise à l'idée qu'ils vont perdre toutes les années qu'ils ont consacrées à cette entreprise.

• (1045)

En plus de ce profond malaise lié au sentiment de perte, ils devront faire face à leur nouvelle situation économique. Bon nombre de personnes qui perdent leur emploi ne sont même pas admissibles à l'assurance-emploi en raison des modifications que le gouvernement a apportées à ce programme. Le Congrès du travail du Canada a estimé que la plupart des personnes qui se retrouvent sans travail n'ont pas accès à l'assurance-emploi. Certains y ont droit, mais même eux sont aux prises avec de graves problèmes financiers. Après avoir été licenciés, ils doivent le dire à leurs proches. Auront-ils assez d'argent pour acheter les médicaments dont leurs proches ont besoin? Et que feront leurs enfants qui veulent adhérer à un programme spécial, s'inscrire à un camp d'été, avoir un ordinateur ou faire du sport? Sans argent, ce ne sera pas possible. À cause de ce licenciement et de ses contrecoups dévastateurs, les familles devront faire des choix difficiles pour déterminer qui devra renoncer à certaines choses et pour trouver comment elles pourront garder leur foyer.

L'important, ce n'est pas les statistiques, mais les répercussions sur les familles canadiennes de la suppression de 50 000 emplois en automne dernier et de 40 000 emplois dans le budget actuel. Ce sont les répercussions de ces pertes d'emplois sur les familles qui nous préoccupent le plus. Nous croyons sincèrement que les familles canadiennes méritent mieux qu'un gouvernement qui leur fait perdre leur gagne-pain. Nous pensons que le gouvernement devrait accorder la priorité aux familles canadiennes.

C'est le quatrième indicateur.

Le gouvernement admettrait qu'il n'a pas fait un bon travail en automne et au début de l'année. En tout cas, je crois que c'est ce que les députés ministériels diraient probablement. J'espère certainement qu'ils seraient honnêtes et qu'ils admettraient qu'ils n'ont pas fait du bon travail.

Toutefois, de temps en temps, le gouvernement, par l'entremise du ministre des Finances, lance aux Canadiens: « Nous avons déjà fait du bon travail, vous vous en souvenez, après la récession? » Il avance un chiffre qui me laisse très sceptique. Le gouvernement a l'habitude des trucs artificiels. Je pense notamment au faux lac et au milliard de dollars qu'il a dépensé pour la grande conférence de Muskoka. Je pense aussi aux fausses cérémonies où des fonctionnaires ont fait semblant d'être des nouveaux citoyens. Ces fausses statistiques sur l'emploi s'inscrivent dans cette tendance.

Le budget

Si nous revenons à mai 2008, nous devons examiner les données sur l'emploi au moment où nous entrions dans une récession. En effet, comme les députés s'en rappelleront, c'est à cette période que le ralentissement économique a commencé. Cela doit donc être notre point de référence.

De mai 2008 jusqu'à l'été 2011, ce qui est notre période de référence — avant que le gouvernement perde 50 000 emplois au cours de l'automne et de l'hiver et qu'il présente un budget qui entraînera, si nous voulons être réalistes et honnêtes envers les Canadiens, la suppression de 40 000 emplois —, 200 000 emplois ont été créés au Canada de mai 2008 jusqu'à l'automne 2011. C'est très loin du chiffre avancé par le gouvernement. Les chiffres cités par le gouvernement sont tout à fait faux. On pourrait dire que, au moins, il y a eu des emplois qui ont été créés.

Voici quel est problème, et c'en est un que le gouvernement n'a jamais reconnu. Statistique Canada en est conscient. C'est peut-être parce qu'il a révélé la vérité sur ce qui se passe réellement dans l'économie canadienne qu'il est frappé si durement dans le budget. Statistique Canada subit donc un coup dur parce que les conservateurs semblent craindre que quelqu'un étudie ce qui se passe vraiment dans l'économie canadienne.

Regardons ce que dit Statistique Canada. La population active s'est accrue d'environ 480 000 personnes pendant cette même période. Nous parlons de ceux qui terminent leurs études et se trouvent du travail par la suite, des parents, pères et mères, qui ont élevé leurs enfants et qui peuvent réintégrer le marché du travail. Il y a tout un éventail de facteurs qui expliquent pourquoi la main-d'œuvre augmente considérablement, dont la croissance démographique. Au cours de cette même période, 480 000 chercheurs d'emploi se sont lancés sur le marché du travail. Combien d'entre eux ont trouvé un emploi? Deux cent mille.

• (1050)

Voilà le problème. Ce ne sont pas les chiffres bidons que le gouvernement avance; c'est la différence entre les discours insipides et la réalité. Dans les faits, plus d'un quart de million de Canadiens qui ont intégré la population active sont toujours en train de chercher un emploi, de frapper à la porte des employeurs. Chaque jour, ils angoissent en se demandant comment ils pourront payer leurs factures, garder un toit au-dessus de leur tête et subvenir aux besoins de leur famille. Chacun d'eux a été abandonné par le gouvernement conservateur.

Un manque à gagner net d'un quart de millions d'emplois, auquel s'ajoutent 50 000 emplois perdus à l'automne et au début de l'hiver et maintenant un budget axé sur les pertes d'emplois et la fin de la prospérité et de la croissance qui met à la rue 40 000 soutiens de famille: voilà le véritable problème de l'approche du gouvernement conservateur à l'égard de l'économie.

C'est le cinquième indicateur statistique que je veux soulever aujourd'hui puisque nous faisons le procès du gouvernement conservateur, en examinant non pas son bilan bidon ou factice, mais bien son véritable bilan économique.

Parlons maintenant de la qualité des emplois. Nous avons traité des pertes d'emplois dans le secteur manufacturier et des mesures très infructueuses prises par le gouvernement au cours des derniers mois. En fait, depuis mai 2008, le gouvernement affiche un bilan très mitigé. Mais qu'en est-il de la qualité de ces 200 000 nouveaux emplois? Deux cent mille nouveaux emplois, c'est ça le vrai chiffre. C'est le chiffre que le gouvernement doit utiliser et que Statistique Canada confirme. Parmi ces emplois, combien sont des emplois à temps partiel et combien sont des emplois à temps plein?

Le premier ministre n'en parle jamais dans son argumentaire, mais c'est pourtant une information d'importance capitale. En effet, 80 p. 100 de ces 200 000 nouveaux emplois — alors que nous en avions besoin de près d'un demi-million — sont des emplois à temps partiel.

On parle de travailleurs à temps partiel qui gagnent moins que les travailleurs à temps plein. Comme le savent les députés, un travailleur à temps partiel gagne en moyenne 16 \$ l'heure, ce qui ne suffit pas pour se loger ou acheter des chaussures aux enfants. À 16 \$ l'heure, on vit dangereusement près du seuil de pauvreté. Les emplois à temps plein sont beaucoup plus rémunérateurs, soit 25 \$ l'heure en moyenne. Si des travailleurs à temps partiel cherchent un emploi à temps plein et n'en trouvent pas, c'est qu'il y a un problème fondamental dans notre économie.

J'aimerais soulever un autre point concernant les 200 000 nouveaux emplois — majoritairement des emplois à temps partiel — créés au cours des trois dernières années. Je vais en parler dans quelques instants, avant la période des questions si possible, sinon j'espère pouvoir le faire après. J'aimerais parler de l'incidence de ce budget sur la capacité des familles canadiennes de joindre les deux bouts.

Je suis certain que mes collègues aimeraient que je parle des salaires. La députée d'Algoma—Manitoulin—Kapusking vient de dire que les Canadiens ont le droit de savoir et je suis entièrement d'accord avec elle.

Les salaires n'augmentent pas au même rythme que l'inflation. Le salaire des travailleurs à temps partiel a augmenté de 1,4 p. 100 au cours de la dernière année, alors que l'augmentation de celui des travailleurs à temps plein correspondait presque au taux d'inflation. Or, non seulement l'augmentation salariale n'a pas égalé le taux d'inflation, ni dans un cas ni dans l'autre, mais celle des travailleurs à temps plein est nettement en-deçà de l'inflation. La situation est donc bien pire et le problème beaucoup plus grave qu'on veut nous le faire croire.

• (1055)

C'est une question fondamentale à laquelle les Canadiens doivent réfléchir. Lorsque seulement 200 000 nouveaux emplois, nets, ont été créés depuis mai 2008, lorsque la grande majorité de ces emplois sont à temps partiel et lorsque ceux-ci sont rémunérés à un taux de plus en plus faible — se situant aujourd'hui à 16 \$ de l'heure en moyenne — et augmentent à un taux bien inférieur au taux d'inflation, les travailleurs canadiens vivent dans une sorte d'insécurité permanente. C'est indéniable. Beaucoup de familles canadiennes ont un sentiment d'insécurité parce qu'elles ont l'impression que le gouvernement ne fait pas du bon travail.

Même si je n'ai pas encore terminé l'analyse statistique des échecs économiques du gouvernement, il est important de répéter ce que j'ai déjà dit à ce sujet. Le gouvernement a recours à deux tactiques. Premièrement, il cite un chiffre bidon en matière d'emploi, qui diffère du chiffre véritable avancé par Statistique Canada, qui est de 200 000. Les conservateurs en ont choisi un autre. Je ne sais pas où ils l'ont trouvé. Peut-être l'ont-ils vu écrit sur une serviette en papier et il leur a plu. Ce chiffre semblait probablement aussi prometteur que l'engagement qu'ils avaient pris avant le 2 mai de maintenir les transferts au titre des soins de santé, de ne pas s'en prendre à la sécurité de la retraite et de maintenir les services sur lesquels comptent les familles canadiennes. Les conservateurs affirment néanmoins que le nombre d'emplois créés est supérieur à 200 000.

Qui plus est, les conservateurs prétendent qu'ils gèrent l'économie efficacement. À preuve, la revue *Forbes* les appuie. Cette revue appartient à un milliardaire. Ils se vantent de ce qu'elle dit à leur sujet.

De ce côté-ci de la Chambre, nous ne voyons pas les choses de la même façon. Une revue parle d'eux en termes élogieux; tant mieux pour eux. Cependant, à notre avis, on devrait plutôt écouter les familles canadiennes. On devrait plutôt écouter les aînés canadiens. On devrait plutôt écouter les Canadiens dans l'ensemble du pays qui croulent sous une dette record, dont les salaires sont à la baisse, et qui vivent dans une profonde incertitude économique à cause des mesures du gouvernement.

Le gouvernement, lui, préfère ne pas les aider, ne pas leur accorder de services supplémentaires, ne pas leur offrir les mesures de soutien dont ils ont besoin. Selon le gouvernement, dans quelques années, les Canadiens devront payer eux-mêmes leurs soins de santé. Il ne financera pas le système de santé comme il le devrait.

Pour ce qui est de la sécurité de la retraite, le gouvernement pense que les Canadiens devraient se débrouiller tout seuls. Il va les obliger à travailler deux ans de plus au lieu d'adopter l'approche responsable et canadienne à l'égard de tous ces aînés qui ont travaillé dur toute leur vie et contribué à leur famille, leur communauté, leur région, leur province et leur pays.

Nous pensons que, comme les aînés ont cotisé à ces régimes de pension et contribué à la prospérité de notre pays, nous devons prendre soin d'eux. C'est l'approche que nous privilégions. Elle est différente. Nous sommes à l'écoute des familles canadiennes et des personnes âgées. Nous tenons à bâtir un Canada où on se soucie de tout le monde et où personne n'est laissé pour compte.

Je vais poursuivre mon discours après la période des questions. Si possible, monsieur le Président, j'aimerais que vous m'indiquiez à quel moment il ne me restera plus qu'une minute de temps de parole.

Le Président: Comme il est 11 heures, le moment est venu de passer aux déclarations de députés. Le député de Burnaby—New Westminster pourra terminer son discours tout de suite après la période réservée aux affaires courantes.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1100)

[Traduction]

LA SANTÉ

M. John Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, PCC): Monsieur le Président, selon le corps médical, la hausse du taux d'obésité chez nos enfants est une véritable épidémie nationale. Ce phénomène entraîne le diabète, les maladies cardiovasculaires et d'autres problèmes. Sur le plan économique, il en découle des coûts exorbitants au titre des soins de santé.

Il y a trois ans, avec l'appui de l'ensemble des députés, tous partis confondus, j'ai mis en place l'initiative parlementaire de mise en forme, qui vise à encourager les députés et les sénateurs à adopter un mode de vie plus sain en faisant de la marche, de la course à pied et de la natation. En nous adonnant à ces activités, nous pouvons inciter nos concitoyens à améliorer leur état de santé et leur condition physique.

Une suite logique à cette initiative consisterait à promulguer une journée nationale. Dans le cadre de cette journée, on pourrait organiser des activités à l'échelle locale en vue d'inciter les

Déclarations de députés

Canadiens à découvrir des habitudes de vie plus saines et à être conscients des possibilités que nous avons tous d'apporter des changements positifs.

Je tiens aujourd'hui à féliciter les 12 administrations locales de ma circonscription qui ont décidé de faire du 2 juin la Journée nationale de la santé et du conditionnement physique en diminuant les droits d'entrée dans leurs centres de loisirs afin d'accroître la participation du public. Ensemble, veillons à ce que nous soyons le pays le plus en santé sur la planète et à ce que nous soyons tous en forme pour gouverner.

* * *

[Français]

LES PERSONNES HANDICAPÉES

M. Tarik Brahmi (Saint-Jean, NPD): Monsieur le Président, le 9 février dernier, on apprenait que depuis 2007, 85 p. 100 des montants disponibles dans le cadre du Fonds pour l'accessibilité des personnes handicapées sont allés à des circonscriptions conservatrices. Dans ma circonscription, la municipalité de Saint-Valentin tentait désespérément d'obtenir du financement pour rendre accessible son édifice municipal. Or le 20 mars, la municipalité a appris que sa demande de financement avait été rejetée pour un motif futile. En effet, il manquait une date sur une lettre d'appui.

Au lieu de signaler ce détail et de permettre à la municipalité de soumettre son dossier à temps, le ministère a attendu que la date d'échéance soit écoluée pour utiliser ce prétexte. Cette manoeuvre scandaleuse démontre clairement la mauvaise foi abjecte d'un gouvernement dont l'infâme partisanerie n'épargne même pas les personnes handicapées.

* * *

[Traduction]

LES PARCS NATIONAUX

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, le budget de 2012 annonce une excellente nouvelle pour ceux d'entre nous qui travaillent à l'établissement du tout dernier parc national du Canada, dans la région du Grand Toronto.

Comme les conservateurs l'ont promis au cours de la dernière campagne électorale et confirmé dans le discours du Trône de juin dernier, le budget d'hier réaffirme l'engagement du gouvernement du Canada à mettre sur pied un parc national dans la vallée de la Rouge.

L'Alliance du parc de la Rouge pilote ce projet depuis 15 ans et a travaillé sans relâche pour que le parc voie le jour. Je tiens à en remercier les membres et à souligner leur excellent travail et leur souci de l'environnement, sans lesquels ce projet ne se serait pas concrétisé.

Le nouveau parc national sera facile d'accès pour plus du quart de la population canadienne. Au-delà de huit millions de personnes, dont beaucoup d'immigrants, habitent dans le Golden Horseshoe; ce sera pour elles une occasion hors pair de découvrir les grands espaces et de faire leur première incursion dans le réseau des parcs nationaux du Canada.

*Déclarations de députés***LE MOIS NATIONAL DE LA SENSIBILISATION À LA SANTÉ DU CERVEAU**

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, mars était le Mois national de la sensibilisation à la santé du cerveau. Le cerveau est l'organe le plus crucial: s'il fonctionne mal, cela entraîne des répercussions sur tous les aspects de la vie.

Au Canada, 5,5 millions de personnes sont aux prises avec une maladie neurologique chronique. Ces maladies sont généralement progressives, dégénératives, idiopathiques et actuellement incurables. Il est parfois possible de les traiter, mais dans la plupart des cas, il n'existe aucun moyen d'en stopper ou même d'en ralentir la progression.

Étant donné le vieillissement de la population canadienne, les répercussions des maladies, des dysfonctions et des blessures neurologiques prendront une ampleur considérable. Au cours des 20 prochaines années, les troubles neurologiques seront la principale cause de décès et de handicap au Canada.

Il nous faut une stratégie nationale relative à la santé du cerveau qui comprendrait entre autres des mesures de sécurité du revenu pour les personnes aux prises avec un trouble neurologique chronique, du soutien pour les aidants, des lois contre la discrimination génétique et des programmes de sensibilisation de la population canadienne et des intervenants des services de santé de première ligne.

* * *

LE BUDGET

M. Chris Warkentin (Peace River, PCC): Monsieur le Président, pour la septième année consécutive, le ministre des Finances a présenté à la Chambre le budget du gouvernement conservateur, un budget équilibré, pragmatique, novateur et parfaitement adapté aux besoins des Canadiens et que réclamaient les habitants de ma circonscription.

Les habitants du comté de Peace réclamaient un plan d'action qui réduirait le gaspillage dans l'appareil gouvernemental, qui permettrait d'équilibrer les budgets et qui favoriserait la prospérité. C'est ce que leur a donné le ministre. Les employeurs du comté de Peace réclamaient des mesures leur permettant de trouver plus facilement des employés qualifiés afin de remédier aux pénuries de main-d'oeuvre. Le ministre a satisfait à leur demande. Les habitants du comté de Peace réclamaient un plan d'action à long terme qui stimulerait l'innovation et qui réduirait les formalités administratives imposées aux entrepreneurs. C'est bien ce que leur a donné le ministre.

Les habitants du comté de Peace peuvent être fiers d'avoir un gouvernement qui comprend leurs priorités et leurs ambitions. Nous, du comté de Peace, sommes déterminés à bâtir un avenir solide et prospère pour la génération actuelle et les générations futures. C'est ce que le budget nous aidera à réaliser.

* * *

●(1105)

[Français]

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Mme Ruth Ellen Brosseau (Berthier—Maskinongé, NPD): Monsieur le Président, les citoyens de la MRC de Maskinongé souhaitent faire modifier la décision du CRTC d'autoriser la concurrence dans le domaine de la téléphonie dans les marchés ruraux.

Récemment, au moins 150 résidents ont fait part de leurs inquiétudes lors d'une rencontre à Saint-Paulin. L'Association des compagnies de téléphone du Québec craint que le service ne soit pas maintenu dans les secteurs ruraux éloignés parce qu'il ne sera pas rentable. Les clients des zones éloignées se retrouveraient alors sans service de téléphone, de câble et d'Internet. L'association fait circuler une pétition.

Présentement, les entreprises qui ont le monopole dans ces secteurs ont l'obligation d'offrir un service de téléphonie. Le CRTC veut ouvrir les marchés couverts par les petites compagnies de téléphone aux grands joueurs de l'industrie sans leur imposer les mêmes règles, ce qui constitue de la concurrence déloyale.

Nous devons faire les choix qui s'imposent afin d'améliorer l'accessibilité, les prix et la qualité du service de téléphonie en région rurale.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET

M. Dan Albas (Okanagan—Coquihalla, PCC): Monsieur le Président, ma circonscription, Okanagan—Coquihalla, a de quoi être emballée par le budget d'hier, en particulier à cause des investissements importants dans l'innovation et la recherche qui y sont annoncés.

Dans ma circonscription, le Centre de recherches agroalimentaires du Pacifique a travaillé en partenariat avec l'industrie à la mise au point d'une nouvelle technologie pour le transport des aliments qui pourra allonger grandement la durée de conservation des produits frais. Grâce à elle, des modes de transport plus économiques seront accessibles. Avec nos nouveaux accords de libre-échange, un monde de nouveaux marchés s'ouvrira aux producteurs de l'Okanagan.

Dans la collectivité d'Okanagan Falls, l'industrie privée bénéficie du soutien du gouvernement, ce qui a permis la mise au point de la nouvelle technologie des panneaux de bois lamellés.

Le bois de charpente lamellé est aussi solide que le béton, mais de quatre à cinq fois plus léger. Sa production exige moins d'énergie, il peut être fabriqué à partir de bois de moindre valeur, est plus facile à expédier et résiste aux tremblements de terre.

Surtout, il crée des emplois aujourd'hui dans une collectivité qui a perdu une scierie.

Dans les deux cas, les investissements du gouvernement dans l'innovation sont rentables sur le plan de la création d'emplois à valeur ajoutée. Je suis enchanté que le budget de 2012 continue de soutenir la recherche et le développement ainsi que l'innovation.

* * *

LE BUDGET

M. Harold Albrecht (Kitchener—Conestoga, PCC): Monsieur le Président, le Plan d'action économique du Canada pour 2012 a été déposé hier. Dans ce contexte, quelques points méritent d'être relevés.

Les Canadiens paieront moins d'impôt au gouvernement fédéral qu'ils n'en ont payé ces dernières décennies et notre situation financière continue de faire l'envie du monde entier.

La région de Waterloo a grandement bénéficié des budgets précédents. Certains investissements stratégiques, notamment dans un nouveau centre de nanotechnologie, dans l'Institut de transformation des aliments et dans l'incubateur d'entreprises de haute technologie, généreront des retombées pendant des décennies.

J'ai consulté mes électeurs durant la période pré-budgétaire. Les dirigeants municipaux voulaient un plan à long terme de renouvellement des infrastructures. Les employeurs espéraient que nous pourrions réduire leur fardeau administratif. Les nouveaux entrepreneurs nous ont demandé de préserver et d'améliorer des programmes essentiels, comme le crédit RS-DE et le PARI. J'ai demandé au ministre des Finances de consacrer des fonds à la prévention du suicide.

Eh bien, le budget prévoyait tout cela.

Au nom de mes électeurs, je dois remercier le gouvernement. Sous ce gouvernement, le Canada et la région de Waterloo ont tout ce qu'il faut pour connaître la prospérité à long terme.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

M. Alain Giguère (Marc-Aurèle-Fortin, NPD): Monsieur le Président, hier, les conservateurs ont fait tomber le couperet, et ce, particulièrement sur les 16 200 citoyens de ma circonscription de Marc-Aurèle-Fortin qui dépendent et qui reçoivent la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti. Ces gens avaient besoin de cet argent pour accéder à un niveau de vie décent. Présentement, la combinaison de ces deux programmes ne garantit même pas aux gens de ma circonscription d'être au-dessus du seuil de pauvreté.

C'était un geste particulièrement indigne. Les conservateurs l'ont fait tout simplement en modifiant les règles d'accessibilité à ces régimes de pensions. C'était particulièrement cruel vis-à-vis des gens qui ont donné toute leur vie au service du Canada et qui ont bâti la prospérité actuelle de notre pays.

Hier, le gouvernement a manqué de respect envers les aînés canadiens en ne faisant aucune proposition capable de diminuer ce taux de pauvreté.

Si nous croyons que nos aînés avaient droit à la dignité au Canada, il est clair que les conservateurs viennent d'insulter gravement ce principe. Le gouvernement les a relégués au statut de personnes...

Le Président: L'honorable député de Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission a la parole.

* * *

[Traduction]

LES DONS D'ORGANES

M. Randy Kamp (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique, PCC): Monsieur le Président, plus de 4 000 Canadiens subissent une diminution de leur qualité de vie et risquent de mourir prématurément pendant qu'ils attendent une greffe d'organes.

En 2008, par exemple, 486 donneurs ont fourni des organes destinés à plus de 1 500 greffes, mais, en dépit de cette réussite, 300 Canadiens sont décédés pendant qu'ils attendaient une greffe. Nous savons que nous pouvons faire mieux et nous devons le faire.

Aujourd'hui, le relais du flambeau pour la vie de l'organisme Step By Step passe à Ottawa. Cette campagne donne aux jeunes la possibilité de participer à un débat public et vise à inciter les Canadiens à signer leur carte de don d'organes.

Aujourd'hui, après la période des questions, de nombreux députés se rendront en face de la Tour de la Paix pour accueillir les

Déclarations de députés

participants au relais d'Ottawa, parmi lesquels se trouve George Marcello, qui a traversé le Canada à pied pour défendre cette cause.

Cette année, la portion ontarienne du relais est dédiée à Betty Albrecht, dont le don ultime a sauvé cinq vies. Je remercie le député de Kitchener—Conestoga pour son travail dans ce dossier. De la part d'un grand nombre de ses amis au Parlement, je lui dis que Betty nous manque à nous aussi.

* * *

●(1110)

[Français]

LE PROGRAMME D'ACTION COMMUNAUTAIRE SUR LE SIDA

Mme Hélène Laverdière (Laurier-Sainte-Marie, NPD): Monsieur le Président, en décembre dernier, nous avons interpellé le gouvernement fédéral à propos des délais déraisonnables dans l'appel d'offres de projets pour le Programme d'action communautaire sur le sida. Aujourd'hui, il y a de nouveaux délais, mais cette fois-ci ce sont les réponses qui ne rentrent pas.

Nous sommes le 30 mars. Une réponse négative à ces organismes qui font un travail extraordinaire signifie qu'il faut qu'ils arrêtent de fonctionner lundi prochain, et il n'y a toujours pas de réponse.

Incapables de savoir, à plus de quelques jours d'avis, s'ils pourront continuer à payer leurs travailleurs expérimentés et compétents, ces organismes risquent de perdre toute une expertise qui bénéficiait à toute la communauté. C'est tout un groupe de citoyens qui est plongé dans l'anxiété et la précarité.

Comment ce gouvernement peut-il se targuer d'être un gestionnaire compétent et efficace quand ce type de gestion bâclé devient la norme?

* * *

LE BUDGET

M. Jacques Gourde (Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière, PCC): Monsieur le Président, notre gouvernement se concentre sur les emplois, la croissance et la prospérité à long terme. Le Plan d'action économique 2012 contient des mesures pour créer des emplois maintenant et pour offrir davantage de possibilités aux Canadiens.

Pour créer des emplois maintenant, nous allons prolonger d'un an le crédit à l'embauche pour les petites entreprises, une mesure pratique éprouvée qui incite les entreprises à recruter davantage de travailleurs. Nous allons fournir un nouveau financement destiné à l'infrastructure frontalière, faire de nouveaux investissements dans l'infrastructure locale par l'intermédiaire du Fonds d'amélioration de l'infrastructure communautaire et renouveler la flotte de la Garde côtière canadienne qui célèbre son 50^e anniversaire.

Le Plan d'action économique 2012 contient des mesures importantes pour surmonter les difficultés et pour saisir les occasions qu'offre l'économie mondiale, tout en veillant à la viabilité des programmes sociaux et à la solidité des finances publiques pour les générations futures.

Questions orales

[Traduction]

ROY NELSON

L'hon. Ralph Goodale (Wascana, Lib.): Monsieur le Président, la loyauté et le dévouement sont deux mots qui décrivent bien feu Roy Nelson, de Glentworth, en Saskatchewan. Peut-être a-t-il été influencé par la génération courageuse dont il était issu. Peut-être a-t-il été influencé par son expérience dans la Marine royale, puis comme ancien combattant. Peut-être a-t-il été influencé par les racines profondes qui le liaient aux Prairies en tant qu'agriculteur et éleveur. Quelles qu'aient été les influences qui ont façonné sa personnalité, elles ont fait de Roy une personne extraordinaire, dévouée à sa famille et à tous ceux qui l'entouraient.

La passion de Roy pour l'agriculture s'est manifestée dans son soutien à la Commission canadienne du blé. Il a lutté en faveur de l'équité pour ceux qui ont été touchés par les projets de la centrale hydroélectrique de la rivière Poplar et du parc national du Canada des Prairies. Il était le président national de la Canadian Piedmontese Cattle Association. Il était un réel défenseur du monde rural.

Roy Nelson, un libéral de toujours, a siégé à l'assemblée législative provinciale. Il personnifiait la force fondamentale de la Saskatchewan. Nous savions, sans l'ombre d'un doute, qu'il ne nous laisserait jamais tomber.

Nos pensées et nos prières accompagnent Kay, son épouse attentionnée, et sa famille.

* * *

LE BUDGET

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Monsieur le Président, le budget présenté hier, intitulé *Le Plan d'action économique de 2012 — L'emploi, la croissance et la prospérité à long terme*, est une très bonne nouvelle pour la Saskatchewan. Le ministre des Finances de la province a applaudi ce budget. Il a déclaré que les changements prévus au système d'assurance-emploi seraient bénéfiques à notre province et qu'ils aideraient à régler la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée. De plus, le projet pilote portant sur les 14 meilleures semaines continuera de s'appliquer aux travailleurs du Nord de la Saskatchewan.

L'avenir est prometteur pour la Saskatchewan et le Canada. Nos efforts visant à améliorer la mise en valeur responsable des ressources, ainsi que nos investissements dans la formation et les infrastructures, contribuent à éliminer les obstacles à l'entrée sur le marché du travail.

Des investissements dans l'éducation des Premières nations et l'amélioration de leurs écoles permettront aux Autochtones de participer pleinement à l'économie. Dans les villes, la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain continuera d'élargir les possibilités pour les Autochtones du pays.

L'année 2012 s'annonce prometteuse pour la Saskatchewan. Je félicite le ministre des Finances et j'ai hâte de collaborer avec lui afin d'accroître la prospérité à long terme du Canada.

* * *

LE PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

M. Randall Garrison (Esquimalt—Juan de Fuca, NPd): Monsieur le Président, les conservateurs sont arrivés au pouvoir en promettant de faire le ménage à Ottawa, mais force est de constater qu'ils ont succombé à la tentation de déroger aux règles d'éthique.

Le ministre de l'Industrie a violé la Loi sur les conflits d'intérêts en participant à des expéditions de chasse avec ses amis lobbyistes sans

que cela ne porte à conséquence. Il semble que cela ne pose pas de problème tant que le ministre apporte sa nourriture et son sac de couchage.

Lorsque le directeur général des élections a décrit l'étendue de la fraude électorale, expliquant qu'il y avait eu des centaines de plaintes dans plus de 200 circonscriptions, les conservateurs ont dénoncé la situation, la qualifiant de cirque. Ils n'ont manifestement aucun respect pour ceux dont le droit de vote a été violé.

Hier, les conservateurs ont éliminé la Commission des nominations publiques qu'ils avaient eux-mêmes créée en 2006. Apparemment, ils n'ont plus besoin d'une telle commission car ils savent déjà qui a contribué à la caisse de leur parti.

Le gouvernement a démontré à maintes reprises qu'il est devenu tout ce qu'il disait détester. Malheureusement pour les Canadiens, il devient difficile de distinguer ces conservateurs des anciens libéraux, responsables du scandale des commandites.

* * *

•(1115)

LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA

M. Costas Menegakis (Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, le nouveau chef du NPd s'est engagé à lutter contre notre plan misant sur des impôts peu élevés et la réduction de la dette pour favoriser la création d'emplois, la croissance et la prospérité à long terme. Il a décidé de s'opposer à un plan qui a pourtant permis au Canada de sortir de la récession plus rapidement et en meilleure posture que les autres pays développés et de redonner du travail à plus de 610 000 Canadiens en cours de route.

Le NPd s'est déjà opposé aux investissements records dans les transferts pour la santé et au soutien pour les aînés prévus par le gouvernement conservateur de même qu'à toutes les baisses d'impôt et à tous les crédits fiscaux que celui-ci a accordés aux familles canadiennes, qui triment dur. Ce qu'il propose au lieu, ce sont des hausses d'impôt et des règlements qui nuisent à l'emploi. Nous avons fait nos preuves en matière de création d'emplois, de croissance économique et de prospérité à long terme. Les Canadiens ne peuvent tout simplement pas se permettre d'écouter le NPd et de subir ses expériences économiques dangereuses, qui feront disparaître des emplois et causeront du tort aux familles canadiennes.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPd): Monsieur le Président, les conservateurs ont promis de créer des emplois. Au lieu de cela, ils ont plutôt sabré les services essentiels dont dépendent les familles canadiennes, comme la Sécurité de la vieillesse et les soins de santé. Ils ont promis de favoriser la création d'emplois et la croissance économique. Au contraire, ils ont plutôt fait des compressions irresponsables. Le budget des conservateurs ne prévoit rien pour créer des emplois, malgré la mention dans le titre, et rien pour remédier aux inégalités croissantes.

Pourquoi les conservateurs ont-ils présenté un budget aussi déconnecté des priorités des familles canadiennes?

Questions orales

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, hier, nous avons présenté un budget juste et équilibré, axé sur la création d'emplois, la croissance économique et la prospérité à long terme du Canada. Cette initiative nous enthousiasme. Le budget vise à renforcer le secteur privé et à créer davantage d'emplois pour que les gens retrouvent espoir et aient de meilleures perspectives. Il faut que le NPD finisse par approuver les plans et les propositions qui créeront vraiment des emplois au pays. Mettons donc le NPD au défi de se joindre à nous pour bâtir un Canada meilleur.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, s'ils avaient quelconque crédibilité quand on parle d'emploi, ils écouterait les 2 600 travailleurs d'Aveos qui ont été mis à pied.

En fait, dans le budget, les conservateurs prévoient une hausse du chômage. Il s'agit de lire pour voir ce que le budget contient vraiment: des économies de bout de chandelle et d'énormes dépenses sans bon sens. Les conservateurs éliminent des emplois et réduisent les services fournis aux Canadiens. Ils ignorent les inégalités croissantes. Comment peuvent-ils ne pas créer aucun emploi pour les Canadiens alors que leurs propres prévisions indiquent que le chômage augmentera au Canada, cette année?

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, il faut regarder les faits. Depuis le creux de la récession, l'économie canadienne a créé, net, 610 000 emplois. Depuis que le premier ministre occupe ses fonctions, en 2006, il s'est créé, net, 1,1 million d'emplois au pays. Le Plan d'action économique donne de bons résultats. Il engendre de l'espoir et élargit les perspectives. Cette semaine, nous avons eu d'autres bonnes nouvelles: la création de 400 emplois bien rémunérés sur une chaîne de montage de Toyota. Le député d'en face se joindra-t-il à nous, qui formons le gouvernement, pour féliciter ces 400 personnes qui auront un emploi dans le secteur secondaire, chez Toyota?

[Français]

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Monsieur le Président, les députés conservateurs vont-ils se lever par solidarité pour les 2 600 travailleurs d'Aveos et les centaines de travailleurs au Nouveau-Brunswick qui ont perdu leur emploi? Ce gouvernement rend la vie économique canadienne plus difficile qu'elle ne l'est déjà. Au lieu d'aider les familles en protégeant les services publics et les pensions, il leur donne en cadeau un beau budget d'austérité. Il coupe dans les services publics, viole sa promesse pour la Sécurité de la vieillesse et élimine 19 000 postes, soit au total 40 000 emplois avec l'effet multiplicateur. Pourquoi ce gouvernement impose-t-il aux Canadiens son idéologie au lieu de...

• (1120)

Le Président: L'honorable ministre des Affaires étrangères a la parole.

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, les priorités de ce gouvernement et de ce premier ministre, ce sont la croissance économique et la création d'emplois dans chaque région du Canada. C'est la raison pour laquelle on a mis en avant toutes les mesures pour permettre la création d'emplois. Au cours des deux dernières années, on a vu la création de plus de 600 000 nouveaux emplois au Canada. Et cette semaine, on a entendu dire que 400 nouveaux emplois seraient créés chez Toyota, ici en Ontario.

C'est un beau progrès pour le Canada, et c'est la raison pour laquelle on continuera de travailler très fort pour la croissance

économique et pour la création d'encore plus de nouveaux emplois au Canada.

[Traduction]

M. Robert Chisholm (Dartmouth—Cole Harbour, NPD): Monsieur le Président, les réactions commencent à nous parvenir, et les Canadiens ne sont pas heureux de ce budget. La Fédération canadienne des municipalités...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Le député de Dartmouth—Cole Harbour a la parole.

M. Robert Chisholm: Monsieur le Président, la Fédération canadienne des municipalités n'accorde pas la note de passage au budget dans le domaine du logement. L'Union internationale des travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce qualifie le budget de dur coup porté aux Canadiens. L'Association canadienne des individus retraités pense que la prochaine génération en souffrira. Il y a un an, les conservateurs ont fait toute une campagne électorale sans dire un mot de ce plan.

En réponse à notre ancien chef, Jack Layton, le premier ministre s'était engagé à ne pas réduire les pensions, ni les transferts au titre de la santé. Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas tenu parole?

Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, voyons ce que la Fédération canadienne des municipalités avait réellement à dire au sujet de ce budget. Elle a déclaré: « Les dirigeants municipaux du Canada se réjouissent que le gouvernement fédéral ait affirmé aujourd'hui son engagement à poursuivre le travail entrepris avec les villes et les collectivités pour reconstruire les routes, les systèmes d'eau potable et d'eaux usées, les centres communautaires et les réseaux de transport collectif dont dépendent nos familles, nos entreprises et notre économie. »

Bon nombre d'intervenants ont affirmé qu'il s'agissait d'un budget prévoyant les bonnes mesures au bon moment pour les Canadiens de partout au pays. Le NPD doit collaborer avec nous afin de favoriser la création d'emplois, la prospérité et la croissance au Canada.

M. Robert Chisholm (Dartmouth—Cole Harbour, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens se rendent compte que le premier ministre ne tiendra pas parole. S'il avait été franc avec les Canadiens sur son projet de réduire les pensions et les soins de santé, encore plus de gens auraient voté contre le programme conservateur lors des dernières élections et nous aurions aujourd'hui un gouvernement néo-démocrate qui créerait de bons emplois au Canada. Il n'est pas trop tard. Les conservateurs peuvent encore écouter les Canadiens, car les néo-démocrates sont prêts à travailler pour réviser le budget. Travailleront-ils avec nous et...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. La secrétaire parlementaire du ministre des Finances a la parole.

Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, si je ne me trompe, le député vient de nous dire que le NPD avait un plan. Eh bien, le voici ce plan. Le NPD voulait doubler le Régime de pensions du Canada, augmenter l'impôt des grandes entreprises et accroître le fardeau fiscal des familles canadiennes en haussant la TPS. Son plan ne serait sûrement pas créateur d'emplois. Par contre, le budget que nous avons présenté hier mise sur la création d'emplois, la croissance économique et la prospérité au Canada. Je prie le NPD de faire la bonne chose et de voter pour le budget.

*Questions orales***LES PENSIONS**

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement n'a jamais informé les Canadiens il y a un an qu'il comptait apporter un changement à la Sécurité de la vieillesse. Si une crise démographique se profilait à l'horizon, ce que les conservateurs invoquent maintenant, ils l'auraient su il y a six mois ou un an. Pourquoi le gouvernement propose-t-il ce changement, qui coûtera 30 000 \$ à chacun des citoyens admissibles à la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti? Pourquoi le gouvernement agit-il ainsi, en faisant fi de toutes les grandes études qui indiquent que le Canada a...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le ministre des Affaires étrangères a la parole.

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, permettez-moi d'expliquer ceci à mon ami de Toronto-Centre. Dans les années 1970, il y avait sept travailleurs pour chaque retraité. En 2030, il n'y aura que deux travailleurs pour soutenir chaque prestataire de la Sécurité de la vieillesse. C'est une position juste, équilibrée et raisonnable. Puisqu'on donne suffisamment de temps pour s'y préparer, les retraités ou ceux qui prendront leur retraite bientôt ne seront pas touchés.

Si ce changement est si déraisonnable, alors pourquoi l'Australie, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Corée, les Pays-Bas, la Turquie, les États-Unis et le Royaume-Uni font-ils à peu près la même chose?

• (1125)

[Français]

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Monsieur le Président, le ministre est en train de donner des exemples de pays qui ont fait la même chose. Le problème avec la position du ministre, c'est qu'il est le premier à dire clairement aux Canadiens qu'il n'y a pas de crise au Canada, que le déficit est réglé, qu'il n'y a pas de problème de déficit, qu'il n'y a pas de crise budgétaire, qu'on est différents des autres et qu'on est en tête des pays du G7.

Si c'est la vérité, pourquoi punir les plus pauvres? Pourquoi punir ceux qui sont les plus vulnérables?

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, ces changements font partie d'un plan d'équilibre budgétaire. Ces propositions ne seront pas en vigueur avant plus de 10 ans, en 2023. On peut prendre ces décisions et aviser les contribuables longtemps d'avance. C'est ce qu'ont fait tous les autres pays de l'OCDE — l'Australie, la France, l'Allemagne, l'Irlande, Israël, le Japon, les États-Unis, le Royaume-Uni. Tous ces pays ont fait la même chose parce qu'il faut protéger ce programme pour les futurs contribuables.

* * *

[Traduction]

LES 41^{ES} ÉLECTIONS GÉNÉRALES

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Monsieur le Président, il y a un aspect en particulier qui a attiré mon attention dans le budget, et c'est le fait que la plupart des compressions annoncées sont ce qu'on pourrait appeler des compressions concentrées en fin de période. Ainsi, ce n'est que dans deux ou trois ans que nous en mesurerons toutes les conséquences. La seule exception, ce sont les compressions visant Élections Canada, qui seront effectuées dès la première année et totaliseront 7,5 millions de dollars.

Le directeur général des élections nous a annoncé qu'il a reçu 800 plaintes dans 200 circonscriptions et qu'une enquête sans

précédent dans notre histoire est actuellement en cours. Pourquoi le gouvernement réduit-il donc le budget de cette organisation dans ce contexte?

L'hon. Peter Van Loan (leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, le directeur général des élections a déclaré qu'il a toutes les ressources dont il a besoin pour accomplir son travail. Nous félicitons le commissaire aux élections fédérales, qui veut faire sa part dans le cadre de l'effort pangouvernemental visant à économiser les deniers publics et à travailler plus efficacement et qui a d'ailleurs formulé des suggestions en ce sens. Ce sont les chiffres qu'il nous a fournis dans le cadre de son plan de réduction des dépenses. Nous le félicitons de participer aux efforts déployés à l'échelle du gouvernement.

* * *

[Français]

LES PENSIONS

Mme Lysane Blanchette-Lamothe (Pierrefonds—Dollard, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs avaient promis de ne pas toucher à la Sécurité de la vieillesse.

Pendant des mois, ils ont refusé d'informer les Canadiens et les Canadiennes mais hier, ils ont enfin dit la vérité: ils font passer l'âge de retraite de 65 à 67 ans. C'est une mauvaise nouvelle pour beaucoup de gens. En fait, c'est une décision injuste, qui va amputer l'avenir des jeunes d'aujourd'hui et pénaliser gravement les personnes les plus vulnérables financièrement de notre société.

Pourquoi les conservateurs s'attaquent-ils aux revenus des aînés. On peut faire beaucoup mieux que ça.

[Traduction]

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, les aînés d'aujourd'hui ne seront pas touchés par ce changement. Le changement se fera progressivement à compter de 2023. Nous prenons ces mesures pour que les jeunes Canadiens puissent bénéficier de la Sécurité de la vieillesse dans les années futures.

Les aînés de ma circonscription m'ont affirmé qu'ils veulent que leurs petits-enfants puissent recevoir ces prestations. Ce souhait ne se réalisera pas si n'agissons pas.

J'encourage vivement le NPD à appuyer notre budget, car il prévoit beaucoup de mesures qui permettront de soutenir les citoyens.

[Français]

Mme Lysane Blanchette-Lamothe (Pierrefonds—Dollard, NPD): Monsieur le Président, ces arguments sont trompeurs et la secrétaire parlementaire le sait très bien.

Tous les experts le disent. Notre système de la Sécurité de la vieillesse est viable. La vérité, c'est que les conservateurs essaient d'équilibrer leur budget sur le dos des aînés les plus vulnérables et sur le dos des provinces.

L'Association médicale canadienne soutient que les provinces devront payer plus pour les soins de santé parce que les aînés les plus vulnérables n'auront plus les moyens de payer leurs médicaments et seront donc plus souvent malades.

Questions orales

Les conservateurs vont-ils assumer enfin leurs responsabilités et protéger les aînés au lieu de les appauvrir?

[Traduction]

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai souvent répété à la Chambre cette semaine, il y a actuellement quatre personnes pour un aîné, mais en 2030, cette proportion sera de deux personnes pour un aîné. Par conséquent, les dépenses passeront de 32 milliards de dollars à plus de 108 milliards de dollars. C'est un calcul plutôt simple.

Nous voulons faire le nécessaire pour que le programme de la Sécurité de la vieillesse demeure viable, de façon à ce que les Canadiens puissent en bénéficier dans les années futures. J'encourage le NPD à appuyer notre initiative.

• (1130)

M. Dan Harris (Scarborough-Sud-Ouest, NPD): Monsieur le Président, voici ce que le premier ministre a dit à la Chambre le 30 janvier 2012:

Nous avons très clairement dit que, dans le cadre de la réduction du déficit, nous ne couperions ni les transferts aux provinces, ni les prestations aux particuliers.

Puis, il a ajouté: « Nous ne coupons pas les programmes des aînés. »

C'est ce qu'il a dit il y a à peine deux mois. Les conservateurs ont-ils rédigé le budget à la sauvette ou ont-ils induit les Canadiens en erreur?

Mme Shelly Glover (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, PCC): Monsieur le Président, je suis abasourdie par les propos trompeurs proférés par le NPD.

L'aide accordée par le gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires a augmenté de près de 43 p. 100 depuis que nous sommes arrivés au pouvoir. Elle a d'ailleurs atteint un record historique de 60,9 milliards de dollars.

Contrairement aux libéraux, nous n'avons pas sabré dans les transferts aux provinces ou aux particuliers et nous ne comptons pas le faire. J'inviterais le NPD à renoncer à son programme d'impôts élevés et à voter en faveur du budget pour protéger les emplois et la sécurité des Canadiens.

M. Dan Harris (Scarborough-Sud-Ouest, NPD): Monsieur le Président, ce qui est clair, c'est que la parole du premier ministre ne vaut rien dans ce domaine et que ce sont les aînés qui vont écoper. Les aînés, tout particulièrement ceux à faible revenu et les femmes, se retrouveront avec 12 000 \$ de moins.

Les jeunes Canadiens se demandent maintenant s'ils pourront se permettre de partir à la retraite ou s'ils seront abandonnés à leur sort lorsqu'ils auront 65 ans.

Pourquoi les conservateurs cherchent à équilibrer le budget au détriment des aînés? Pourquoi accordent-ils la priorité à des avions à réaction défectueux plutôt qu'à la sécurité de la retraite?

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement en a fait davantage pour les aînés parce qu'il leur est reconnaissant de leur contribution au pays.

Les propos de l'opposition dans le dossier des aînés me font sourire. Nous avons bonifié le SRG en 2006, en 2007, en 2008 et en 2011, pour veiller à ce que les aînés bénéficient d'une aide suffisante.

J'ai du mal à comprendre comment le député peut avoir le culot de dire toutes ces choses à la Chambre alors qu'il s'est opposé à toutes ces initiatives.

* * *

LA SANTÉ

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NPD): Monsieur le Président, en ce qui concerne les soins de santé, les provinces n'accordent même pas la note de passage au gouvernement. Au lieu d'appuyer les provinces dans ce secteur, le budget présenté cette semaine leur impose un fardeau encore plus lourd, et c'est sans parler du programme d'incarcération des conservateurs. Au total, ce sont des dépenses de plusieurs milliards de dollars de plus que les provinces devront assumer.

Quand le gouvernement choisira-t-il enfin de s'attaquer aux problèmes plutôt que de les aggraver? Va-t-il un jour écouter ce que les provinces ont à dire et trouver une formule de transferts pour les soins de santé qui fonctionne vraiment pour les Canadiens?

L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC): Monsieur le Président, il n'y a que les néo-démocrates pour voir une compression dans une hausse de financement équivalant à 40 milliards de dollars. Les néo-démocrates prétendent que les transferts aux provinces pour les soins de santé sont réduits, et c'est absolument faux. Il est clair qu'ils sont incapables de faire le calcul.

En réalité, les transferts fédéraux au titre de la santé augmenteront plus vite que les dépenses des provinces. Le budget d'hier a confirmé que le gouvernement conservateur transférera aux provinces et aux territoires des sommes records, qui atteindront environ 40 milliards de dollars par année d'ici la fin de la décennie.

Mme Carol Hughes (Algoma—Manitoulin—Kapusking, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs ont beau jouer sur les mots et s'en tenir aveuglément à leurs notes, même le directeur parlementaire du budget le confirme: les transferts seront réduits de 30 milliards de dollars.

[Français]

Comme on s'y attendait les conservateurs ont rejeté leur responsabilité sur le dos des provinces en matière de santé dans le budget. Les premiers ministres des provinces sont furieux.

En annonçant des changements aux transferts en santé aux provinces, les conservateurs s'attaquent directement aux soins de première ligne pour les Canadiens. Ils avaient promis de ne pas toucher aux transferts en santé.

Pourquoi les conservateurs s'attaquent-ils à notre système de santé?

[Traduction]

L'hon. Leona Aglukkaq (ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a confirmé hier dans le budget que les transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé atteindront un seuil inégalé, soit 40 milliards de dollars, d'ici la fin de la décennie. Seul le NPD peut réussir à triturer les chiffres de cette façon: comment peut-il affirmer que de faire passer ce transfert à 40 milliards de dollars constitue en fait une diminution?

Questions orales

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Rosane Doré Lefebvre (Alfred-Pellan, NPD): Monsieur le Président, forcer les aînés à choisir entre payer leurs médicaments et payer leur épicerie, c'est inacceptable.

Le gouvernement va couper dans les lois relatives à la protection de l'environnement, question d'accélérer l'adoption de mégaprojets, comme le pipeline Enbridge, par exemple.

Sans ces protections, qui va nous protéger des risques? S'il y a un déversement de pétrole, ce sont tous les Canadiens qui y perdent au change.

Pourquoi les profits des grosses compagnies polluantes passent-ils avant les intérêts de tous les Canadiens?

• (1135)

[Traduction]

L'hon. Peter Kent (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, si les néo-démocrates passaient un peu moins de temps à militer contre la création d'emplois dans le secteur des ressources naturelles et contre l'exploitation responsable de ces ressources, ils auraient davantage de crédibilité lorsqu'ils défendent l'environnement.

Le gouvernement s'est clairement engagé dans le budget d'hier à continuer de mettre de l'avant un programme énergique et proactif en matière d'environnement tout en protégeant les emplois et l'économie du Canada.

M. Dennis Bevington (Western Arctic, NPD): Monsieur le Président, le budget prévoit l'élimination de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. Cet organisme avait pour mandat de fournir de précieux conseils au gouvernement sur les façons de lutter contre les changements climatiques tout en assurant la prospérité économique du Canada.

En fait, le gouvernement ne veut rien savoir de la science ni des stratégies équilibrées. Après avoir muselé les chercheurs et étouffé la société civile, il s'apprête à abolir l'organisme chargé de le conseiller en matière de changements climatiques.

Le gouvernement croit-il aux changements climatiques? Pourquoi les conservateurs s'entêtent-ils à vouloir ruiner l'avenir de nos petits-enfants?

L'hon. Peter Kent (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement apprécie les services que la table ronde a rendus au cours des années et les nombreux rapports qu'elle a présentés sur des questions environnementales. Il l'en a d'ailleurs remerciée.

Toutefois, la table ronde a été créée il y a un quart de siècle. Elle a été créée avant l'avènement d'Internet quand il y avait peu de sources d'analyses et de recherches indépendantes sur le développement durable au pays. Ce n'est plus le cas. Il y a maintenant beaucoup d'organisations et de services universitaires qui fournissent ce genre de services.

* * *

[Français]

L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

M. Hoang Mai (Brossard—La Prairie, NPD): Monsieur le Président, la réponse du ministre démontre clairement qu'il ne soucie pas de l'environnement.

Apparemment, ce n'est pas assez pour les conservateurs de traiter les groupes environnementaux de radicaux. Ils en ont rajouté dans le Budget. Ils vont maintenant surveiller leurs activités politiques. Ils suppriment 225 millions de dollars à Revenu Canada, mais ils ont assez d'argent pour créer un fonds de 8 millions de dollars pour jouer à la police. Ils font tout pour protéger leurs pipelines contre les méchants organismes qui s'y opposent.

Pourquoi les conservateurs briment-ils le droit d'expression des organismes de bienfaisance?

[Traduction]

Mme Cathy McLeod (secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national, PCC): Monsieur le Président, les changements annoncés dans le budget permettront d'informer les organismes de bienfaisance afin de veiller à ce qu'ils respectent les règles et fassent preuve de plus de transparence à l'égard des Canadiens qui donnent si généreusement. Nous n'avons pas changé les lois.

Le gouvernement comprend que les organismes de bienfaisance enregistrés jouent un rôle important dans notre société, et il encourage les Canadiens à donner généreusement. Afin de protéger les intérêts canadiens, nous devons faire en sorte que ces organisations respectent les lois fédérales. Nous agissons afin que les Canadiens aient l'assurance que les organismes de bienfaisance utilisent judicieusement leurs ressources.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

Mme Kirsty Duncan (Etobicoke-Nord, Lib.): Monsieur le Président, hier fut un triste jour pour le Canada. Le gouvernement a présenté le plan d'inaction pour l'environnement.

Le gouvernement a fait des coupes sombres dans le budget d'Environnement Canada, a annulé la table ronde nationale, s'en est pris à ses détracteurs, a vidé de leur substance les lois environnementales qui protègent la santé et la sécurité des Canadiens et a continuellement muselé ses scientifiques.

Pourquoi le gouvernement fait-il la guerre à l'environnement, réduit-il à néant 50 années de protection environnementale et ne veut-il pas comprendre la notion de développement durable?

L'hon. Peter Kent (ministre de l'Environnement, PCC): Monsieur le Président, je sais que la députée fait de son mieux pour trouver des raisons de se plaindre des chapitres du budget sur l'environnement, mais dans les faits, nous avons renouvelé le financement intégral pour protéger les espèces en péril ainsi qu'au titre de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale. Par exemple, nous allons de l'avant avec l'établissement d'un parc national dans la vallée de la Rouge, dans la région de Toronto. Nous garantissons également des fonds nouveaux et permanents pour les lacs Simcoe et Winnipeg. Nous prenons les mesures qui s'imposent.

* * *

• (1140)

[Français]

LES PENSIONS

L'hon. John McCallum (Markham—Unionville, Lib.): Monsieur le Président, en changeant les modalités de la Sécurité de la vieillesse, le ministre des Finances demande aux aînés les plus vulnérables de se priver d'un revenu de 30 000 \$ sur deux ans. Cependant, il n'y a aucune coupe pour le Bureau du premier ministre, aucune coupe pour les bureaux des ministres et aucune coupe pour les publicités d'autopromotion.

Questions orales

La machine conservatrice est-elle plus importante que les Canadiens à faible revenu?

[Traduction]

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné, la Sécurité de la vieillesse demeurera inchangée pour les aînés, ceux qui sont un peu plus âgés que moi, mais peut-être pas aussi vieux que le député d'en face. Nous allons de l'avant avec notre initiative. Il est extrêmement important que les prochaines générations de Canadiens aient accès à la Sécurité de la vieillesse. Nous allons de l'avant avec un plan durable pour faire en sorte que les jeunes Canadiens puissent bénéficier de ces prestations dans l'avenir.

* * *

LES PERSONNES HANDICAPÉES

L'hon. Ralph Goodale (Wascana, Lib.): Monsieur le Président, pour être admissible au régime enregistré d'épargne-invalidité, il faut d'abord remplir les conditions requises pour l'octroi du crédit d'impôt pour personnes handicapées. Mais qu'en est-il des personnes atteintes d'une maladie débilitante, comme la sclérose en plaques par exemple, qui se développe sur une longue période de temps? Ces dernières — qui ne sont peut-être pas lourdement handicapées pour l'instant et ne remplissent donc pas les conditions requises pour l'octroi du crédit d'impôt pour personnes handicapées — ne sont pas admissibles au régime enregistré. Or, elles savent qu'elles seront un jour handicapées et veulent épargner en conséquence, mais le gouvernement ne les aide pas. C'est un manque de prévoyance. Le gouvernement réparera-t-il cette injustice?

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a pris une mesure sans précédent lorsqu'il a instauré le régime enregistré d'épargne-invalidité. Je pense qu'il incombe à tous les députés de veiller à ce qu'autant de parents canadiens de jeunes enfants handicapés et de personnes handicapées plus âgées que possible sachent que ce régime existe.

J'invite le député d'en face et tous les autres députés à encourager les parents d'enfants handicapés et les personnes handicapées plus âgées à s'enregistrer afin qu'ils aient accès à cet excellent régime.

* * *

[Français]

L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS

M. Jean Rousseau (Compton—Stanstead, NPD): Monsieur le Président, couper dans la sécurité alimentaire n'est pas une bonne idée, même en période d'austérité. Les citoyens canadiens risqueraient d'en faire une indigestion.

Plutôt que de renforcer la sécurité du système alimentaire canadien, les conservateurs invitent les consommateurs à s'adresser directement aux entreprises en cas de problème. C'est un non-sens.

Le gouvernement va-t-il surveiller la production d'aliments sans trace de noix ou se contentera-t-il de réagir seulement lorsque surviendra un événement tragique? C'est impensable. C'est inacceptable.

Nous savons depuis longtemps que les conservateurs se foutent de l'avis des fonctionnaires, mais veulent-ils vraiment mettre en péril notre système alimentaire au nom de leur croisade pour l'austérité?

[Traduction]

M. Pierre Lemieux (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, PCC): Monsieur le Président, nous prenons la sécurité alimentaire très au sérieux. Je voudrais souligner que, dans ce budget, plus de 50 millions de dollars sont prévus pour maintenir le renforcement de la surveillance, la détection précoce et les capacités d'intervention lors de situations d'urgence associées à des maladies d'origine alimentaire.

Je voudrais savoir si le député, après cette longue question, a l'intention d'appuyer devant la Chambre cette mesure utile visant à améliorer la sécurité alimentaire au Canada.

[Français]

M. Jean Rousseau (Compton—Stanstead, NPD): Monsieur le Président, je ne me lèverai sûrement pas pour appuyer ce budget quand dans une autre section de celui-ci, on dit qu'on va réduire le budget de l'Agence canadienne d'inspection des aliments de 56 millions de dollars au cours des trois prochaines années.

Il était déjà déplorable que nous inspections moins de 2 p. 100 de tous les aliments importés, et la situation va continuer d'empirer. Les conservateurs avaient déjà commencé à niveler par le bas en matière de surveillance, d'étiquetage et d'application de la réglementation. Le budget d'hier est un pas de plus dans cette direction.

Alors, pourquoi le gouvernement veut-il mettre la hache dans l'agence responsable de l'inspection des aliments, alors que les effectifs en place sont en baisse et demandent de l'aide sur la ligne de front?

[Traduction]

M. Pierre Lemieux (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, PCC): Monsieur le Président, je ne comprends vraiment pas la question de mon collègue.

Je viens tout juste de dire que le budget prévoit 50 millions de dollars de plus pour la sécurité alimentaire. Après avoir entendu la longue question du député, je me demande quelle position il aura lors du vote. Je voudrais souligner par ailleurs que nous avons inclus 100 millions de dollars de plus pour la sécurité alimentaire dans notre budget de l'année dernière, mais que le député a voté contre.

Je crois que, tant qu'à poser des questions sur la sécurité alimentaire et à réclamer des sommes additionnelles pour la sécurité alimentaire, le député devrait voter pour le budget actuel.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ AÉRIENNE

M. Mathieu Ravignat (Pontiac, NPD): Monsieur le Président, non seulement le budget des conservateurs aura des conséquences sur le bien-être de tous les citoyens, mais il affaiblira la sécurité de nos vols.

Après avoir limité l'accès de nos inspecteurs aux avions avec leur système de gestion de la sécurité et après avoir refusé de maintenir les emplois de nos mécaniciens qualifiés à Aveos, voilà que le gouvernement réduit de plus de 7 p. 100 le budget pour la sécurité aérienne.

Pourquoi les conservateurs s'entêtent-ils à réduire la sécurité des passagers aériens dans ce pays?

Questions orales

●(1145)

M. Pierre Poilievre (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, PCC): Monsieur le Président, la réalité est que notre gouvernement va assurer la sécurité des Canadiens. On ne va pas mesurer notre succès, à cet égard ou à celui d'autres, selon combien ça coûte.

On va livrer la marchandise d'une façon efficace sans augmenter les coûts. Toutefois, les néo-démocrates ont annoncé hier vouloir mettre en place un plan de sauvetage pour l'entreprise Aveos, qui a gaspillé 1 milliard de dollars, qui est en maintenant en faillite et qui refuse de se défendre devant un comité parlementaire. Nous n'allons jamais faire ça.

[Traduction]

M. Mathieu Ravignat (Pontiac, NPD): Monsieur le Président, pendant que les conservateurs décident qui répondra à la question, je voudrais dire que je ne comprends pas pourquoi le gouvernement est prêt à s'interposer pour prévenir une grève, mais n'est pas prêt à le faire pour sauver les emplois de milliers de Canadiens.

L'effet combiné de toutes ces compressions pourrait créer des conditions idéales pour une jolie tempête. Après avoir retiré les inspecteurs des avions pour les faire travailler dans des bureaux et après avoir réduit de 7 p. 100 le budget de la sécurité aérienne, les conservateurs jouent à la roulette russe avec la sécurité des Canadiens. Ils ne veulent même pas appliquer la loi pour qu'Air Canada conserve le personnel spécialisé en maintenance d'Aveos.

Comment le ministre peut-il justifier la réduction des mesures qui garantissent la sécurité des Canadiens?

L'hon. Steven Fletcher (ministre d'État (Transports), PCC): Monsieur le Président, la rhétorique de ce député est vraiment alarmiste et décevante. Il n'est pas digne d'un député de prétendre qu'il puisse y en avoir parmi nous qui ne font pas de la sécurité des Canadiens leur priorité.

Les économies réalisées seront de nature à ne pas réduire la sécurité des compagnies aériennes et seront respectueuses envers les contribuables qui paient. La situation chez Aveos est malheureuse. Les familles touchées ont toute ma sympathie. Néanmoins, selon l'avis juridique que nous avons reçu, la décision d'Air Canada est légale. En outre, Air Canada a affirmé hier devant le comité qu'elle voudrait embaucher beaucoup d'employés d'Aveos pour qu'ils continuent à faire la maintenance des appareils.

* * *

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

M. Peter Braid (Kitchener—Waterloo, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur met l'accent sur les emplois, la croissance économique et la prospérité à long terme. C'est pourquoi notre Plan d'action économique de 2012 prévoit des investissements considérables dans les sciences et la technologie. Nous souhaitons ainsi encourager les entreprises à investir davantage dans la recherche et le développement et à poursuivre l'épanouissement des talents d'envergure mondiale partout au pays.

Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie aurait-il l'obligance d'informer la Chambre de l'engagement continu du gouvernement à l'égard des sciences et de la technologie?

M. Mike Lake (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, PCC): Monsieur le Président, hier, le gouvernement s'est engagé à appuyer fortement les chercheurs dans les universités

et les collèges, le Conseil national de recherches, Génome Canada, la Fondation canadienne pour l'innovation, le Programme d'aide à la recherche industrielle, et j'en passe.

Ces investissements permettront d'assurer la compétitivité à long terme du Canada et d'améliorer la qualité de vie des Canadiens, et ils stimuleront la création d'emplois et la croissance économique de notre pays.

* * *

[Français]

LE BUDGET

Mme Alexandrine Latendresse (Louis-Saint-Laurent, NPD): Monsieur le Président, le budget d'hier pénalise l'ensemble des Canadiens. Non seulement il n'y a aucune mesure de création d'emplois, mais il n'y a rien pour améliorer nos infrastructures municipales.

On n'est pas les seuls à le dénoncer. L'Union des municipalités du Québec demande aussi aux conservateurs de passer aux choses sérieuses. Il n'y a rien dans ce budget pour le transport en commun, le logement abordable ou les investissements dans nos infrastructures.

Comment les conservateurs peuvent-ils ignorer les besoins pressants de nos municipalités?

M. Pierre Poilievre (secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario, PCC): Monsieur le Président, la meilleure façon de juger de notre infrastructure au Canada, c'est de mesurer l'âge moyen de chaque pièce d'infrastructure. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, ce chiffre était de 17 ans; il est maintenant de 14 ans. Notre infrastructure est plus jeune et renouvelée qu'elle ne l'a été dans les derniers 30 ans. Nous allons continuer à aller de l'avant avec un programme qui produit des résultats au lieu de simplement dépenser pour dépenser.

●(1150)

[Traduction]

Mme Rathika Sitsabaiesan (Scarborough—Rouge River, NPD): Monsieur le Président, les conservateurs tentent-ils de punir les régions du pays qui n'ont pas voté pour eux en les sous-finançant? On dirait bien que c'est le cas. Des villes doivent composer avec des lacunes importantes sur le plan du financement, et le budget ne prévoit aucune mesure pour les combler.

Le logement abordable? Rien dans le budget. Le transport en commun? Rien dans le budget. Les services d'établissement pour les immigrants? Rien dans le budget.

La plupart des Canadiens vivent en milieu urbain, mais ce sont eux qui seront laissés pour compte.

Quand les conservateurs assumeront-ils leurs responsabilités et financeront-ils les services dont les villes canadiennes ont besoin?

L'hon. Steven Fletcher (ministre d'État (Transports), PCC): Monsieur le Président, la députée a tort. De nombreux députés qui représentent des villes sont conservateurs, alors que bien d'autres ne le sont pas.

Nous avons entrepris l'examen du Fonds Chantiers Canada pour déterminer ce qui s'est bien passé, ce qui doit être amélioré et ce qu'il faut faire. Cet examen aura lieu au cours des deux prochaines années.

Questions orales

Entretiens, nous allons investir 10 milliards de dollars dans les villes et les infrastructures. Il s'agit d'un montant historique. Aucun autre gouvernement n'a investi autant d'argent par le passé.

[Français]

Mme Françoise Boivin (Gatineau, NPD): Monsieur le Président, plus de 1,3 million de Canadiens sont présentement sans travail. Le budget d'hier ajoutera 20 000 personnes à ce nombre, la plupart provenant de notre région de la capitale nationale.

Est-ce ça que le gouvernement conservateur entend par création d'emplois: couper dans les services publics et réduire le nombre de personnes qui fournissent ces services? Quand le ministre responsable de la région de la capitale nationale va-t-il enfin se lever et défendre l'économie locale?

[Traduction]

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a présenté des mesures équitables et équilibrées. Les fonctionnaires sont aussi des contribuables. Au Canada, la plus grande menace qui pèse sur les services publics, c'est des déficits faramineux et des dépenses galopantes. Voilà pourquoi nous avons pris des mesures équitables et équilibrées.

Certains prédisaient littéralement la perte de 60 000 emplois dans la capitale. En fait, ce ne sera qu'une fraction de ce nombre.

Bien entendu, il est très difficile de perdre son emploi, mais nous ferons en sorte que les gens qui perdent leur emploi soient traités équitablement et raisonnablement. Nous prévoyons des investissements sans précédent dans la région de la capitale nationale, des deux côtés de la rivière, ce qui créera des emplois et des débouchés et donnera un regain d'espoir.

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Monsieur le Président, je ne crois pas que les conservateurs comprennent l'ampleur des pertes d'emplois annoncées. Ce matin, à 8 heures, j'ai reçu sur Twitter un message du gouvernement du Canada — je ne sais pas si vous l'avez reçu, monsieur le Président —, qui proposait de faire carrière dans la fonction publique. Mais quelle carrière? Les conservateurs vont y éliminer 20 000 emplois.

Le budget est une blague cruelle faite aux dépens des Canadiens, notamment des fonctionnaires. On ne trouve dans le budget que des pertes d'emplois et des compressions dans les services. Où peut-on trouver l'espoir de recevoir de bons services publics? Quelles seront les possibilités d'emploi?

M. Andrew Saxton (secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, PCC): Monsieur le Président, le budget de 2012 réduira les impôts et le déficit. C'est un plan d'action qui mise sur les emplois, la croissance économique et la prospérité à long terme.

Les mesures prévues par le gouvernement sont modérées par rapport aux mesures qui ont été prises au milieu des années 1990. Les fonctionnaires qui perdront leur emploi seront traités équitablement.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Bob Rae (Toronto-Centre, Lib.): Monsieur le Président, le ministre de la Sécurité publique a reçu une lettre de la mère d'un élève de l'école secondaire Canterbury d'Ottawa selon laquelle le député de Yorkton—Melville aurait dit des choses extraordinaires au sujet du droit de porter des armes à feu et du bien qui en découlerait

pour la sécurité publique. Le député a nié avoir tenu de tels propos, mais cette femme assure qu'il les a bel et bien tenus.

De son côté, le député de Calgary-Ouest vient de publier un article où il demande « quelle va être notre cible maintenant » et réclame que les dispositions législatives visant le contrôle des armes à feu soient davantage assouplies.

Le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement a pour politique d'encourager ainsi les gens à se faire justice eux-mêmes?

Mme Candice Hoepfner (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, PCC): Monsieur le Président, ces allégations sans fondement à l'endroit du député de Yorkton—Melville sont horribles. Elles ne sont pas dignes du leader du troisième parti.

Ce député travaille très fort pour ses électeurs et pour les Canadiens respectueux de la loi. Je suis fier de notre caucus. Je suis fier de notre gouvernement. Nous abolissons enfin le coûteux et inefficace registre des armes d'épaule, et le député de la Saskatchewan a fait de l'excellent travail à cet égard.

* * *

● (1155)

[Français]

LES JEUNES

M. Justin Trudeau (Papineau, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs éliminent Katimavik.

Ils prétendent que ça coûte trop cher, mais leur propre évaluation récente conclut que ce programme jeunesse est pertinent, important et précieux. Ce programme profite aussi à des milliers de Canadiens, par l'entremise de plus de 80 000 jours de travail par an dans plus de 500 organismes de communautés de partout au pays.

Prétendre que quelques programmes d'échanges à Toronto ou à Québec serviront mieux, c'est se moquer de nos jeunes et de leur désir non pas d'être des leaders de demain, mais bien des leaders d'aujourd'hui.

Le ministre va-t-il revenir sur cette décision insensée?

[Traduction]

M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, je veux d'abord exprimer mon enthousiasme pour l'activité de collecte de fonds qui aura lieu samedi. Ma mère et mon père sont décédés du cancer, alors j'appuie tout ce qui contribue à attirer l'attention sur la cause.

Pour ce qui est de la question, depuis 1977, Katimavik est financé à peu près à 99 p. 100 par le gouvernement du Canada. Le programme a reçu près de 400 millions de dollars du gouvernement depuis sa création. Il coûte 28 000 \$ pour chaque jeune qu'il soutient.

Le Plan d'action économique mettra l'accent sur la création d'emplois et de possibilités pour tous les Canadiens, pour les jeunes du Canada, grâce à des programmes et à des services qui sont vraiment efficaces.

* * *

CBC/RADIO-CANADA

M. Craig Scott (Toronto—Danforth, NPD): Monsieur le Président, le budget présenté hier montre encore une fois que les conservateurs ne semblent pas se soucier de la culture canadienne.

Questions orales

Le budget de CBC/Radio-Canada a été amputé d'au moins 115 millions de dollars. Cela signifie moins d'émissions typiquement canadiennes et moins de contenu local. Les Canadiens comptent sur CBC/Radio-Canada pour les informer, les divertir et les inspirer.

Le gouvernement essaie-t-il de paralyser CBC/Radio-Canada? Pourquoi refuse-t-il de défendre cette importante institution canadienne vouée à la culture?

M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, pour commencer, permettez-moi de dire que le gouvernement actuel a investi davantage dans les arts et la culture que tout autre gouvernement dans l'histoire du pays. Nous sommes le seul pays du G7 qui ne s'est pas contenté de maintenir le financement des arts et de la culture, mais qui l'a augmenté.

Le financement du Conseil des Arts du Canada atteint des niveaux sans précédent et sera maintenu grâce au Plan d'action économique. Nos musées reçoivent un financement plus généreux que jamais qui sera dorénavant protégé dans le Plan d'action économique.

De ce côté-ci de la Chambre, nous comprenons que les arts et la culture sont bons pour l'économie et pour l'emploi. C'est la raison pour laquelle nous continuerons d'investir dans ces secteurs.

Nous avons demandé à nos amis de CBC/Radio-Canada de faire leur part pour que nous puissions rétablir l'équilibre budgétaire. Ils participent à cet exercice parce qu'ils savent que c'est bon pour l'économie.

[Français]

Mme Hélène Laverdière (Laurier-Sainte-Marie, NPD): Monsieur le Président, hier, les conservateurs ont démontré encore une fois qu'ils n'avaient à cœur ni la culture ni l'information: 115 millions de dollars de coupes à Radio-Canada, c'est une attaque directe contre notre diffuseur public.

Quand ce gouvernement comprendra-t-il que s'en prendre à Radio-Canada, c'est s'en prendre à notre culture, à notre patrimoine et à un outil important pour présenter les enjeux auxquels fait face notre société?

M. Paul Calandra (secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, PCC): Monsieur le Président, nous sommes très fiers des investissements que nous avons déjà faits dans le secteur culturel canadien. Nous savons, de ce côté-ci de la Chambre, que ces investissements sont très importants pour l'économie canadienne.

Malheureusement, le NPD et les libéraux ont voté contre tous ces investissements. J'espère que, quand ils auront la chance de voter avec nous pour nos artistes et pour la culture canadienne, ils voteront oui.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Ray Boughen (Palliser, PCC): Monsieur le Président, plus de 500 milliards de dollars pourraient être investis dans le secteur des ressources naturelles. Ces investissements créeront des centaines de milliers d'emplois et généreront des milliards de dollars de retombées économiques. Cependant, nous sommes en compétition avec d'autres pays pour obtenir ces investissements. Ils ne sont pas garantis. Nous ne pouvons pas rester assis et nous contenter d'attendre.

Le secrétaire parlementaire peut-il dire à la Chambre comment le gouvernement permettra au Canada d'atteindre son plein potentiel en matière de ressources naturelles?

M. David Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé, PCC): Monsieur le Président, pendant que le Nouveau Parti anti-développement s'oppose à tout investissement dans l'économie canadienne, le gouvernement crée des centaines de milliers d'emplois.

Nous devons moderniser le système de réglementation selon le principe « un projet, un examen, dans des délais clairement établis ». Cela contribuera à la progression de l'économie canadienne. Cette mesure profitera au Plan Nord du Québec, au Cercle de feu en Ontario, au secteur minier en Colombie-Britannique et au Canada dans son ensemble.

Les Canadiens doivent aussi savoir que nous améliorons la protection de l'environnement en ajoutant des mesures de sécurité destinées aux oléoducs et aux pétroliers.

Ce sont de bonnes nouvelles pour l'économie, pour l'environnement et pour le Canada.

* * *

• (1200)

L'ASSURANCE-EMPLOI

M. Scott Andrews (Avalon, Lib.): Monsieur le Président, dans le budget présenté hier, on fait référence aux « antécédents d'assurance-emploi des prestataires ». J'aimerais que le ministre fournisse des précisions à ce sujet.

Que prévoit le gouvernement pour les travailleurs des usines de transformation du poisson de ma circonscription, qui peuvent compter uniquement sur le travail saisonnier? Ils travaillent pour une industrie qui peine à survivre, n'ont pas accès à d'autres emplois à temps partiel et dépendent de leurs prestations d'assurance-emploi pour boucler leur budget.

Le ministre est-il prêt à assurer aux travailleurs saisonniers que le gouvernement ne fera pas en sorte qu'ils ne seront plus admissibles aux prestations d'assurance-emploi?

Mme Kellie Leitch (secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail, PCC): Monsieur le Président, les priorités du gouvernement sont la création d'emplois, la croissance économique et la prospérité à long terme. Nous avons apporté des améliorations au programme d'assurance-emploi pour qu'il soit équitable, qu'il continue de répondre aux besoins des Canadiens et qu'il tienne compte des exigences du marché du travail à l'échelle locale. Devant les pénuries de main-d'oeuvre sans précédent qui nous attendent, il est essentiel que nous aidions les Canadiens à trouver les emplois disponibles le plus rapidement possible.

Nous veillerons à améliorer notre système d'assurance-emploi et à fournir aux Canadiens les outils dont ils ont besoin pour trouver un emploi rémunérateur.

* * *

[Français]

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Mme Sana Hassainia (Verchères—Les Patriotes, NPD): Monsieur le Président, il n'y a pas que notre environnement qui soit relégué au deuxième plan dans ce budget. Les conservateurs ont confirmé qu'ils mettraient encore une fois la hache dans les dépenses dédiées à l'aide internationale et à la diplomatie.

D'ici 2014, l'aide internationale du Canada par rapport au PIB sera au point le plus bas jamais atteint.

Questions orales

Pourquoi les conservateurs équilibrent-ils leur budget sur le dos des plus démunis de ce monde? Pourquoi ne pas améliorer la position du Canada sur la scène internationale et essayer de faire une différence dans les pays en voie de développement?

[Traduction]

L'hon. Bev Oda (ministre de la Coopération internationale, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement conservateur mise sur une aide ciblée et efficace qui permet aux gens sur le terrain d'obtenir des résultats concrets. Il ne faut cependant pas oublier que c'est avant tout aux Canadiens, qui travaillent fort et dont nous dépensons l'argent, que nous devons rendre des comptes.

Nous nous inspirons de nos réussites et des leçons que nous avons apprises pour faire en sorte que le financement que nous consacrons à l'aide internationale donne les meilleurs résultats possible. Il s'agit de changer les choses et d'obtenir des résultats, et c'est ce que nous faisons.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. John Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, PCC): Monsieur le Président, au début du mois, le monde entier était outré de lire les reportages sur les excès auxquels se livrait la famille Assad, qui se payait des souliers de cristal et des chandeliers d'or, pendant que la Syrie était à feu et à sang.

Après des mois de promesses vides, M. Assad et son régime ont encore manqué à leur promesse d'agir de façon pacifique, et avec retenue.

Le 1^{er} avril, le ministre des Affaires étrangères sera à Istanbul, en Turquie, pour participer à la réunion du groupe des Amis de la Syrie. Avant de se rendre à cette réunion, le ministre pourrait-il informer la Chambre des dernières mesures prises par le Canada pour exercer des pressions sur le régime Assad?

L'hon. John Baird (ministre des Affaires étrangères, PCC): Monsieur le Président, le Canada offre son soutien au peuple syrien en ces temps difficiles. Le Canada impose maintenant sa septième série de sanctions contre le régime en place, à Damas, qui agit de façon brutale, et qui est de plus en plus déconnecté de la réalité.

Ces plus récentes sanctions ciblent ceux qui tirent profit de leur association au régime, les proches de M. Assad, y compris son épouse, Asma, et sa mère. Nous collaborons avec l'Union européenne pour imposer des sanctions contre ces deux personnes, et contre d'autres également.

Les membres de la famille Assad sont peut-être à l'abri de la misère dont souffrent la plupart des Syriens, mais ils ne pourront pas échapper à la volonté de la communauté internationale. Nous continuons de prôner clairement le départ de M. Assad, et nous sommes résolus à offrir de l'aide aux Syriens, en particulier de l'aide humanitaire.

* * *

[Français]

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Dany Morin (Chicoutimi—Le Fjord, NPD): Monsieur le Président, presque le quart des compressions dans le budget d'hier touchent la défense et les Forces canadiennes. Nos forces armées et leurs familles se demandent comment elles seront touchées par ces compressions. Le doute plane toujours sur plusieurs bases militaires partout au pays, dont celle de Bagotville, dans ma circonscription. Et

rien dans le budget d'hier ne vient rassurer les familles affectées qui dépendent des bases militaires pour gagner leur vie.

Le gouvernement peut-il finalement faire preuve de transparence et nous préciser l'ampleur des compressions que subiront nos bases militaires? C'est la moindre des choses.

[Traduction]

L'hon. Julian Fantino (ministre associé de la Défense nationale, PCC): Monsieur le Président, au cours des dernières années, le gouvernement a fait des investissements sans précédent dans les Forces canadiennes. Depuis 2006, le budget de la défense a augmenté de plus de 1 milliard de dollars par année, en moyenne. Au cours des deux dernières années, nous avons cherché des façons de réaliser des économies pour accroître le rendement et l'efficacité, alors que les missions de combat tirent à leur fin. La Défense nationale retrouvera maintenant un niveau d'activité plus normal.

Nous prendrons les mesures nécessaires pour informer les ministères, les syndicats et les employés des détails concernant les changements apportés.

* * *

● (1205)

[Français]

LE BUDGET

M. Jean-François Fortin (Haute-Gaspésie—La Mitis—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, hier, le ministre des Finances déposait un budget effronté et nuisible pour le Québec et pour les régions, ainsi que pour tous les travailleurs saisonniers en tourisme, en forêt ou dans le secteur des pêches: on leur enlève cinq semaines de chômage.

Le gouvernement punit les aînés en faisant passer l'âge de la retraite à 67 ans. On pellette les coûts en justice vers Québec, on diminue les services à la population, on coupe dans le budget de Radio-Canada, on réduit les fonds alloués à Développement économique Canada pour les régions du Québec de 62 millions de dollars. Il n'y a rien en agriculture, rien en logement. Loin de s'arrêter là, le gouvernement charcute les programmes pour l'industrie forestière.

Ma question pour le gouvernement est simple: comment faire pire?

M. Jacques Gourde (secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec, PCC): Monsieur le Président, notre budget est concentré sur les véritables priorités des Québécois, c'est-à-dire l'emploi, la croissance économique et notre prospérité à long terme. Avec ce budget, nous maintenons les transferts vers le Québec. Les transferts en matière de santé vont continuer d'augmenter de façon constante et plus rapidement que les dépenses des provinces. Nous allons créer des emplois à long terme avec de la recherche, de l'innovation et des investissements responsables qui vont bénéficier à tous les Québécois et les Québécoises.

Affaires courantes

[Traduction]

RECOURS AU RÈGLEMENT

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Wind-sor, Lib.): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement en ce qui concerne les déclarations de députés faites au début de la séance.

Je siége à la Chambre depuis huit ans. Je me réjouis d'attirer l'attention sur des activités se déroulant dans ma circonscription ou sur des gens qui l'habitent et accomplissent de grandes choses. Je suis certain que tous les députés de la Chambre font à peu près la même chose, pour les bonnes raisons.

Or, les déclarations faites par les députés avant la période de questions étaient une honte. Ils n'ont fait que poursuivre les débats entrepris à la Chambre. De telles interventions devraient être réservées aux débats. Ce ne sont que 15 minutes par jour. Ne pourrions-nous pas consacrer cette période aux activités qui se déroulent dans notre beau pays et à ses citoyens?

Monsieur le Président, pourriez-vous rendre une décision à ce sujet et nous transmettre votre avis?

Le Président: Comme le député le sait, les députés disposent d'une grande latitude pendant la période réservée aux déclarations. Ils peuvent parler d'enjeux qui revêtent une importance particulière pour eux ou de choses qui se sont produites dans leur circonscription. Rien de ce que j'ai entendu aujourd'hui ne m'a semblé problématique, mais je vais consulter les « bleus » et j'aviserai le député de ma position.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à cinq pétitions.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

COMMERCE INTERNATIONAL

M. Gerald Keddy (secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et pour la porte d'entrée de l'Atlantique, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le troisième rapport du Comité permanent du commerce international, qui porte sur le Service des délégués commerciaux du Canada.

Conformément à l'article 109 du Règlement de la Chambre des communes, le comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale à ce rapport.

* * *

PÉTITIONS

LE CODE CRIMINEL

Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter plusieurs centaines de pétitions

en faveur du projet de loi C-310, qui passe à l'étape de la troisième lecture aujourd'hui. Je signale que je n'ai d'aucune façon sollicité ces pétitions.

Je suis ravie de voir que ces gens appuient le projet de loi, comme tous les députés ici à la Chambre.

L'AMIANTE

M. Pat Martin (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, je suis fier de présenter une pétition qu'ont signée des milliers de Canadiens de partout au pays, qui exhortent la Chambre des communes à prendre acte que l'amiante est le produit industriel le plus meurtrier que le monde ait connu.

Les signataires soulignent que l'amiante tue plus de Canadiens que toutes les autres maladies professionnelles ou causes industrielles confondues et que le Canada demeure pourtant l'un des plus grands producteurs et exportateurs d'amiante au monde. Ils soulignent aussi que le Canada subventionne l'industrie de l'amiante à coup de millions de dollars et fait obstacle aux efforts internationaux visant à en réduire l'utilisation.

Les pétitionnaires demandent donc au Parlement d'interdire l'amiante sous toutes ses formes et de créer un programme de transition équitable à l'intention des travailleurs de l'amiante et des collectivités où ils vivent. Ils exhortent aussi le gouvernement à mettre fin à toute subvention offerte à l'industrie de l'amiante, tant au Canada qu'à l'étranger. Enfin, et c'est peut-être le point le plus important, ils demandent au gouvernement de cesser de faire obstacle aux conventions internationales en matière de santé et de sécurité visant à protéger les travailleurs exposés à l'amiante, comme la Convention de Rotterdam.

● (1210)

AIR CANADA

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter aujourd'hui deux pétitions.

La première porte sur la situation d'Aveos et d'Air Canada. Des milliers de Canadiens partout au pays ont maintenant perdu leur emploi parce que le gouvernement refuse d'intenter des poursuites judiciaires contre Air Canada.

Les pétitionnaires, qui viennent du Manitoba, demandent au gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer qu'Air Canada respecte la Loi sur la participation publique au capital d'Air Canada.

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, ma deuxième pétition porte sur la Sécurité de la vieillesse.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de revenir sur sa décision d'augmenter de 65 à 67 ans l'âge d'admissibilité aux prestations de la Sécurité de la vieillesse et de reconnaître que les personnes devraient pouvoir prendre leur retraite à 65 ans. C'est une chose en laquelle ils croient très fermement.

L'AVORTEMENT

M. Gary Schellenberger (Perth—Wellington, PCC): Madame la Présidente, je présente une pétition signée par 27 membres de ma collectivité.

Les pétitionnaires font valoir que le Canada est le seul pays occidental qui, à l'instar de la Chine et de la Corée du Nord, ne possède pas de loi limitant l'avortement, et que la Cour suprême du Canada a dit qu'il incombe au Parlement de promulguer une loi sur l'avortement.

Affaires courantes

Par conséquent, ils demandent aux parlementaires de promulguer rapidement une loi limitant le plus possible l'avortement.

LE LOGEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je trouve ironique de prendre la parole aujourd'hui pour présenter des pétitions concernant des enjeux pressants qui ont été totalement ignorés dans le budget présenté hier.

La première pétition concerne le manque de logements abordables. Les pétitionnaires espéraient trouver, dans le budget, des mesures semblables aux avantages fiscaux qui ont déjà existé pour encourager la construction de logements locatifs abordables.

Ces pétitionnaires de la région d'Ottawa demandent à la Chambre de continuer à se pencher sur les besoins en matière de logements abordables.

L'ENVIRONNEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, la deuxième pétition porte sur la nécessité de permettre la tenue d'évaluations environnementales complètes, équitables et appropriées, particulièrement dans le cadre du projet Enbridge, qui vise la construction d'un grand oléoduc vers la Chine, qui servirait à transporter du bitume brut jusqu'à des pétroliers. Ces pétroliers apporteraient le bitume dans des raffineries étrangères, où des travailleurs étrangers profiteraient des emplois ainsi créés.

Bien sûr, cette question était traitée clairement dans le budget présenté hier. Au lieu de faire en sorte qu'il y ait des évaluations environnementales complètes, équitables, transparentes et impartiales, le gouvernement privilégie un traitement expéditif au service d'un objectif gouvernemental qui va à l'encontre des intérêts économiques et environnementaux du pays.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Madame la Présidente, on répondra aujourd'hui aux questions n^{os} 459 et 462.

[Texte]

Question n^o 459 — **L'hon. Irwin Cotler:**

En ce qui concerne le projet de loi C-10, Loi édictant la Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme et modifiant la Loi sur l'immunité des États, le Code criminel, la Loi réglementant certaines drogues et autres substances, la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés et d'autres lois: a) quelles mesures le ministre de la Justice a-t-il prises afin de mener un examen en vertu du paragraphe 4.1(1) de la Loi sur le ministère de la Justice en vue de s'assurer de la constitutionnalité du projet de loi C-10 et de sa conformité à la Charte canadienne des droits et libertés; b) le ministre présentera-t-il l'examen mentionné à la sous-question a) à la Chambre; c) le ministre a-t-il examiné le projet de loi C-10 en tenant compte des dispositions relatives aux traitements cruels et inusités de l'article 7 de la Charte; d) le ministre a-t-il conclu que le projet de loi C-10 respecte l'article 7 de la Charte; e) le gouvernement a-t-il établi des prévisions de coûts en ce qui concerne les contestations judiciaires au sujet de la constitutionnalité du projet de loi C-10, et, si tel est le cas, quel est le montant déterminé; f) le gouvernement prévoit-il modifier le projet de loi C-10 de manière à tenir compte de la décision R. c. Smickle?

L'hon. Rob Nicholson (ministre de la Justice et procureur général du Canada, PCC): Monsieur le Président, en réponse aux questions a), b), c) et d), je veux mentionner que le projet de loi C-10 est un projet de loi global et on y trouve des réformes proposées précédemment dans neuf projets de loi présentés lors de la dernière session du Parlement.

Le Projet de loi C-10 intègre les anciens projets de loi suivants: Le projet de loi C-4 — la Loi de Sébastien (protection du public contre les jeunes contrevenants violents) — visant à modifier la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents;

Le projet de loi C-5 — la Loi visant à assurer la sécurité des Canadiens — visant à modifier la Loi sur le transfèrement international des délinquants;

Le Projet de loi C-16 — connu sous le nom de Loi mettant fin à la détention à domicile de contrevenants violents et dangereux ayant commis des crimes contre les biens ou d'autres crimes graves — visant à modifier le Code criminel de manière à interdire de surseoir aux peines d'emprisonnement prononcés pour les crimes graves et avec violence;

Le Projet de loi C-23B — la Loi supprimant l'admissibilité à la réhabilitation pour des crimes graves — visant à modifier la Loi sur le casier judiciaire de manière à allonger la période d'inadmissibilité pour la présentation d'une demande de suspension du casier, (actuellement désignée « réhabilitation ») et à rendre inadmissibles à la suspension du casier judiciaire des personnes reconnues coupables de certaines infractions ou de plus de trois infractions punissables par mise en accusation;

Le Projet de loi C-39 — la Loi supprimant la libération anticipée des délinquants et accroissant leurs responsabilités — visant à modifier la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition de manière à appuyer les victimes d'actes criminels et à traiter de questions de responsabilité et de gestion des délinquants;

Le Projet de loi C-54 — la Loi sur la protection des enfants contre les prédateurs sexuels — visant à modifier le Code criminel de manière à mieux protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle, notamment en prévoyant des peines plus sévères pour les auteurs de crimes d'ordre sexuel, et en créant deux nouvelles infractions visant la conduite susceptible de faciliter ou de permettre la perpétration d'une infraction d'ordre sexuel contre un enfant;

Le Projet de loi C-56 — la Loi sur la prévention du trafic, de la maltraitance et de l'exploitation des immigrants vulnérables — visant à modifier la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés de manière à autoriser les agents d'immigration à refuser des permis de travail aux citoyens étrangers vulnérables risquant l'exploitation, notamment sexuelle;

Le Projet de loi S-7 — la Loi sur la justice pour les victimes d'actes de terrorisme — réforme visant à permettre aux victimes de terrorisme de poursuivre les auteurs d'actes terroristes et ceux qui les soutiennent, y compris les États étrangers énumérés;

Le Projet de loi S-10 — la Loi sur les peines sanctionnant le crime organisé — visant à modifier la Loi réglementant certaines drogues et autres substances de manière à prévoir des peines minimales obligatoires pour les infractions graves liées aux drogues, notamment lorsqu'elles sont perpétrées dans le cadre du crime organisé ou en mettant en cause des jeunes, ou lorsqu'existent certaines autres circonstances aggravantes précisées.

Le paragraphe 4.1(1) de la Loi sur le ministère de la Justice prévoit que le ministre de la Justice doit examiner les projets de loi du gouvernement présentés à la Chambre des communes en vue de vérifier si l'une de leurs dispositions est incompatible avec les fins et dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés (la Charte), et faire rapport à la Chambre de toute incompatibilité.

Affaires courantes

On a examiné chacun des projets de loi servant de fondement au projet de loi C-10 pour vérifier la compatibilité avec les fins et dispositions pertinentes de la Charte. Les examens effectués constituent des avis juridiques protégés par le secret professionnel de l'avocat. Le ministre de la Justice est convaincu que le projet de loi C-10 n'est pas incompatible avec la Charte.

En réponse à la question e), on examine au cas par cas les avis de contestation constitutionnelle visant les dispositions du Code criminel ou d'autres lois fédérales. C'est habituellement le procureur général de la province où est déposée la contestation (le procureur général qui a engagé des poursuites à l'égard de l'infraction) qui présentera une défense. Le procureur général du Canada décide chaque fois s'il sera intervenant en vue de défendre la validité constitutionnelle des dispositions en cause et plus en appel. Lorsque le procureur général du Canada n'intervient pas, nos fonctionnaires fournissent assistance, selon les besoins, au procureur général de la province concernée.

Le procureur général du Canada dispose des ressources nécessaires pour défendre la validité constitutionnelle des dispositions du projet de loi C-10 et pour aider les procureurs généraux des provinces à le faire.

En réponse à question f), le gouvernement ne compte pas modifier le projet de loi C-10 pour tenir compte de la décision de la Cour supérieure de justice de l'Ontario dans R. c. Smickle.

Le procureur général de l'Ontario a déposé un avis d'appel auprès de la Cour d'appel de l'Ontario.

Question n° 462 — L'hon. Irwin Cotler:

En ce qui concerne le dépôt du gouvernement dans l'affaire L. et M. c. le procureur général (Canada) et le procureur général (Québec) au sujet des couples de même sexe qui se sont mariés au Canada mais dont au moins l'un des conjoints n'est pas résident: a) par quel processus, par quels employés du gouvernement et à quelles dates le dépôt a-t-il été examiné; b) le ministre de la Justice, son bureau, ou tout autre agent ou représentant du gouvernement a-t-il émis une directive particulière à cette affaire et, si tel est le cas, quelle était la teneur de la directive ou de la note; c) le gouvernement a-t-il modifié son dépôt; d) si le gouvernement a modifié son dépôt, de quelle façon l'a-t-il fait et, dans le cas contraire, pourquoi; e) le gouvernement va-t-il retirer son dépôt; f) qui a été le fonctionnaire le plus élevé en grade à avoir approuvé le dépôt et quand l'a-t-il fait; g) est-ce la politique du gouvernement de présenter des dépôts semblables dans les affaires de cette nature?

L'hon. Rob Nicholson (ministre de la Justice et procureur général du Canada, PCC): Monsieur le Président, la réponse du procureur général du Canada à la demande faite dans l'affaire L. et M. c. le procureur général (Canada) et le procureur général (Ontario) a été déposée le 29 juin 2011. Les réponses aux six questions spécifiques qui ont été posées sont les suivantes:

a) Le dépôt a été examiné par des avocats de la Section de la famille, des enfants et des adolescents et la Section des droits de la personne à l'administration centrale du ministère de la Justice du Canada, de même que par des fonctionnaires du Bureau régional de l'Ontario, notamment par son Comité du contentieux, (au cours d'une réunion, tenue le 15 juin 2011). Les examens se sont déroulés de la mi-avril à la mi-juin 2011.

b) Ni le ministre de la Justice, ni son bureau, ni aucun autre mandataire ou fonctionnaire du gouvernement du Canada n'a émis de directive au sujet de cette affaire.

En réponses aux questions c), d) et e) le dépôt n'a pas été modifié. Une requête préliminaire contestant la qualité des demandeurs pour contester la constitutionnalité de la Loi sur le divorce au motif que leur mariage n'était pas juridiquement valide au Canada a été abandonnée le 17 janvier 2012. Le 17 février 2012, le gouvernement du Canada a présenté le projet de loi C-32, la Loi modifiant la Loi

sur le mariage civil, qui prévoit des modifications aux règles de droit du Canada pour permettre aux non-résidents qui se sont mariés au Canada de divorcer s'ils ne sont pas en mesure de le faire dans leur pays de résidence car leur mariage canadien n'est pas reconnu.

f) Le Comité du contentieux du Bureau régional de l'Ontario du ministère de la Justice du Canada a examiné la réponse et l'a approuvée. Les avocats plaidants principaux du Bureau régional et le directeur général régional font partie de ce comité. La réponse a été approuvée le 15 juin 2011.

g) Le gouvernement a introduit le projet de loi C-32, Loi modifiant la Loi sur le mariage civil le 17 février 2012. Ce projet de loi va combler le vide législatif laissé par le gouvernement précédant dans la Loi sur le mariage civil.

* * *

[Traduction]

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Tom Lukiwski (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, PCC): Madame la Présidente, si la question n° 464 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, le document serait déposé immédiatement.

La vice-présidente: D'accord?

Des voix: D'accord.

[Texte]

Question n° 464 — Mme Mylène Freeman:

En ce qui concerne le programme Service confidentiel pour les victimes d'abus (SCVA): a) quelles mesures sont prises afin d'assurer une meilleure coordination fédérale-provinciale aux fins de la prestation du SCVA; b) quand une victime entre dans le programme SCVA, quelles mesures sont prises pour veiller à ce qu'une identité protégée soit offerte le plus rapidement possible; c) comment le programme SCVA veille-t-il à ce que les victimes obtiennent le soutien et les services voulus au cours de la période de traitement de leur nouvelle identité; d) quel accès à un logement protégé et quelle aide financière le programme SCVA offre-t-il aux victimes qui intègrent le programme; e) quelles mesures correctives le gouvernement compte-t-il prendre à l'égard du fait que, par le passé, les victimes qui avaient recours au programme SCVA ne se voyaient pas offrir de logement convenable ni d'aide financière; f) quelles mesures sont prises pour veiller à ce que les victimes qui intègrent le programme SCVA n'aient pas aujourd'hui les mêmes difficultés à obtenir le logement et l'aide financière voulus; g) quels services offre-t-on aux victimes qui profitent du programme SCVA une fois qu'elles ont obtenu une identité protégée; h) comment ces services sont-ils coordonnés entre les provinces et entre chaque province et le gouvernement fédéral; i) si l'identité protégée est compromise ou révélée, quels recours le programme offre-t-il aux victimes; j) comment les victimes dont l'identité est compromise peuvent-elles obtenir des services et un soutien supplémentaires; k) si une victime a des plaintes à formuler à l'égard des services reçus du programme SCVA, quels sont ses recours; l) si une victime a des plaintes à formuler à l'égard de la rapidité des services offerts, quels sont ses recours; m) quels sont les délais de prestation des services du programme SCVA; n) comment les délais de prestation des services du SCVA sont-ils coordonnés avec les provinces; o) quelle est la politique du gouvernement au sujet du lien entre le SCVA et son obligation de protéger les femmes et les jeunes filles contre la violence?

(Le document est déposé)

[Traduction]

M. Tom Lukiwski: Madame la Présidente, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

La vice-présidente: D'accord?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'elle approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

M. Peter Julian (Burnaby—New Westminster, NPD): Madame la Présidente, je suis heureux de poursuivre mon intervention. J'ai déjà dit qu'il faudrait un certain temps pour passer en revue le bilan économique des conservateurs et examiner comment ils se sont servis du budget pour aggraver la situation économique du Canada.

Madame la Présidente, d'entrée de jeu, j'aimerais, par votre entremise, dire aux Canadiens qui m'ont fait parvenir leurs commentaires par courriel, par télécopieur, par Tweeter et par Facebook que je vais en lire un certain nombre. Toutefois, il m'est absolument impossible de les lire tous aujourd'hui, car nous avons reçu énormément de renseignements.

Je tiens à remercier les Canadiens qui nous ont fait part de leurs réflexions et j'encourage les autres qui s'inquiètent des compressions irresponsables et mesquines prévues dans le budget conservateur — comme celles au programme de Sécurité de la vieillesse et celles apportées en décembre dernier qui nuiront à la pérennité à long terme de notre système de santé — à écrire ou à téléphoner à leur député néo-démocrate. Si leur circonscription n'est pas encore représentée par un député néo-démocrate, nous les encourageons à téléphoner au député néo-démocrate le plus près de chez eux, car leur contribution est très importante.

• (1215)

[Français]

Je veux remercier tous les gens qui nous écrivent, qui nous envoient des messages sur Twitter et Facebook, des courriels et des télécopies, ainsi que ceux qui nous appellent. C'est très important.

Je vais quand même lire quelques-uns de ces messages avant de revenir à toute cette question de manque de crédibilité des conservateurs dans le domaine économique. Je vais commencer par un message sur Facebook d'une dame de la Rive-Sud de Montréal. Elle mentionne ce qui suit: « C'est un budget partisan et tendancieux qui n'est pas au service du pays et de ses citoyens. C'est un budget préparé par et pour les conservateurs. Est-ce que la démocratie se résume à cela de nos jours? Je pense que nous devons rappeler au premier ministre qui a été élu par moins de deux électeurs sur cinq et, si on tient compte du taux de participation, par moins d'un Canadien en âge de voter sur quatre, qu'il doit tenir compte des 75 p. 100 de Canadiens qui n'ont pas voté pour lui. Le budget du pays, c'est le budget de tous les Canadiens, et il y a fort à parier que 75 p. 100 des Canadiens ne se reconnaissent pas dans cet exercice. Ce gouvernement travaille pour qui au juste? »

Il y a aussi un homme de Montréal qui a dit ceci: « Ne trouve-t-on pas extraordinairement suspect que ce gouvernement conservateur, tour à tour condamné et soupçonné d'entorse à la Loi électorale, coupe dans le budget d'Élections Canada? C'est assez étonnant, non? »

J'ai d'autres messages ici, mais je ne vais pas tous les lire. Il y en a beaucoup que j'ai mis de côté. On avait juste 45 minutes à la période des questions. C'est sûr que les familles canadiennes sont intéressées par ce budget, mais pas dans le bon sens. Les familles canadiennes sont très inquiètes.

Le budget

Voici un autre message qui est un commentaire. On a reçu plusieurs commentaires à propos des quelques programmes qui ont été annulés, dont un d'une personne du West Island de Montréal.

[Traduction]

Voici une bonne nouvelle pour les conservateurs. Un Canadien est d'avis qu'éliminer les pièces d'un cent est une bonne décision. Comme nous le disons, c'est un budget d'économies de bouts de chandelles. Il est certain que nous ne sommes pas contre l'élimination de la pièce d'un cent. D'ailleurs, c'est le député de Winnipeg-Centre qui a été le premier à soulever cette question à la Chambre des communes. Sa campagne a été fructueuse. La Monnaie royale du Canada fera des économies.

Cependant, c'est le seul commentaire favorable qu'avait à faire cet homme au sujet du budget. Il ajoute ceci: « Abstraction faite de ce point très mineur, il y a de sérieux problèmes dans le budget, qu'il s'agisse des détails utilisés comme faux-fuyants ou des décisions idéologiques engendrant le chaos libertarien que le premier ministre semble affectionner. » Notre correspondant pense en outre que les députés néo-démocrates devraient poursuivre leur bon travail.

Une personne du Manitoba écrit ceci: « La somme prévue pour les Premières nations du Canada, dans le budget, est vraiment inadéquate. Des histoires d'horreur continueront de se produire dans les réserves qui sont assez loin au nord pour que les Canadiens puissent difficilement voir ce qui s'y passe. Le gouvernement continue de penser que la plupart des Canadiens ne s'intéressent pas à ce qui se passe parmi les populations autochtones. Il a tort. »

Une personne de l'Ontario a écrit ceci: « J'ai écouté l'entrevue que vous avez donnée ce matin à l'émission d'Anna Maria Tremonti à la CBC. Bien joué! L'une des personnes interviewées a également fait valoir un bon argument au sujet des éléments du budget qui portent sur la recherche et le développement. Certaines des meilleures innovations servant à toutes sortes d'entreprises canadiennes proviennent des grandes villes. L'un des facteurs qui expliquent cela, c'est l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants du monde entier, ce qui fournit des travailleurs ayant divers talents et différentes expériences professionnelles. Or, le gouvernement se dissocie de ce fédéralisme coopératif, ce qu'il semble faire pour des motifs idéologiques. Par conséquent, les grandes villes seront sous-financées, d'autant plus que les provinces devront se débrouiller avec leur propre budget. »

C'est aussi ce que nous avons fait valoir. C'est à un moment comme celui-là que Jack Layton nous manque le plus. Il venait de la politique municipale et comprenait bien les besoins des grandes villes et l'influence qu'elles auront à l'avenir en raison de la mondialisation.

Cette personne a aussi écrit ceci: « J'espère que le NPD surveillera attentivement les conséquences du budget fédéral et des budgets provinciaux qui en résulteront. »

Nous avons reçu un certain nombre de commentaires sur les compressions qui toucheront le programme Katimavik. Je vais en lire quelques-uns. Comme je l'ai dit, nous recevons de nombreux messages de Canadiens et nous comptons les diffuser. C'est le rôle des députés néo-démocrates de faire part à la Chambre des communes de ces messages et des mémoires que nous recevons aussi.

Le budget

Mon collègue de la circonscription de Dartmouth—Cole Harbour vient de me proposer un autre message. Je l'en remercie d'ailleurs. Notre monde est très interactif et instantané. Nous pouvons faire part à la Chambre des communes des préoccupations des Canadiens dès qu'ils les expriment. Évidemment, le budget suscite beaucoup d'opposition. Les gens envoient des courriels et publient des messages sur Twitter ou sur Facebook.

Une élève de 12^e année à l'école secondaire d'Auburn Drive, à Dartmouth, a dit:

Quand je pense aux répercussions que les conservateurs et leurs compressions budgétaires vont avoir sur ma vie et sur celle des jeunes qui attendent avec impatience le jour de leur départ dans le cadre du programme Katimavik, il est clair que la suppression de ce programme porte un dur coup à mes projets d'avenir et, sans lui, je ne sais absolument pas ce que je vais faire. J'ai parlé à beaucoup de gens de tout ce qu'apporte le programme Katimavik aux jeunes qui y participent. Non seulement aide-t-il des élèves comme moi à mûrir et à s'épanouir, mais il aide aussi la collectivité où le programme est mené. C'est une occasion pour les jeunes de faire quelque chose de bien et d'en apprendre plus sur l'immensité des cultures du Canada et, comme c'est un programme de bénévoles, il n'y a pas de raison de le supprimer. Il fait plus de bien que de mal. C'est une décision grave. Je vous demande de faire tous les efforts possibles pour que le financement de Katimavik soit rétabli. Merci de m'avoir lue.

Je la remercie de m'avoir écrit.

● (1220)

[Français]

J'ai un autre message d'une jeune femme de Saint-Hubert qui dit ceci: « Je vous écris pour vous parler de quelque chose qui me tient vraiment à coeur et cela est Katimavik. Je viens d'apprendre que ce programme ne recevrait plus de budget de ce gouvernement. Cela m'attriste vraiment car en ce moment, je suis dans le programme. Je viens juste de finir mes trois premiers mois du programme et j'habitais en Alberta, à Lethbridge. Depuis deux jours, je suis maintenant à Sainte-Foy au Québec. Le fait que ce programme sera coupé m'attriste vraiment, car avant le programme, je n'avais aucune idée de ce que j'allais faire dans la vie. Maintenant, après avoir vécu ces trois premiers mois, j'ai une idée concrète. »

C'est une autre jeune Canadienne qui nous a écrit justement pour déplorer un autre programme éliminé par ce gouvernement seulement en raison d'une attaque idéologique.

Voici un autre message, qui vient cette fois de la région de Sherbrooke: « Je n'ai pas encore eu le temps de lire tout le budget des conservateurs, mais j'ai vu qu'ils ont coupé dans le programme social Katimavik. C'est un programme que je trouve très intéressant pour le développement de la jeunesse dans nos communautés canadiennes. »

J'ai reçu un message d'une dame de l'Estrie. Elle vient tout juste de m'écrire sur Facebook concernant l'élimination du programme Katimavik et elle me remercie pour une réponse rapide.

Je vais lire un dernier commentaire. J'en ai tellement reçu que je pourrais continuer d'en lire, mais j'ai l'impression qu'on ne pourra pas prolonger la séance cet après-midi, sauf si le ministre des Affaires étrangères veut bien que je continue de citer ces courriels.

Je vais en lire un dernier à propos de Katimavik, qui vient de la région de Vancouver:

● (1225)

[Traduction]

Le courriel dit: « Notre famille vous a toujours appuyé. Nous appuyons fortement aussi le programme Katimavik. La suppression de Katimavik annoncée aujourd'hui m'a fortement ébranlé. Notre famille fait partie des familles d'hébergement de Katimavik depuis longtemps. Nous avons accueilli chez nous des garçons et des filles de partout au Canada. C'était tous des enfants aimables et uniques,

qui s'exprimaient bien. Certaines de leurs plus belles qualités se sont épanouies et ont pu s'exprimer grâce à ce programme. Katimavik a aidé des jeunes à devenir des adultes formidables et à faire quelque chose pour leur pays. J'estime que la décision de mettre fin à son financement est motivée par une vision à court terme. Je vous demande de faire de votre mieux pour contrer cette décision. »

J'aimerais remercier tous ceux qui écrivent au sujet de Katimavik ainsi que des compressions dans la salubrité alimentaire, dans la sécurité des transports et dans les évaluations environnementales.

[Français]

On peut dire aujourd'hui que les députés du NPD continueront à se battre pour ces gens, sur le plancher de la Chambre des communes, parce que les familles canadiennes méritent mieux que ce qu'elles ont eu avec ce budget.

[Traduction]

J'ai reçu d'autres courriels qui ne concernaient pas directement le budget, mais je me suis dit que j'y répondrais quand même. L'un d'eux n'était pas très courtois. Essentiellement, son auteur me demandait d'où provenait mon habit. Je crois qu'il laissait sous-entendre que, compte tenu de la déconfiture du secteur manufacturier, j'achetais fort probablement mes habits à l'étranger. Permettez-moi, madame la Présidente, de répondre à ce Canadien, par votre entremise, que l'habit en question a été fabriqué par des travailleurs syndiqués d'Hamilton, en Ontario. Je crois en l'importance d'appuyer les manufacturiers canadiens et je suis très fier de cet habit.

M. Robert Chisholm: Moi aussi.

M. Peter Julian: Et le député de Dartmouth—Cole Harbour aussi.

Le deuxième commentaire pas très gentil que j'ai reçu disait: « Qui êtes-vous pour commenter le bilan économique des conservateurs? », laissant sous-entendre que nous ne devrions pas remettre en question le fait que le cabinet du premier ministre déforme la réalité pour camoufler les échecs des conservateurs. Cette personne insinuait que je n'avais jamais occupé de véritable emploi.

Je vais répondre à ce Canadien, encore une fois par votre entremise, madame la Présidente, que j'ai commencé à travailler à l'âge de 12 ans. J'ai été ouvrier pendant de nombreuses années, au cours desquelles j'ai économisé pour pouvoir retourner à l'université en tant qu'apprenant adulte, et je suis devenu administrateur financier. À ce titre, j'ai travaillé pour diverses organisations, tant à l'échelle nationale que provinciale, en Colombie-Britannique. J'ai toujours équilibré mes budgets, remboursé mes dettes et offert les services requis. Ce sont des choses que les néo-démocrates savent bien faire.

En tant qu'administrateur financier et directeur exécutif de l'organisme social WIDHH, j'ai eu l'honneur de recevoir, en son nom, le Prix du choix du consommateur reconnaissant l'excellence en affaires de 2003 et de 2004. Il va sans dire que c'est de la chambre de commerce de New Westminster que je suis membre depuis le plus longtemps, mais je suis également fier de faire partie de celle de Burnaby.

Le budget

Le caucus du NPD élu en 2011 est le plus important jamais élu au Parlement. Il est composé de députés brillants et dynamiques, qui proviennent de milieux très variés. Certains ont de l'expérience dans les affaires, d'autres dans le syndicalisme. Notre caucus regroupe des gens qui ont de l'expérience en gestion de petites entreprises ainsi que des médecins, des avocats, des enseignants, des infirmières et ouvriers. Le caucus du NPD n'a jamais été constitué de députés aux antécédents aussi variés. Nous apportons notre vaste expérience et toutes nos connaissances à la Chambre des communes.

J'aimerais aussi parler du bilan du NPD en matière de gestion budgétaire. Les députés devraient savoir que les résultats financiers annuels publiés par le ministère des Finances indiquent quels partis équilibrent le mieux leur budget. Il est important de noter que, chaque année, depuis maintenant 20 ans, un parti surclasse les autres. Bien entendu, les gouvernements néo-démocrates qui font partie de ces résultats financiers sont des gouvernements provinciaux. Nous n'avons pas encore gouverné à l'échelle fédérale. Nous ferons de notre mieux pour remédier à cette situation le 20 octobre 2015.

Quoi qu'il en soit, comparativement aux gouvernements provinciaux et fédéraux conservateurs et libéraux, les gouvernements néo-démocrates provinciaux sont les champions incontestés de l'équilibre budgétaire et du remboursement de la dette depuis 20 ans.

Donc, à la personne qui m'a demandé de quel droit je remets les politiques conservatrices en question, et de quel droit le NPD remet les politiques conservatrices en question, je réponds que ce droit provient d'une forte expérience personnelle en gestion budgétaire. J'ai toujours géré mon argent et remboursé mes dettes sans réduire les services, car c'est ce que font les familles canadiennes. Elles n'investissent pas dans des frivolités comme des chasseurs F-35, et restent inflexibles même lorsque le budget passe de 9 milliards de dollars à 13, puis à 15, 20, 25, et finalement 30 milliards de dollars, pour maintenant osciller entre 30 et 40 milliards de dollars.

• (1230)

Un gouvernement néo-démocrate aurait d'abord lancé un appel d'offres, puis tenu une comptabilité analytique serrée afin que ce cafouillage, ce fiasco, n'ait jamais lieu. Je reviendrai sur ce sujet dans un moment.

Le gouvernement a imposé le projet de loi sur la criminalité afin de construire plus de prisons. Je vais revenir à l'étude qui en évalue le coût total à 19 milliards de dollars, alors que le taux de criminalité est en baisse. Ce programme de lutte contre la criminalité a des motifs politiques. Lorsqu'on examine ce dossier, on constate que le NPD jouit du meilleur bilan...

M. Scott Simms: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Il ne semble pas y avoir le quorum requis de 20 députés à la Chambre.

La vice-présidente: Il y a maintenant quorum.

Le ministre des Affaires étrangères invoque le Règlement.

L'hon. John Baird: Madame la Présidente, j'aimerais que vous rendiez une décision. Pendant 20 minutes, il n'y a eu aucun député du Parti libéral dans cette enceinte. La Chambre a-t-elle le droit de siéger lorsqu'il n'y a pas de député du caucus libéral à la Chambre?

La vice-présidente: En réponse au ministre, je dirai que le Règlement interdit aux députés de mentionner la présence ou l'absence d'autres députés à la Chambre.

L'hon. John Baird: Madame la Présidente, je respecte votre décision. Je veux tout simplement retirer ma remarque quant à l'absence des députés libéraux à la Chambre.

M. Peter Julian: Madame la Présidente, le dernier point est pour faire suite aux commentaires que j'ai reçus pendant la période des questions.

Des gens veulent que je récapitule l'information que j'ai donnée au cours de la première heure du débat. Ils voudraient prendre des notes parce qu'ils n'ont pas reçu cette information de la part de Statistique Canada, et c'est compréhensible. Nous présentons ces données économiques pour que les Canadiens puissent voir la différence entre le discours que tient le gouvernement conservateur et la réalité. Je récapitule rapidement les problèmes que j'ai décrits pendant la première heure du débat.

Premièrement, le Canada accuse un déficit commercial record sur les marchandises. Autrement dit, dans toute l'histoire du Canada, nous n'avons jamais si peu exporté de marchandises fabriquées, par rapport à celles que nous importons.

Deuxièmement, le déficit courant de la balance des paiements comprend toutes les exportations. Ce déficit n'a jamais été aussi élevé de toute l'histoire du Canada, ce qui démontre simplement que les importations du Canada ne sont pas compensées par les matières premières, par exemple, le bitume, le bois et les minerais, que nous exportons en même temps que les emplois que nous aurions si nous transformions ces matières en produits à valeur ajoutée. Au lieu d'être bénéfiques, nos exportations ont accéléré le déclin économique du Canada.

Troisièmement, le nombre d'emplois dans le secteur secondaire est à son plus bas niveau depuis que nous avons commencé à calculer cette statistique, en 1976. À l'époque, on dénombrait environ 1,75 million d'emplois dans ce secteur. Aujourd'hui, avec le gouvernement actuel, on compte 1,7 million d'emplois dans le secteur secondaire.

Quatrièmement, nous avons perdu 50 000 emplois pendant le dernier trimestre de 2011 et les deux premiers mois de 2012. J'en reparlerai pour montrer comment le budget accélérera cette perte. J'ai dit également que le nombre d'emplois perdus au cours des six derniers mois est désastreux.

Par ailleurs, j'ai soulevé la question des données présentées faussement et n'importe comment par le gouvernement pour prétendre qu'il a créé des emplois. Quand le gouvernement affirme que 200 000 emplois ont été créés, net, depuis mai 2008, pour avoir l'air d'avoir réalisé quelque chose, il omet de mentionner que 500 000 personnes sont venues grossir les rangs de la main-d'oeuvre pendant la même période. Nous accusons un déficit qui dépasse largement 250 000 emplois quand on tient compte du nombre de personnes qui ont commencé à chercher un emploi.

Enfin, j'ai indiqué ce matin, dans le dernier point que j'ai soulevé, que la vaste majorité des 200 000 prétendus nouveaux emplois depuis mai 2008 étaient des emplois à temps partiel. On estime que la proportion d'emplois à temps partiel parmi les prétendus nouveaux emplois pourrait être aussi élevée que 80 p. 100.

Le budget

J'aimerais maintenant parler de ce que représentent toutes ces valeurs économiques pour la famille canadienne moyenne. Dans le premier cas, je crois que ce sera une évidence pour la plupart des députés. Si on examine les pertes d'emplois au cours des derniers mois et qu'on tient compte du fait que les emplois créés sont des emplois à temps partiel moins bien rémunérés que les emplois perdus, on ne s'étonnera pas de constater qu'au cours de la dernière année, les salaires ont réellement diminué. En d'autres mots, nous croyons que les Canadiens méritent une augmentation. Sous le gouvernement conservateur, les salaires ont bel et bien diminué, car le taux d'inflation est beaucoup plus élevé que les augmentations consenties aux travailleurs, qu'ils occupent un emploi à plein temps ou à temps partiel.

• (1235)

Par conséquent, partout au Canada, les familles ont de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts et à améliorer leur situation. Il est de plus en plus difficile pour elles de se loger, d'acheter des vêtements à leurs enfants pour l'école et de leur fournir des médicaments. Ce n'est pas uniquement une perception. C'est la réalité: sous le gouvernement conservateur, les Canadiens sont pauvres.

Il y a bel et bien eu une réduction des salaires. L'année dernière, elle était d'environ 2 p. 100. Au cours des années précédentes, elle était moins élevée, mais au bout du compte, il n'en demeure pas moins que les Canadiens gagnent de moins en moins d'argent. Cependant, il n'en va pas ainsi pour toutes les catégories de revenu. Sous les conservateurs, 20 p. 100 des personnes qui ont les revenus les plus élevés ont vu ceux-ci augmenter en flèche, de plus de 30 p. 100. Nous constatons maintenant qu'une petite minorité de Canadiens, ceux ayant les revenus les plus élevés, s'approprient la moitié des revenus au pays. Les familles de la classe moyenne et les familles pauvres du Canada ont de moins en moins de revenus, car de plus en plus, ceux-ci vont à une petite partie de la population.

Alors qu'elles tentent de joindre les deux bouts, les familles doivent notamment composer avec la diminution des salaires attribuable au fait que les emplois à temps plein ont été remplacés par des emplois à temps partiel. Cette tendance est attribuable à deux phénomènes. Premièrement, les emplois perdus étaient des emplois à temps plein alors que les nouveaux emplois qu'on a créés, net dit-on, sont en grande partie des emplois temporaires ou à temps partiel qui ne permettent pas aux familles d'élever des enfants. Lorsque les travailleurs vivent d'un contrat à l'autre, d'un mois à l'autre, ils ne peuvent pas subvenir aux besoins d'une famille. Voilà un facteur.

Deuxièmement, les conservateurs ont perdu des emplois bien rémunérés à valeur ajoutée qui permettent de faire vivre une famille. Six ans seulement depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, 400 000 emplois manufacturiers ont disparu. Je n'ose pas imaginer à quoi ressemblera le Canada dans six autres années. À mesure que tous ces nouveaux emplois apparaissent sur le marché, dont la majorité sont temporaires ou à temps partiel, le niveau de rémunération diminue d'environ 10 000 \$.

Étudions un peu la situation. Ce que j'ai décrit est l'un des grands échecs économiques des conservateurs. Les emplois que nous avons perdus payaient 10 000 \$ de plus par année que les emplois que le gouvernement réussit à créer dans l'économie actuelle en accordant des milliards et des milliards de dollars en réductions d'impôts aux grandes sociétés. Cette diminution salariale de 10 000 \$ par année contribue, au fil du temps, à l'érosion indéniable de la qualité de vie et du niveau de vie des Canadiens.

J'aimerais maintenant passer à l'autre indice de l'échec économique des conservateurs. Plus tôt, j'ai parlé des inégalités records. Selon l'OCDE, à cause des politiques du gouvernement, les inégalités au Canada sont supérieures à la moyenne. Trois millions de Canadiens vivent aujourd'hui en-deçà du seuil du faible revenu, et les 20 p. 100 des Canadiens les plus riches touchent maintenant la plus grande part du revenu canadien.

Que donnent tous ces facteurs — l'inégalité croissante, la diminution du nombre d'emplois à temps plein et la réduction des salaires? En général, afin de joindre les deux bouts, d'acheter de nouveaux vêtements pour que leurs enfants puissent aller à l'école, de leur acheter des manuels scolaires, de veiller à ce que les parents âgés aient les médicaments nécessaires, bref, de pouvoir subvenir aux besoins de tous les membres de la famille, les foyers canadiens doivent malheureusement s'endetter davantage.

Cette situation n'entraîne rien de moins qu'une crise de l'endettement des familles canadiennes moyennes au pays. Le ratio de l'endettement par rapport au revenu dépasse maintenant largement les 150 p. 100. On parle donc de niveaux d'endettement qui ne peuvent être résorbés en l'espace d'un an, de deux ans ou de trois ans. On parle de niveaux d'endettement accablants.

• (1240)

Comme les députés s'en rappelleront, le dernier pays qui a atteint ce genre de ratios de l'endettement par rapport au revenu, ce sont les États-Unis, à 160 p. 100, juste avant l'effondrement de leur économie en 2008.

Le gouverneur de la Banque du Canada nous a mis en garde, et les organismes de protection des consommateurs sont inquiets. Divers professionnels, dont des membres de l'Association des comptables généraux accrédités du Canada, soulèvent des préoccupations au sujet de la crise de l'endettement de la famille canadienne moyenne.

Cette crise est toutefois inévitable compte tenu de la situation qui a empiré sous le présent gouvernement. À n'en point douter, c'est ce qui a mené à ces niveaux d'endettement accablants sous le gouvernement actuel, compte tenu des politiques que ce dernier a mises en place, des compressions qu'il a faites dans les services et les prestations, notamment dans la Sécurité de la vieillesse et l'aide aux soins de santé, sans oublier la création d'emplois moins rémunérateurs et à temps partiel et la suppression d'emplois à temps plein à valeur ajoutée permettant de faire vivre une famille. Il n'y a pas d'autre façon de le dire car le gouvernement semble mettre délibérément en place des politiques visant à miner le secteur manufacturier.

Nous voyons de plus en plus un pays où un petit nombre de Canadiens bénéficient des politiques du gouvernement alors que la vaste majorité des familles pauvres et de la classe moyenne peinent à joindre les deux bouts et sont plus endettées que jamais. Ces citoyens occupent deux ou trois emplois à temps partiel simplement pour se loger et garder la tête hors de l'eau.

Voilà donc le contexte du budget d'hier, qui n'est rien de moins qu'une gifle au visage des familles canadiennes pauvres et de la classe moyenne. Le budget élimine certains des services sur lesquels les familles comptent. Il oblige les Canadiens à travailler plus longtemps après avoir passé toute leur vie active à tenter de joindre les deux bouts. Et, selon l'annonce faite en décembre, à Victoria, le gouvernement songe également à miner notre système de soins de santé, qui est non seulement le principal avantage économique des entreprises canadiennes comparativement à leursendants américains, mais aussi un des plus importants éléments de notre filet de sécurité sociale au pays.

Le budget

Les conservateurs reconnaissent que les indices montrent qu'ils ont échoué sur le plan des emplois, des exportations, des salaires et de la dette, mais pourtant ils disent que le Canada se porte mieux que les autres pays. Quand on y pense, c'est là leur message. Ils font aussi référence à la revue *Forbes*, mais de moins en moins ces jours-ci, depuis le discours du premier ministre à Davos, en Suisse, devant les milliardaires du monde.

Regardons les faits. J'ai sous les yeux le classement des pays selon le taux de croissance de leur PIB. Les conservateurs ont échoué dans tous les domaines dont je viens de parler, alors regardons leur bilan en ce qui concerne la croissance globale du pays.

Selon les prévisions de croissance économique pour les pays industrialisés, les pays de l'OCDE, en 2012, le Canada arrive au 14^e rang. Il y a six ou sept ans, l'économie allait mieux, quoiqu'avec le gouvernement libéral c'était difficile à dire parce que, en général, il gérait très mal l'économie. Mais maintenant, le Canada a chuté et se retrouve au bas de l'échelle.

Nous devons maintenant regarder comment le Canada s'est classé en 2011, parmi tous les pays du monde, en termes de croissance économique projetée. Les conservateurs admettront que, si on regarde l'OCDE, nous sommes dans le bas du classement, mais ils affirmeront que nos résultats sont meilleurs à l'échelle mondiale. J'ai une mauvaise nouvelle pour eux. Ces données ne figurent sûrement pas dans les notes d'allocation provenant du bureau du premier ministre, mais il est important de connaître tous les faits.

Je demanderais à mes collègues s'ils croient que le Canada s'est classé parmi les 20 meilleurs pays du monde en termes de croissance économique. Non? Quelqu'un croit que nous figurons parmi les 30 meilleurs? Les 40 meilleurs?

M. Scott Simms: Quarante-six.

M. Peter Julian: Un député a dit 46. Je remercie le député de Terre-Neuve-et-Labrador.

Quelqu'un croit que nous sommes parmi les 60 meilleurs? Ou encore les 80, les 100, les 110, les 120 meilleurs?

•(1245)

Eh non. En termes de croissance économique en 2011, le Canada, sous ce gouvernement conservateur, se classe au 130^e rang à l'échelle mondiale. C'est incroyable.

Regardons les projections pour 2012. On pourrait croire qu'après le triste bilan de 2011, les conservateurs reconnaîtraient qu'une 130^e place n'a vraiment rien de réjouissant, que c'est même embarrassant et qu'ils n'osent pas retourner dans leurs circonscriptions et dire que le Canada occupe le 130^e rang. Ils seraient embarrassés.

En 2012, où le FMI classe-t-il le Canada à la lumière de son budget? Qu'en pensent les députés? Le Canada est-il parmi les 50 meilleurs, les 80 meilleurs, les 100 meilleurs? Quelqu'un pense-t-il que nous sommes parmi les 100 meilleurs? D'accord, je comprends. Les députés doutent de la performance économique des conservateurs.

M. Scott Simms: Le Canada est 136^e.

M. Peter Julian: Le député de Terre-Neuve-et-Labrador dit que le Canada occupe la 136^e place.

Mais en réalité, notre pays ne figure même pas parmi les 150 premiers pays en 2012. D'après le FMI, étant donné le budget qu'ils ont présenté, les conservateurs réussiraient à faire dégringoler le Canada jusqu'au 152^e rang en 2012. En termes de croissance économique, notre pays se classera 152^e à l'échelle mondiale sous ce gouvernement conservateur.

Je ne comprends pas que les conservateurs puissent se présenter au travail après avoir fait dégringoler le Canada jusqu'à la 152^e place et être fiers de leurs résultats. Ont-ils affiché, dans leurs circonscriptions, de grandes pancartes qui disent « Nous sommes 152^e »? Ça me dépasse...

M. Robert Chisholm: Je remercie le député de nous avoir communiqué ces renseignements. Ce sont des données que nous devons tous connaître, particulièrement les députés d'en face.

M. Peter Julian: Je remercie le député de Dartmouth—Cole Harbour.

Le Canada est au 152^e rang. Quels sont les pays qui devancent le nôtre? Quels sont les pays qui ont présenté un meilleur rendement au chapitre de la gestion économique et de la croissance économique? Je crois qu'on peut dire que ce sont pratiquement tous les pays. Quand on est au 152^e rang, il faut faire un peu plus d'efforts. Évidemment, ce budget nous fait reculer encore davantage.

Devant nous, on trouve la Slovénie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Malte, qui nous devance de cinq places, la Finlande, le Japon — pour ce dernier, ce n'est guère surprenant —, la Turquie, le Salvador, les Bahamas, l'Islande, la Norvège — un autre pays industrialisé qui est très loin devant le Canada —, Trinité-et-Tobago, Sainte-Lucie, le Luxembourg, et l'Islande. Tous ces pays ont un meilleur rendement que le nôtre...

M. Robert Chisholm: Les banques d'Islande n'ont-elles pas fait faillite?

M. Peter Julian: Le pays a beaucoup de problèmes économiques, mais je suppose que le gouvernement en place est un peu plus compétent.

Des voix: Oh, oh!

M. Peter Julian: Je reviendrai là-dessus plus tard.

De plus, selon les prévisions du FMI en matière de croissance, la Jordanie, la Pologne, la Lettonie, le Guatemala, la Bulgarie, la Bosnie, la Serbie, et même le Zimbabwe s'en tirent mieux que le Canada...

Des voix: Oh, oh!

M. Peter Julian: Il y a également la République slovaque, l'Algérie et le Nicaragua qui nous devancent et, bien sûr, l'Australie qui est menée par un gouvernement travailliste fort.

L'Australie est dirigée par un gouvernement qui a décidé de mettre en place le genre d'accord progressif sur le commerce loyal que le NPD prône à la Chambre des communes. Le gouvernement a éliminé les dispositions sur les États investisseurs qu'un gouvernement de droite précédent avait mis en place. L'Australie est un exemple de pays socio-démocrate progressiste qui met en oeuvre un cadre de commerce loyal progressiste. Ce pays devance le Canada de plusieurs dizaines de places. Je crois donc que nous pouvons féliciter l'Australie de faire bien meilleure figure que le Canada.

Viennent ensuite la Roumanie, le Liban, Kiribati et le Honduras. Pour des raisons évidentes, je ne lirai pas toute la liste, mais j'ajoute encore l'Afrique du Sud, le Mexique, le Brésil, et bien sûr, la Nouvelle-Zélande, un autre pays qui a déjà été dirigé par un gouvernement socio-démocrate. On trouve aussi la Suède, la Tunisie, l'Estonie, le Costa Rica, la Namibie, la Guinée et le Bénin. Je ne suis même pas rendu aux premières pages de la liste, mais je crois que l'argument est plutôt clair.

Le budget

● (1250)

Je pourrais passer beaucoup de temps à énumérer les pays qui réussiraient à atteindre en 2012 un taux de croissance économique plus élevé que ce que permettra le budget du gouvernement conservateur.

Tel que mentionné à la période de questions, il semble quelque peu étrange que le gouvernement prévoie clairement et indéniablement dans le budget des mesures qui feront augmenter le chômage.

M. Robert Chisholm: N'ont-ils pas dit que c'était un budget axé sur la création d'emplois?

M. Peter Julian: Oui, les conservateurs disent qu'il s'agit d'un budget axé sur les emplois, mais quand on considère les chiffres relatifs à l'emploi, on s'aperçoit que c'est le chômage qui prédomine. Mon collègue de Dartmouth—Cole Harbour a bien raison: il faudrait plutôt dire que c'est un budget axé sur la perte d'emplois et la diminution de la croissance et de la prospérité. Je crois que nous avons un nouveau titre pour le budget.

Voyons un peu quelques autres éléments, car sur le plan de la croissance, ce n'est pas très reluisant. Examinons ce que le gouvernement conservateur a fait pour changer le PIB réel par habitant. Parmi les pays de l'OCDE seulement, le Canada se classe au 14^e rang pour ce qui est de la croissance. Je préférerais ne pas dire où nous nous situons à l'échelle mondiale, car avec un 130^e rang en 2011 et un 152^e en 2012, le gouvernement fait vraiment piètre figure.

Limitons-nous aux pays de l'OCDE et examinons les variations du produit intérieur brut réel par habitant. Peut-être vous rappellerez-vous, madame la Présidente, puisque vous avez été élue cette année-là, que les conservateurs sont entrés au pouvoir en 2006. Je félicite la Présidente d'avoir été réélue à plusieurs reprises. Il est pertinent de se demander comment le produit intérieur brut a varié au Canada de 2006 à 2011.

Notre population a augmenté, mais le marché de l'emploi n'a pas connu la même croissance, comme nous venons de le voir. En réalité, la récession a mis un quart de million de Canadiens à la rue; ils cognent maintenant aux portes, en quête d'emplois qui demeurent introuvables, puisque le gouvernement refuse d'investir pour en créer.

Bien des travailleurs sont simplement découragés. En février, près de 40 000 Canadiens ont tout simplement baissé les bras et se sont retirés du marché du travail. Les conservateurs s'en sont réjouis, puisqu'une telle situation a fait baisser le taux de chômage, ce qui les a fait bien paraître. La réalité, toutefois, c'est que dans 38 000 foyers canadiens, le soutien de la famille a tout simplement abandonné sa recherche d'emploi. Parce que les conservateurs ont choisi de faire des compressions plutôt que de prendre des mesures concrètes pour stimuler l'économie, il n'y a plus d'emplois disponibles.

Sous les conservateurs, à quel rang le Canada s'est-il classé en ce qui concerne le PIB réel par habitant à comparer avec les autres pays? Voyons si mes collègues connaissent la réponse. Pensez-ils que le Canada se classe parmi les trois premiers pays? Personne? Parmi les cinq premiers alors?

Une voix: Nous devons être dans les cinq premiers.

M. Peter Julian: Non, pas parmi les 5 premiers, ni même dans les 10 ou 12 premiers. En fait, le PIB réel par habitant des 12 pays de l'OCDE qui se trouvent dans le peloton de tête — et je tiens à rappeler que nous étions 14^e au chapitre de la croissance — a augmenté depuis 2007, soit depuis que les conservateurs ont été portés au pouvoir, mais, croyez-le ou non, le Canada se classe au 17^e rang. Par ailleurs, voici ce qui intéressera vraiment les Canadiens de

partout au pays qui tirent le diable par la queue et qui nous envoient des courriels et des messages parce qu'ils sont inquiets des répercussions qu'aura le budget: depuis que les conservateurs sont au pouvoir, le PIB réel par habitant — soit le PIB divisé par le nombre de citoyens — n'a pas augmenté. En fait, il a diminué de 1,4 p. 100.

Les conservateurs ne font absolument rien pour favoriser la croissance du Canada, pour assurer la prospérité du pays ou pour améliorer le sort des Canadiens. Les conservateurs nous entraînent sur une pente descendante. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, croyons que les familles méritent mieux.

● (1255)

M. David Anderson: C'est bien la première fois que je vois quelqu'un courir sur les eaux.

M. Peter Julian: Je suis désolé, je n'ai pas entendu l'observation de mon collègue d'en face, mais je suis certain qu'elle s'inscrit dans le débat sur le budget.

Parlons maintenant un peu...

La vice-présidente: À l'ordre, s'il vous plaît. La députée de Laurier—Sainte-Marie invoque le Règlement.

[Français]

Mme Hélène Laverdière: Madame la Présidente, mon honorable collègue a mentionné dès le début de sa présentation, qui est d'ailleurs fort intéressante et que tout le monde apprécie grandement, j'en suis certaine, que tout au long de son intervention et de sa présentation, il ferait quelque chose qui est fondamental pour le NPD, soit d'amener en cette Chambre le propos, le point de vue et les opinions des citoyens et des citoyennes canadiens qui sont les gens qui vont devoir payer pour ce budget malavisé.

J'ai reçu des commentaires d'un de mes concitoyens et je voudrais les partager...

● (1300)

La vice-présidente: À l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre l'honorable députée de Laurier-Sainte-Marie. Elle soulève peut-être un point intéressant, mais il ne s'agit pas d'un recours au Règlement.

L'honorable député de Dartmouth—Cole Harbour a la parole pour un recours au Règlement.

[Traduction]

M. Robert Chisholm: Madame la Présidente, je prends la parole au sujet du même recours au Règlement. J'aimerais dire que, à mon avis, la présidence devrait accepter ce recours, car beaucoup de Canadiens prêtent attention aux propos du député de Burnaby—New Westminster. Ils veulent être représentés à la Chambre, ils veulent...

La vice-présidente: Je remercie les députés de leurs commentaires. J'en ai tenu compte et, avec tout le respect que je leur dois, je suis d'avis que cette question relève du débat et qu'elle peut être soulevée dans le cadre de nos délibérations.

Je redonne la parole au député de Burnaby—New Westminster.

M. Peter Julian: Madame la Présidente, je remercie mes collègues de Laurier—Sainte-Marie et de Dartmouth—Cole Harbour d'avoir soulevé ces points et je vous remercie, madame la Présidente, de vos très sages conseils à ce sujet. Je remercie également les Canadiens.

Le budget

Passons à un autre indicateur économique. Je sais que c'est un peu déprimant de passer en revue le bilan économique des conservateurs. C'est encore plus déprimant pour les familles qui font les frais de l'inaction et de l'incompétence du gouvernement sur le plan de l'économie, mais il est important de mettre tous les faits sur la table.

Tous les principaux indicateurs économiques sont négatifs, et ce, non seulement pour les familles canadiennes, mais également dans le monde entier. Nous parlerons un peu plus tard de toute la question de la recherche et du développement. Le bilan du Canada dans ce domaine — dont il n'est fait aucune mention dans le budget — est très mitigé. Si on compare ces indicateurs à ceux des autres pays industrialisés, on se rend compte que le gouvernement a échoué. Toutefois, il continue de gonfler le nombre d'emplois créés, comme si cela allait régler le problème.

Ce qui démontre le plus le bilan déplorable du gouvernement, même en matière d'emplois, c'est la position du Canada de 2008 à 2011 relativement aux autres pays industrialisés de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Comme je l'ai mentionné plus tôt, sur le plan de la croissance économique, le Canada ne se classe pas au premier, au cinquième ou même au dixième rang, mais au quatorzième. Quant au PIB par habitant, nous ne nous classons pas au premier, au cinquième, au dixième ou même au quinzième rang, mais au dix-septième.

Finalement, j'aimerais parler des changements dans les taux d'emploi des pays de l'OCDE pour la période allant de 2008 à 2011. Je me tournerai de nouveau vers mes collègues pour leur demander s'ils croient que nous nous sommes classés dans les trois premiers. Ils semblent plutôt sceptiques à cet égard. Est-ce que l'un de mes collègues croit que nous nous sommes classés dans les dix premiers? Malheureusement, ce n'est pas le cas. Dans les quinze premiers alors? Non. Le Canada a fini au dix-septième rang pour ce qui est du changement dans les taux d'emploi. C'est là qu'est le problème.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, le PIB réel par habitant a diminué. Nous avons également observé la même tendance concernant le taux d'emploi. En effet, alors qu'il y a eu une augmentation du taux d'emploi dans les autres pays, celui du Canada a diminué de 1,2 p. 100 entre 2008 et 2011. Sous le gouvernement actuel, le taux d'emploi a diminué au cours des trois dernières années.

Nous avons eu l'occasion de parler un peu du bilan économique consternant du gouvernement.

Avant de se pencher davantage sur les répercussions des compressions, parlons pendant un instant de la façon dont le gouvernement semble vouloir investir les ressources qui appartiennent aux Canadiens collectivement. Les Canadiens vivent dans un pays démocratique et élisent leur gouvernement. Ce dernier prend des engagements, et nous nous attendons à ce qu'il les respecte. C'est ainsi que nous faisons les choses au Canada. Les Canadiens se contentent d'une simple poignée de main. Ils regardent les gens dans les yeux, prennent un engagement et le respectent.

Avant le 2 mai, le premier ministre a regardé les Canadiens dans les yeux, et il leur a dit qu'il allait investir dans les soins de santé et maintenir les transferts au titre des soins de santé, que c'était cela sa priorité. Il a également dit qu'il ne toucherait pas à la sécurité de la retraite et à la Sécurité de la vieillesse, et qu'il ne modifierait pas l'âge de la retraite.

• (1305)

Le premier ministre a aussi dit qu'il maintiendrait les services. Ce sont les engagements qu'il a pris et les Canadiens s'attendaient à ce

qu'il les respecte. En décembre, à Victoria, la question des transferts en matière de santé a ressurgi. J'y reviendrai un peu plus tard.

Au lieu de s'occuper de la Sécurité de la vieillesse, que le premier ministre s'était engagé à conserver mais qu'il a maintenant démolie dans ce budget, et au lieu de maintenir les services dont les familles canadiennes dépendent, le premier ministre et le gouvernement semblent vouloir faire autre chose. Depuis des semaines, nous entendons parler des F-35, l'un des projets de prédilection du gouvernement, au sujet duquel l'opposition néo-démocrate a posé beaucoup de questions solides.

Nous avons talonné le gouvernement pour qu'il soit honnête à ce sujet, mais il n'a jamais répondu et il continue de vouloir dépenser l'argent des Canadiens sur les F-35. Je tiens à ce que soit consigné au compte rendu exactement ce que de nombreuses personnes pensent à propos de l'absence d'appel d'offres et des dépassements de coûts des F-35. Au départ, le remplacement des CF-18 devait coûter environ 9 milliards de dollars, maintenant on parle de quelque 40 milliards de dollars, mais personne ne sait vraiment combien il en coûtera. Nous avons constamment posé des questions, mais nous n'avons jamais reçu de réponse. Selon le directeur parlementaire du budget, c'était 30 milliards de dollars, mais c'était avant les derniers dépassements de coûts. S'agit-il de 40 milliards de dollars ou est-ce davantage? Personne ne le sait. Toutefois, un budget, c'est une question de choix.

Le gouvernement dit qu'il doit réduire les dépenses liées à la Sécurité de la vieillesse, aux programmes et aux services dont dépendent les familles canadiennes, qu'il doit réduire, à long terme, les transferts en matière de santé et réduire les dépenses liées à la santé de façon telle que ces services ne seront plus disponibles lorsque les Canadiens en auront besoin. Quand un gouvernement fait ce genre de choix, il doit expliquer pourquoi il investit dans d'autres domaines. En dépit des questions que nous avons posées, en dépit du fait que nous avons soulevé ce problème à maintes reprises à la Chambre des communes, le gouvernement conservateur n'a jamais expliqué combien coûteront les F-35 et pourquoi il insiste tant pour les acheter.

J'aimerais lire un article de Geoffrey Stevens, du *Waterloo Region Record*. M. Stevens écrit: « Débarrassons-nous des chasseurs pour adoucir un budget au goût amer. »

L'auteur ajoute que le ministre des Finances va dévoiler un budget qui va causer des pleurs et des grincements de dents. Il a bien vu. Il parle des réductions de services et de la fermeture de bureaux gouvernementaux. Pour mieux faire passer la pilule du budget, l'auteur propose au gouvernement d'annoncer qu'il a décidé de ne plus acheter les F-35 de Lockheed Martin aux États-Unis et d'utiliser à la place l'argent pour améliorer le régime de pensions des aînés canadiens. Cela me semble être une suggestion sensée. Pourquoi ne pas investir dans les pensions, faire une croix sur les F-35 et lancer un appel d'offres pour le remplacement des CF-18? Ça aurait beaucoup de sens.

Il décrit aussi en ces mots le bilan du gouvernement conservateur:

Il n'a pas organisé de concours pour déterminer quel appareil, parmi ceux offerts sur le marché, convenait le mieux aux besoins du Canada. S'il l'avait fait, il aurait peut-être, en songeant à la sécurité des patrouilles dans le Nord, choisi un appareil à deux moteurs plutôt que le F-35, qui n'en a qu'un. Il ne s'est pas demandé si, compte tenu du rôle du Canada sur l'échiquier mondial, notre pays a vraiment besoin d'un avion haut de gamme capable d'échapper aux radars tout en détruisant les défenses ennemies.

Le budget

Le gouvernement n'a même pas lancé d'appel d'offres auprès des constructeurs d'avions pour tenter d'obtenir le meilleur prix possible. Il n'a pas non plus songé au fait qu'en commandant un appareil qui en est encore à l'étape du développement, deux choses risquent fort de se produire: le prix va augmenter et les avions ne sortiront jamais de l'usine dans les délais impartis. Ces deux choses sont en train de se produire.

Les gouvernements n'aiment pas admettre leurs erreurs. « Je me suis trompé » sont les mots les plus difficiles à prononcer pour un politicien [conservateur]. Mais [le premier ministre] n'aurait pas vraiment à admettre que son gouvernement a eu tort. Il pourrait avoir constaté que les conditions ont changé, c'est-à-dire qu'il y a eu des dépassements de coûts et des retards de production, sans parler de l'incapacité des F-35 à répondre aux critères de rendement [...] Selon moi, le F-35 ressemble de plus en plus à l'Edsel du ciel.

Compte tenu des circonstances, [le premier ministre] pourrait demander aux Canadiens s'il ne serait pas plus prudent pour le gouvernement fédéral de mettre en veilleuse le F-35 et [de procéder à un nouvel appel d'offres].

• (1310)

C'est Geoffrey Stevens qui a écrit cela dans le *Waterloo Region Record*.

La population est manifestement à l'écoute. Elle est très inquiète. Elle fait le lien entre les compressions imposées au chapitre des pensions que touchent les ménages ordinaires et la facture faramineuse des F-35, les dépassements de coûts, les problèmes de sous-performance et les retards.

Je tenais simplement à signaler une fois de plus certains des problèmes qui ont marqué le dossier des F-35 et à rappeler que « Lockheed a déclaré que les États-Unis entendent ralentir la production, ce qui l'empêchera de réduire le coût de l'avion ».

Voici un bref récapitulatif de ce qui se passe dans d'autres pays:

La Grande-Bretagne [...] a fait savoir en 2010, dans le cadre d'un examen de la défense, qu'elle entendait réduire sa commande de 138 chasseurs F-35 et ne plus opter pour la version à décollage court. La semaine dernière, un fonctionnaire britannique a rapporté que le gouvernement ne déciderait qu'en 2015 du nombre de F-35 qu'il se procurerait [...] La Turquie a déjà sabré de moitié sa commande initiale de quatre avions, et l'Australie revoit le moment d'acheter le deuxième lot de 12 appareils de sa commande initiale [...] en raison du ralentissement attribuable aux États-Unis [...] L'Italie, seul autre acheteur de la version du F-35 à décollage court, a laissé entendre qu'elle pourrait réduire massivement sa commande globale de 131 appareils [...] Le Parlement de la Norvège a approuvé l'été dernier l'achat de 4 chasseurs F-35 d'entraînement et devrait décider cette année s'il donnera suite au projet d'en acheter jusqu'à 52 autres.

L'achat des F-35 est manifestement un fiasco. Il n'y a pas d'autre façon de le dire.

M. Robert Chisholm: Il faut trouver un autre avion pour remplacer les CF-18.

M. Peter Julian: Exactement.

Ce que nous disons, c'est qu'il faut assurer un suivi serré des coûts par rapport à la facture initiale de 9 milliards de dollars. C'est ce que nous faisons valoir.

Au Canada, les personnes âgées actuelles et à venir doivent abandonner leur Sécurité de la vieillesse et leurs prestations. Les familles canadiennes doivent mettre une croix sur leurs services.

M. Robert Chisholm: Selon l'Association canadienne des individus retraités, la prochaine génération sera pénalisée.

M. Peter Julian: Comme l'a soutenu l'Association canadienne des individus retraités et l'a répété de façon si éloquente le député de Dartmouth—Cole Harbour, nous pénalisons les générations futures afin de canaliser des dizaines de milliards de dollars dans un fiasco qui accumule les dépassements des coûts. À notre avis, les familles canadiennes méritent beaucoup mieux que ça.

[Français]

Ça, c'était la question des F-35. Je vais maintenant aborder la question des prisons. C'est la deuxième partie de ce qu'on discute aujourd'hui parce que ce sont les deux priorités de ce gouvernement.

On a déjà constaté les compressions budgétaires, les coupes dans la Sécurité de la vieillesse. On a déjà vu comment ce gouvernement s'attaque aux familles ordinaires partout au pays. Les familles de la classe moyenne et les Canadiens les plus pauvres sont touchés par les coupes dans les services. Dans ce budget, le gouvernement prétend que les projets de loi qu'il propose ne coûteront absolument rien, entre autres celui qui touche la criminalité.

Tout d'abord, il faut dire qu'on est dans une période où il y a une baisse de la criminalité, où le nombre de crimes au pays diminue. En même temps, le gouvernement a fait des coupes importantes dans les programmes de prévention et de lutte contre la criminalité partout au pays. On sait très bien que si on dépense un dollar ou une centime noire pour un programme visant à prévenir les crimes, on épargnera plus tard six fois ce montant, soit 6 \$ ou 6 ¢ dans tous les autres aspects du système judiciaire, que ce soit les coûts liés aux policiers et aux cours pénales et, bien sûr, aux prisons. Or ce gouvernement a justement coupé dans les programmes de prévention et de lutte contre la criminalité.

Ensuite, au lieu de présenter un programme sur lequel on serait d'accord, le gouvernement présente son programme sur les prisons. Dans le budget, le gouvernement dit que ça ne coûtera rien. Franchement, on n'y croit pas. Dans les études qui ont été effectuées, le gouvernement n'a jamais divulgué le vrai coût de ses programmes et de ses projets de loi. Il n'a jamais fait d'estimation ni calcul. Comme ancien administrateur financier, je me demande qui pourrait aller de l'avant avec un projet de loi sans faire le moindre calcul des coûts qu'il va entraîner.

Dans ce cas-ci, le gouvernement n'a pas fait de calcul ni d'estimation. Il n'a aucune idée des coûts. Même dans le budget, le gouvernement dit clairement qu'on n'a pas besoin des prisons. Les provinces partout au pays savent très bien que les projets de loi un peu bric-à-brac que le gouvernement a présentés l'un après l'autre vont coûter très cher aux contribuables. Cela obligera nécessairement les provinces à construire des prisons et on sait aussi combien ça va nous coûter.

L'Institut de recherche et d'informations socio-économiques a justement fait une étude sur tous ces aspects. C'est dommage que le gouvernement n'ait pas tenté de faire la même chose. Je sais que le directeur parlementaire du budget a fait une bonne estimation du coût de certains aspects des programmes, mais la seule estimation valable, le seul calcul valable et complet sur les coûts de ces programmes vient de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques. Je le cite:

Don Head, commissaire du SCC [en faisant ces calculs], a plus tard affirmé qu'il projetait une augmentation du nombre de prisonniers fédéraux de l'ordre de 3 400 personnes et qu'il faudrait créer plus de 2 700 places additionnelles, au coût de 2 G\$, pour supporter cette augmentation.

Cette augmentation découle des projets de loi que ce gouvernement a mis en avant sans en avoir calculé les coûts. Cela aura aussi un impact sur les provinces.

• (1315)

L'étude dit ceci plus loin:

Le budget

Bien qu'adoptés par le Parlement fédéral, plusieurs des projets de loi déposés auront d'importantes conséquences sur les finances publiques provinciales. Selon les évaluations [...] pour le projet C-25, ce sont les provinces qui devront assumer la plus grande part des nouveaux besoins de financement du système carcéral. Le DBP prédit que, pour le seul cas, par exemple, de la Loi sur l'adéquation de la peine et du crime, entrée en vigueur le 22 février dernier, la responsabilité des provinces/territoires dans le financement du système carcéral passera de 49 % à 56 % en regard du palier fédéral. Les provinces devront assumer 78 % des coûts de construction de cellules neuves, c'est-à-dire 12 655 M\$. La part du Québec pourrait à elle seule s'élever à 2 670 M\$. Rien n'indique une inversion de cette tendance avec les futurs projets de loi.

En ce qui concerne l'ensemble des calculs relatifs aux constructions, mais aussi les coûts annuels qui viennent avec ces projets de loi, des chercheurs renommés de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques, des gens bien réputés, disent ceci:

Cette note socio-économique a démontré le caractère trompeur des affirmations du gouvernement canadien en ce qui a trait à ses politiques de lutte à la criminalité. Les modifications apportées par les projets de loi C-25 et C-10 risquent fort de n'avoir aucun impact sur le taux de criminalité au Canada. Comme l'expérience des dernières années le démontre, une approche qui mise davantage sur la réinsertion et la réhabilitation des délinquants est plus à même de faire diminuer efficacement le nombre de crimes commis. Ce que la présente note ajoute au dossier, c'est qu'en plus d'être inefficaces, les mesures adoptées par le gouvernement s'avéreront très coûteuses pour les contribuables.

Ceci est un aspect très important.

Elles exigeront des investissements d'au moins 18 802 M\$ dans les infrastructures carcérales, ainsi que des coûts récurrents de un 1 616 M\$ pour le fédéral et de 2 222 M\$ pour les provinces. En plus des investissements fédéraux, les modifications instaurées forceront Québec à investir 3 057 M\$ dans ses propres infrastructures. Aussi, le projet de loi C-25 engendrera pour la province des coûts annuels supplémentaires de 407 M\$, et le projet de loi C-10, de 82 M\$. Le gouvernement du Québec prévoyait une enveloppe de 379 M\$ pour la gestion de ses prisons en 2011-2012. Ces coûts annuels supplémentaires représenteront donc une augmentation de 129 %.

Comme le ministre de la justice [...] nous a promis que: « ceci ne marque pas la fin; ceci n'est que le début de nos efforts à cet égard. Nous allons aussi introduire d'autres législations », il nous semble important de rappeler l'existence d'autres pistes de solution. Par la réinsertion et la réhabilitation, le gouvernement dépenserait beaucoup moins pour ses prisons – ce qui lui laisserait une plus grande marge de manoeuvre pour investir dans ses politiques sociales – et il miserait sur une approche qui a fait ses preuves.

Ceci est extrêmement important. On vient de parler de deux projets. L'un coûtera vraisemblablement autour de 40 milliards de dollars et l'autre coûte 19 milliards de dollars avec des coûts annuels qui se situeront entre 1 et 2 milliards de dollars.

Pour nous, toutes ces priorités sont invraisemblables. Il y a un énorme manque de crédibilité quand le gouvernement nous dit que, à l'avenir, pour les personnes âgées, pour les familles ordinaires, il y aura des compressions, mais que pour les projets qui lui sont chers, il peut dépenser n'importe quel montant d'argent.

Nous disons que les familles canadiennes méritent mieux que cela.

• (1320)

Je dirai honnêtement que le caucus néo-démocrate est vraiment le meilleur caucus au monde, formé de gens dynamiques et énergiques.

• (1325)

[Traduction]

On ne croirait pas que la fin de semaine dernière, à la veille de ces délibérations budgétaires, nous avons eu un congrès à la direction qui nous a privés de sommeil. Notre nouveau chef, le député d'Outremont, est en poste. Malgré cette fin de semaine chargée, les troupes néo-démocrates font encore preuve de beaucoup d'énergie. C'est beau à voir. Quel groupe formidable. Imaginons combien d'énergie de plus nous aurons quand, le 20 octobre 2015, nous formerons le premier gouvernement néo-démocrate.

Le gouvernement néo-démocrate ne dépensera pas 40 milliards de dollars pour un avion de combat, dont le prix a tout simplement flambé. Nous exercerons un contrôle rigoureux sur les budgets pour que des choses de ce genre ne se produisent pas. Si un projet déraile, nous le supprimerons. Nous ne dépenserons pas 19 milliards de dollars pour la construction de prisons alors que, dans les faits, le taux de criminalité est en baisse. À notre avis, il faut investir dans les programmes de prévention du crime. Nous devrions investir dans des programmes visant à réduire encore davantage le taux de criminalité et dans des programmes de lutte contre la toxicomanie.

Nous prendrons des mesures touchant les policiers, ainsi que les pompiers. Il est important de mentionner qu'il y a cinq ans, les conservateurs ont voté pour la motion du NPD proposant la création d'un fonds d'indemnisation pour les agents de la sécurité publique afin de fournir une aide aux familles des pompiers ou des policiers morts en service. Voilà six ans que le NPD, les pompiers et les policiers attendent que le gouvernement conservateur crée ce fonds, mais il ne l'a pas encore fait. Les conservateurs ont laissé tomber les policiers et les pompiers. Lorsque le Nouveau Parti démocratique sera porté au pouvoir, une de nos priorités sera la création d'un fonds d'indemnisation pour les agents de la sécurité publique.

En fin de compte, c'est ce que nous faisons au NPD. Nous prenons soin des familles et de la population au Canada. Nous travaillons très fort. Les députés du NPD ont la réputation de défendre leur circonscription bec et ongles. Nous ne ménageons pas nos efforts. Nous avons vu l'énergie déployée par les députés, même au cours de la dernière heure. C'est remarquable si l'on considère que tout le monde a fait des quarts doubles ou triples tous les jours pendant les dernières semaines.

Nous faisons cela parce que notre énergie nous vient des familles canadiennes. Nous les représentons, car nous croyons sincèrement que notre rôle est de défendre leurs intérêts et de faire entendre leur voix à la Chambre des communes.

Les nombreux messages que j'ai reçus par courriel et par télécopieur ainsi que par l'entremise de Facebook et de Twitter témoignent tous du fait que la majorité des Canadiens s'inquiètent au sujet de la direction vers laquelle se dirige le pays. Ils se désolent de voir le Canada devenir un pays où la plus grosse part du gâteau semble revenir à une infime minorité et où les familles canadiennes sont de plus en plus laissées pour compte. Ils sont préoccupés par le sort des familles, qui ont toujours plus de peine à boucler leur budget en raison de leurs salaires qui diminuent progressivement, mais inexorablement. Ils s'inquiètent au sujet des familles de leur voisinage qui perdent leur gagne-pain à cause de la fermeture d'usines. Plus tôt ce matin, j'ai parlé des dizaines d'usines et de manufactures qui ont fermé leurs portes au pays ces derniers mois. Les Canadiens se méfient de ce qui leur semble un gouvernement mesquin, qui bafoue la démocratie, qui ne respecte pas l'opinion d'autrui et qui estime que les aimés d'aujourd'hui et de demain devront payer la note de l'importance démesurée qu'il accorde aux prisons et aux avions de combat, et ce, au détriment des futurs retraités et des services sur lesquels comptent les familles canadiennes.

C'est le sort qui attend un nombre grandissant de familles canadiennes, et celles-ci sont très inquiètes.

Le gouvernement conservateur a été élu le 2 mai en promettant de maintenir le financement des soins de santé, la sécurité de la retraite et les services aux familles canadiennes.

Initiatives parlementaires

Ce budget est une trahison. Il trahit les promesses solennelles du premier ministre, qui a affirmé ceci, en regardant les Canadiens droit dans les yeux et en leur serrant la main: « Je ne toucherai pas aux transferts en matière de santé. Je ne toucherai pas à la sécurité de la retraite. Je ne toucherai pas aux services dont a besoin votre famille. » C'est une trahison...

• (1330)

La vice-présidente: Je dois interrompre le député.

[Français]

Comme il est 13 h 30, la Chambre abordera maintenant l'étude des affaires émanant des députés, selon l'ordre indiqué au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Français]

LE CODE CRIMINEL

La Chambre passe à l'étude du projet de loi C-310, Loi modifiant le Code criminel (traite des personnes), dont le comité a fait rapport avec des propositions d'amendement.

La vice-présidente: Comme il n'y a aucune motion à l'étape du rapport, la Chambre procédera maintenant, sans débat, à la mise aux voix de la motion d'adoption à l'étape du rapport.

[Traduction]

Mme Joy Smith (Kildonan—St. Paul, PCC) propose que le projet de loi soit agréé.

[Français]

La vice-présidente: Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

La vice-présidente: Que tous ceux qui appuient la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

La vice-présidente: Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

La vice-présidente: À mon avis, les oui l'emportent.

Et cinq députés ou plus s'étant levés:

La vice-présidente: Conformément à l'article 98 du Règlement, le vote par appel nominal est différé jusqu'au mercredi 4 avril 2012, juste avant la période prévue pour les affaires émanant des députés.

[Traduction]

Comme il est 13 h 30, la Chambre s'ajourne au lundi 2 avril, à 11 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 13 h 32.)

ANNEXE

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION
ET L'AFFILIATION POLITIQUE;
COMITÉS DE LA CHAMBRE,
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

OCCUPANTS DU FAUTEUIL

Le Président

L'HON. ANDREW SCHEER

La Vice-présidente et présidente des comités pléniers

MME DENISE SAVOIE

Le vice-président des comités pléniers

M. BARRY DEVOLIN

Le vice-président adjoint des comités pléniers

M. BRUCE STANTON

BUREAU DE RÉGIE INTERNE

L'HON. ANDREW SCHEER

MME CHRIS CHARLTON

M. JOE COMARTIN

MME JUDY FOOTE

L'HON. ROB MERRIFIELD

L'HON. GORDON O'CONNOR

L'HON. PETER VAN LOAN

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Première session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Ablonczy, L'hon. Diane, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires).....	Calgary—Nose Hill.....	Alberta	PCC
Adams, Eve, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants.....	Mississauga—Brampton-Sud... ..	Ontario	PCC
Adler, Mark.....	York-Centre	Ontario	PCC
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord	Nunavut	Nunavut	PCC
Albas, Dan.....	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique ...	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	Ontario	PCC
Alexander, Chris, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Ajax—Pickering	Ontario	PCC
Allen, Malcolm.....	Welland	Ontario	NPD
Allen, Mike.....	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	PCC
Allison, Dean.....	Niagara-Ouest—Glanbrook	Ontario	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	Ontario	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine	Edmonton—Spruce Grove	Alberta	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	PCC
Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé.....	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	PCC
Andrews, Scott	Avalon	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	Ontario	NPD
Armstrong, Scott	Cumberland—Colchester— Musquodoboit Valley	Nouvelle-Écosse	PCC
Ashfield, L'hon. Keith, ministre des Pêches et des Océans et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique.....	Fredericton	Nouveau-Brunswick	PCC
Ashton, Niki.....	Churchill.....	Manitoba	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	Ontario	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior.....	Colombie-Britannique ...	NPD
Aubin, Robert	Trois-Rivières	Québec	NPD
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	Québec	NPD
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean.....	Ontario	PCC
Bateman, Joyce.....	Winnipeg-Centre-Sud.....	Manitoba	PCC
Bélangier, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellavance, André.....	Richmond—Arthabaska	Québec	BQ
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's.....	Ontario	Lib.
Benoit, Leon.....	Vegreville—Wainwright	Alberta	PCC
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	Québec	NPD
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)	Beauce	Québec	PCC
Bevington, Dennis	Western Arctic	Territoires du Nord- Ouest	NPD
Bezan, James	Selkirk—Interlake.....	Manitoba	PCC
Blanchette, Denis.....	Louis-Hébert	Québec	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane.....	Pierrefonds—Dollard	Québec	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre des Anciens Combattants.....	Lévis—Bellechasse	Québec	PCC
Block, Kelly	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	PCC
Boivin, Françoise.....	Gatineau	Québec	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Boughen, Ray	Palliser	Saskatchewan	PCC
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	Québec	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	Québec	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	Québec	NPD
Braid, Peter	Kitchener—Waterloo	Ontario	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	Lib.
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	Québec	NPD
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	Ontario	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Newmarket—Aurora	Ontario	PCC
Brown, Patrick	Barrie	Ontario	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	Manitoba	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	Ontario	PCC
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien	Oak Ridges—Markham	Ontario	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	Alberta	PCC
Cannan, Ron	Kelowna—Lake Country	Colombie-Britannique	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	Ontario	PCC
Caron, Guy	Rimouski-Neigette— Témiscouata—Les Basques	Québec	NPD
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Oshawa	Ontario	PCC
Casey, Sean	Charlottetown	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Cash, Andrew	Davenport	Ontario	NPD
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	Ontario	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	Québec	NPD
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	Nouvelle-Écosse	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	Ontario	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	Ontario	PCC
Choquette, François	Drummond	Québec	NPD
Chow, Olivia	Trinity—Spadina	Ontario	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	Ontario	NPD
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	Saskatchewan	PCC
Cleary, Ryan	St. John's-Sud—Mount Pearl	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Parry Sound—Muskoka	Ontario	PCC
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Québec	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	Ontario	NPD
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	Québec	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Nouvelle-Écosse	Lib.
Daniel, Joe	Don Valley-Est	Ontario	PCC
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	Ontario	PCC
Davies, Don	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	Québec	NPD
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Mississauga—Erindale	Ontario	PCC
Del Mastro, Dean, secrétaire parlementaire du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales	Peterborough	Ontario	PCC
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	Ontario	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	Ontario	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	Québec	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	Colombie-Britannique	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	Québec	NPD
Dreeshen, Earl	Red Deer	Alberta	PCC
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	Québec	NPD
Duncan, L'hon. John, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	PCC
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	Alberta	NPD
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	Québec	NPD
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	St. Catharines	Ontario	PCC
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Fantino, L'hon. Julian, ministre associé de la Défense nationale	Vaughan	Ontario	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Abbotsford	Colombie-Britannique	PCC
Findlay, Kerry-Lynne D., secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Delta—Richmond-Est	Colombie-Britannique	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Haldimand—Norfolk	Ontario	PCC
Flaherty, L'hon. Jim, ministre des Finances	Whitby—Oshawa	Ontario	PCC
Fletcher, L'hon. Steven, ministre d'État (Transports)	Charleswood—St. James—Assiniboia	Manitoba	PCC
Foote, Judy	Random—Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	Québec	BQ
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	Québec	NPD
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	Ontario	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	PCC
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	NPD
Genest, Réjean	Shefford	Québec	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	Québec	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	Québec	NPD
Gill, Parm	Brampton—Springdale	Ontario	PCC
Glover, Shelly, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Saint-Boniface	Manitoba	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	PCC
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Alberta	Cons. ind.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	Ontario	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	Ontario	PCC
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	Québec	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	Ontario	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	Colombie-Britannique	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	Québec	NPD
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	Alberta	PCC
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	NPD
Harris, Jack	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	NPD
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	Colombie-Britannique	PCC
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	Québec	NPD
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	Alberta	PCC
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	Ontario	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	Colombie-Britannique	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	Alberta	PCC
Hoback, Randy	Prince Albert	Saskatchewan	PCC
Hoepfner, Candice, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	Portage—Lisgar	Manitoba	PCC
Holder, Ed	London-Ouest	Ontario	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	Ontario	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	NPD
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	Québec	NPD
James, Roxanne	Scarborough-Centre	Ontario	PCC
Jean, Brian	Fort McMurray—Athabasca	Alberta	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	Colombie-Britannique	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	Colombie-Britannique	PCC
Karygiannis, L'hon. Jim	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et pour la porte d'entrée de l'Atlantique	South Shore—St. Margaret's	Nouvelle-Écosse	PCC
Kellway, Matthew	Beaches—East York	Ontario	NPD
Kenney, L'hon. Jason, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	Alberta	PCC
Kent, L'hon. Peter, ministre de l'Environnement	Thornhill	Ontario	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	Nouvelle-Écosse	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	Ontario	PCC
Lake, Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	Alberta	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Manitoba	Lib.
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	Québec	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	Québec	NPD
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	Ontario	PCC
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	Québec	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	Québec	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Nouveau-Brunswick	Lib.
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	Québec	NPD
Leef, Ryan	Yukon	Yukon	PCC
Leitch, Kellie, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	Simcoe—Grey	Ontario	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	PCC
Leslie, Megan	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	Ontario	PCC
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	NPD
Lizon, Wladyslaw	Mississauga-Est—Cooksville	Ontario	PCC
Lobb, Ben	Huron—Bruce	Ontario	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	PCC
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Défense nationale	Nova-Centre	Nouvelle-Écosse	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	Ontario	PCC
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	Québec	NPD
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	Ontario	NPD
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	Manitoba	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	Ontario	NPD
Mathyssen, Irene	London—Fanshawe	Ontario	NPD
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	PCC
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Ontario	Lib.
McColeman, Phil	Brant	Ontario	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Ontario	Lib.
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national	Kamloops—Thompson— Cariboo	Colombie-Britannique	PCC
Menegakis, Costas	Richmond Hill	Ontario	PCC
Menzies, L'hon. Ted, ministre d'État (Finances)	Macleod	Alberta	PCC
Merrifield, L'hon. Rob	Yellowhead	Alberta	PCC
Michaud, Élane	Portneuf—Jacques-Cartier	Québec	NPD
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	PCC
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	Québec	NPD
Moore, L'hon. James, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	PCC
Moore, L'hon. Rob	Fundy Royal	Nouveau-Brunswick	PCC
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	Québec	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Mourani, Maria	Ahuntsic	Québec	BQ
Mulcair, Thomas, chef de l'opposition	Outremont	Québec	NPD
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	Québec	NPD
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	Ontario	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil-Soulanges	Québec	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Niagara Falls	Ontario	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	Ontario	PCC
Nunez-Melo, José	Laval	Québec	NPD
O'Connor, L'hon. Gordon, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Carleton—Mississippi Mills	Ontario	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	Nouveau-Brunswick	PCC
Obhrai, Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Calgary-Est	Alberta	PCC
Oda, L'hon. Bev, ministre de la Coopération internationale	Durham	Ontario	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Ressources naturelles	Eglinton—Lawrence	Ontario	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	Ontario	PCC
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Québec	Lib.
Papillon, Annick	Québec	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)	Mégantic—L'Érable	Québec	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	Québec	NPD
Payne, LaVar	Medicine Hat	Alberta	PCC
Péclet, Ève	La Pointe-de-l'Île	Québec	NPD
Penashue, L'hon. Peter, ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	PCC
Perreault, Manon	Montcalm	Québec	NPD
Pilon, François	Laval—Les Îles	Québec	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	Québec	BQ
Poillievre, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Nepean—Carleton	Ontario	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	Ontario	PCC
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	Québec	NPD
Rae, L'hon. Bob	Toronto-Centre	Ontario	Lib.
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	Ontario	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre du Travail	Halton	Ontario	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	Alberta	PCC
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	Alberta	PCC
Ravnat, Mathieu	Pontiac	Québec	NPD
Raynault, Francine	Joliette	Québec	NPD
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	PCC
Rempel, Michelle, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Calgary-Centre-Nord	Alberta	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	Alberta	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	Alberta	PCC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Rickford, Greg, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, pour l'Agence canadienne de développement économique du Nord et pour l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	Ontario	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	PCC
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	Québec	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	Québec	NPD
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	NPD
Savoie, Denise, La Vice-présidente	Victoria	Colombie-Britannique	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	North Vancouver	Colombie-Britannique	PCC
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	Ontario	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth	Ontario	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest	Ontario	PCC
Sellah, Djaouida	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	NPD
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre du Revenu national	Egmont	Île-du-Prince-Édouard	PCC
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	Alberta	PCC
Simms, Scott	Bonavista—Gander—Grand Falls—Windsor	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Sims, Jinny Jogindera	Newton—Delta-Nord	Colombie-Britannique	NPD
Sitsabaiesan, Rathika	Scarborough—Rouge River	Ontario	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	Manitoba	PCC
Sopuck, Robert	Dauphin—Swan River—Marquette	Manitoba	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	Alberta	PCC
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain	Québec	Lib.
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	Ontario	PCC
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	Alberta	PCC
Strahl, Mark	Chilliwack—Fraser Canyon	Colombie-Britannique	PCC
Sullivan, Mike	York-Sud—Weston	Ontario	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	Ontario	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury	Ontario	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	Ontario	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	Manitoba	PCC
Toews, L'hon. Vic, ministre de la Sécurité publique	Provencher	Manitoba	PCC
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	Québec	NPD
Tremblay, Jonathan	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	Québec	NPD
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	PCC
Trottier, Bernard	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	PCC
Trudeau, Justin	Papineau	Québec	Lib.
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord	Ontario	PCC
Turmel, Nycole	Hull—Aylmer	Québec	NPD

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Tweed, Merv	Brandon—Souris	Manitoba	PCC
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Réforme démocratique)	Edmonton—Sherwood Park	Alberta	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie)	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	PCC
Valeriotte, Frank	Guelph	Ontario	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	Ontario	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	Ontario	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	PCC
Wallace, Mike	Burlington	Ontario	PCC
Warawa, Mark	Langley	Colombie-Britannique	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	Alberta	PCC
Watson, Jeff	Essex	Ontario	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	Colombie-Britannique	PCC
Weston, Rodney	Saint John	Nouveau-Brunswick	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	Colombie-Britannique	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	Ontario	PCC
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)	Blackstrap	Saskatchewan	PCC
Young, Terence	Oakville	Ontario	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	Colombie-Britannique	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	PCC

LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Première session, Quarante-et-unième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
ALBERTA (28)		
Ablonczy, L'hon. Diane, ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires)	Calgary—Nose Hill	PCC
Ambrose, L'hon. Rona, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine	Edmonton—Spruce Grove	PCC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	PCC
Benoit, Leon	Vegreville—Wainwright	PCC
Calkins, Blaine	Wetaskiwin	PCC
Dreeshen, Earl	Red Deer	PCC
Duncan, Linda	Edmonton—Strathcona	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Est	Cons. ind.
Harper, Le très hon. Stephen, premier ministre	Calgary-Sud-Ouest	PCC
Hawn, L'hon. Laurie	Edmonton-Centre	PCC
Hillyer, Jim	Lethbridge	PCC
Jean, Brian	Fort McMurray—Athabasca	PCC
Kenney, L'hon. Jason, ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme	Calgary-Sud-Est	PCC
Lake, Mike, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Edmonton—Mill Woods—Beaumont	PCC
Menzies, L'hon. Ted, ministre d'État (Finances)	Macleod	PCC
Merrifield, L'hon. Rob	Yellowhead	PCC
Obhrai, Deepak, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Calgary-Est	PCC
Payne, LaVar	Medicine Hat	PCC
Rajotte, James	Edmonton—Leduc	PCC
Rathgeber, Brent	Edmonton—St. Albert	PCC
Rempel, Michelle, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Calgary-Centre-Nord	PCC
Richards, Blake	Wild Rose	PCC
Richardson, Lee	Calgary-Centre	PCC
Shory, Devinder	Calgary-Nord-Est	PCC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	PCC
Storseth, Brian	Westlock—St. Paul	PCC
Uppal, L'hon. Tim, ministre d'État (Réforme démocratique)	Edmonton—Sherwood Park	PCC
Warkentin, Chris	Peace River	PCC
COLOMBIE-BRITANNIQUE (36)		
Albas, Dan	Okanagan—Coquihalla	PCC
Atamanenko, Alex	Colombie-Britannique-Southern Interior	NPD
Cannan, Ron	Kelowna—Lake Country	PCC
Crowder, Jean	Nanaimo—Cowichan	NPD
Cullen, Nathan	Skeena—Bulkley Valley	NPD
Davies, Don	Vancouver Kingsway	NPD
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Donnelly, Fin	New Westminster—Coquitlam	NPD
Duncan, L'hon. John, ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien	Île de Vancouver-Nord	PCC
Fast, L'hon. Ed, ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Abbotsford	PCC
Findlay, Kerry-Lynne D., secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Delta—Richmond-Est	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Lib.
Garrison, Randall	Esquimalt—Juan de Fuca	NPD
Grewal, Nina	Fleetwood—Port Kells	PCC
Harris, Richard	Cariboo—Prince George	PCC
Hiebert, Russ	Surrey-Sud—White Rock—Cloverdale	PCC
Julian, Peter	Burnaby—New Westminster	NPD
Kamp, Randy, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique	Pitt Meadows—Maple Ridge—Mission	PCC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	PCC
May, Elizabeth	Saanich—Gulf Islands	PV
Mayes, Colin	Okanagan—Shuswap	PCC
McLeod, Cathy, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national	Kamloops—Thompson—Cariboo	PCC
Moore, L'hon. James, ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles	Port Moody—Westwood—Port Coquitlam	PCC
Murray, Joyce	Vancouver Quadra	Lib.
Sandhu, Jasbir	Surrey-Nord	NPD
Savoie, Denise, La Vice-présidente	Victoria	NPD
Saxton, Andrew, secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	North Vancouver	PCC
Sims, Jinny Jogindera	Newton—Delta-Nord	NPD
Stewart, Kennedy	Burnaby—Douglas	NPD
Strahl, Mark	Chilliwack—Fraser Canyon	PCC
Warawa, Mark	Langley	PCC
Weston, John	West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country	PCC
Wilks, David	Kootenay—Columbia	PCC
Wong, L'hon. Alice, ministre d'État (Aînés)	Richmond	PCC
Young, Wai	Vancouver-Sud	PCC
Zimmer, Bob	Prince George—Peace River	PCC
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)		
Casey, Sean	Charlottetown	Lib.
Easter, L'hon. Wayne	Malpeque	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence	Cardigan	Lib.
Shea, L'hon. Gail, ministre du Revenu national	Egmont	PCC
MANITOBA (14)		
Ashton, Niki	Churchill	NPD
Bateman, Joyce	Winnipeg-Centre-Sud	PCC
Bezan, James	Selkirk—Interlake	PCC
Bruinooge, Rod	Winnipeg-Sud	PCC
Fletcher, L'hon. Steven, ministre d'État (Transports)	Charleswood—St. James—Assiniboia	PCC
Glover, Shelly, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Saint-Boniface	PCC
Hoepfner, Candice, secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique	Portage—Lisgar	PCC
Lamoureux, Kevin	Winnipeg-Nord	Lib.
Martin, Pat	Winnipeg-Centre	NPD
Smith, Joy	Kildonan—St. Paul	PCC
Sopuck, Robert	Dauphin—Swan River—Marquette	PCC
Toet, Lawrence	Elmwood—Transcona	PCC
Toews, L'hon. Vic, ministre de la Sécurité publique	Provencher	PCC
Tweed, Merv	Brandon—Souris	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
NOUVEAU-BRUNSWICK (10)		
Allen, Mike	Tobique—Mactaquac	PCC
Ashfield, L'hon. Keith, ministre des Pêches et des Océans et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique	Fredericton	PCC
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	NPD
Goguen, Robert, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice	Moncton—Riverview—Dieppe	PCC
LeBlanc, L'hon. Dominic	Beauséjour	Lib.
Moore, L'hon. Rob	Fundy Royal	PCC
O'Neill Gordon, Tilly	Miramichi	PCC
Valcourt, L'hon. Bernard, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie)	Madawaska—Restigouche	PCC
Weston, Rodney	Saint John	PCC
Williamson, John	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PCC
NOUVELLE-ÉCOSSE (11)		
Armstrong, Scott	Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley	PCC
Brison, L'hon. Scott	Kings—Hants	Lib.
Chisholm, Robert	Dartmouth—Cole Harbour	NPD
Cuzner, Rodger	Cape Breton—Canso	Lib.
Eyking, L'hon. Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international, pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et pour la porte d'entrée de l'Atlantique	South Shore—St. Margaret's	PCC
Kerr, Greg	Nova-Ouest	PCC
Leslie, Megan	Halifax	NPD
MacKay, L'hon. Peter, ministre de la Défense nationale	Nova-Centre	PCC
Regan, L'hon. Geoff	Halifax-Ouest	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Eastern Shore	NPD
NUNAVUT (1)		
Aglukkaq, L'hon. Leona, ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord	Nunavut	PCC
ONTARIO (106)		
Adams, Eve, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens Combattants	Mississauga—Brampton-Sud	PCC
Adler, Mark	York-Centre	PCC
Albrecht, Harold	Kitchener—Conestoga	PCC
Alexander, Chris, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Ajax—Pickering	PCC
Allen, Malcolm	Welland	NPD
Allison, Dean	Niagara-Ouest—Glanbrook	PCC
Ambler, Stella	Mississauga-Sud	PCC
Angus, Charlie	Timmins—Baie James	NPD
Aspin, Jay	Nipissing—Timiskaming	PCC
Baird, L'hon. John, ministre des Affaires étrangères	Ottawa-Ouest—Nepean	PCC
Bélangier, L'hon. Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bennett, L'hon. Carolyn	St. Paul's	Lib.
Braid, Peter	Kitchener—Waterloo	PCC
Brown, Gordon	Leeds—Grenville	PCC
Brown, Lois, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Newmarket—Aurora	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Brown, Patrick	Barrie	PCC
Butt, Brad	Mississauga—Streetsville	PCC
Calandra, Paul, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien	Oak Ridges—Markham	PCC
Carmichael, John	Don Valley-Ouest	PCC
Carrie, Colin, secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé	Oshawa	PCC
Cash, Andrew	Davenport	NPD
Charlton, Chris	Hamilton Mountain	NPD
Chisu, Corneliu	Pickering—Scarborough-Est	PCC
Chong, L'hon. Michael	Wellington—Halton Hills	PCC
Chow, Olivia	Trinity—Spadina	NPD
Christopherson, David	Hamilton-Centre	NPD
Clement, L'hon. Tony, président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Parry Sound—Muskoka	PCC
Comartin, Joe	Windsor—Tecumseh	NPD
Daniel, Joe	Don Valley-Est	PCC
Davidson, Patricia	Sarnia—Lambton	PCC
Dechert, Bob, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Mississauga—Erindale	PCC
Del Mastro, Dean, secrétaire parlementaire du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales	Peterborough	PCC
Devolin, Barry, Le président suppléant	Haliburton—Kawartha Lakes—Brock	PCC
Dewar, Paul	Ottawa-Centre	NPD
Duncan, Kirsty	Etobicoke-Nord	Lib.
Dykstra, Rick, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	St. Catharines	PCC
Fantino, L'hon. Julian, ministre associé de la Défense nationale	Vaughan	PCC
Finley, L'hon. Diane, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences	Haldimand—Norfolk	PCC
Flaherty, L'hon. Jim, ministre des Finances	Whitby—Oshawa	PCC
Galipeau, Royal	Ottawa—Orléans	PCC
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	PCC
Gill, Parm	Brampton—Springdale	PCC
Goodyear, L'hon. Gary, ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)	Cambridge	PCC
Gosal, L'hon. Bal, ministre d'État (Sports)	Bramalea—Gore—Malton	PCC
Gravelle, Claude	Nickel Belt	NPD
Harris, Dan	Scarborough-Sud-Ouest	NPD
Hayes, Bryan	Sault Ste. Marie	PCC
Holder, Ed	London-Ouest	PCC
Hsu, Ted	Kingston et les Îles	Lib.
Hughes, Carol	Algoma—Manitoulin—Kapusking	NPD
Hyer, Bruce	Thunder Bay—Superior-Nord	NPD
James, Roxanne	Scarborough-Centre	PCC
Karygiannis, L'hon. Jim	Scarborough—Agincourt	Lib.
Kellway, Matthew	Beaches—East York	NPD
Kent, L'hon. Peter, ministre de l'Environnement	Thornhill	PCC
Kramp, Daryl	Prince Edward—Hastings	PCC
Lauzon, Guy	Stormont—Dundas—South Glengarry	PCC
Leitch, Kellie, secrétaire parlementaire de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	Simcoe—Grey	PCC
Lemieux, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture	Glengarry—Prescott—Russell	PCC
Leung, Chungsen, secrétaire parlementaire pour le Multiculturalisme	Willowdale	PCC
Lizon, Wladyslaw	Mississauga-Est—Cooksville	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Lobb, Ben	Huron—Bruce	PCC
MacKenzie, Dave	Oxford	PCC
Marston, Wayne	Hamilton-Est—Stoney Creek	NPD
Masse, Brian	Windsor-Ouest	NPD
Mathysen, Irene	London—Fanshawe	NPD
McCallum, L'hon. John	Markham—Unionville	Lib.
McColeman, Phil	Brant	PCC
McGuinty, David	Ottawa-Sud	Lib.
McKay, L'hon. John	Scarborough—Guildwood	Lib.
Menegakis, Costas	Richmond Hill	PCC
Miller, Larry	Bruce—Grey—Owen Sound	PCC
Nash, Peggy	Parkdale—High Park	NPD
Nicholson, L'hon. Rob, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Niagara Falls	PCC
Norlock, Rick	Northumberland—Quinte West	PCC
O'Connor, L'hon. Gordon, ministre d'État et whip en chef du gouvernement	Carleton—Mississippi Mills	PCC
Oda, L'hon. Bev, ministre de la Coopération internationale	Durham	PCC
Oliver, L'hon. Joe, ministre des Ressources naturelles	Eglinton—Lawrence	PCC
Opitz, Ted	Etobicoke-Centre	PCC
Poilievre, Pierre, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Nepean—Carleton	PCC
Preston, Joe	Elgin—Middlesex—London	PCC
Rae, L'hon. Bob	Toronto-Centre	Lib.
Rafferty, John	Thunder Bay—Rainy River	NPD
Raitt, L'hon. Lisa, ministre du Travail	Halton	PCC
Reid, Scott	Lanark—Frontenac—Lennox and Addington	PCC
Rickford, Greg, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, pour l'Agence canadienne de développement économique du Nord et pour l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario	Kenora	PCC
Schellenberger, Gary	Perth—Wellington	PCC
Scott, Craig	Toronto—Danforth	NPD
Seeback, Kyle	Brampton-Ouest	PCC
Sgro, L'hon. Judy	York-Ouest	Lib.
Shiple, Bev	Lambton—Kent—Middlesex	PCC
Sitsabaiesan, Rathika	Scarborough—Rouge River	NPD
Stanton, Bruce, Le président suppléant	Simcoe-Nord	PCC
Sullivan, Mike	York-Sud—Weston	NPD
Sweet, David	Ancaster—Dundas—Flamborough—Westdale	PCC
Thibeault, Glenn	Sudbury	NPD
Tilson, David	Dufferin—Caledon	PCC
Trottier, Bernard	Etobicoke—Lakeshore	PCC
Truppe, Susan, secrétaire parlementaire pour la Condition féminine	London-Centre-Nord	PCC
Valeriote, Frank	Guelph	Lib.
Van Kesteren, Dave	Chatham-Kent—Essex	PCC
Van Loan, L'hon. Peter, leader du gouvernement à la Chambre des communes	York—Simcoe	PCC
Wallace, Mike	Burlington	PCC
Watson, Jeff	Essex	PCC
Woodworth, Stephen	Kitchener-Centre	PCC
Young, Terence	Oakville	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
QUÉBEC (75)		
Aubin, Robert	Trois-Rivières	NPD
Ayala, Paulina	Honoré-Mercier	NPD
Bellavance, André	Richmond—Arthabaska	BQ
Benskin, Tyrone	Jeanne-Le Ber	NPD
Bernier, L'hon. Maxime, ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)	Beauce	PCC
Blanchette, Denis	Louis-Hébert	NPD
Blanchette-Lamothe, Lysane	Pierrefonds—Dollard	NPD
Blaney, L'hon. Steven, ministre des Anciens Combattants	Lévis—Bellechasse	PCC
Boivin, Françoise	Gatineau	NPD
Borg, Charmaine	Terrebonne—Blainville	NPD
Boulerice, Alexandre	Rosemont—La Petite-Patrie	NPD
Boutin-Sweet, Marjolaine	Hochelaga	NPD
Brahmi, Tarik	Saint-Jean	NPD
Brosseau, Ruth Ellen	Berthier—Maskinongé	NPD
Caron, Guy	Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques	NPD
Chicoine, Sylvain	Châteauguay—Saint-Constant	NPD
Choquette, François	Drummond	NPD
Coderre, L'hon. Denis	Bourassa	Lib.
Côté, Raymond	Beauport—Limoilou	NPD
Cotler, L'hon. Irwin	Mont-Royal	Lib.
Day, Anne-Marie	Charlesbourg—Haute-Saint-Charles	NPD
Dion, L'hon. Stéphane, Saint-Laurent—Cartierville	Saint-Laurent—Cartierville	Lib.
Dionne Labelle, Pierre	Rivière-du-Nord	NPD
Doré Lefebvre, Rosane	Alfred-Pellan	NPD
Dubé, Matthew	Chambly—Borduas	NPD
Dusseault, Pierre-Luc	Sherbrooke	NPD
Fortin, Jean-François	Haute-Gaspésie—La Mitis—Matane—Matapédia	BQ
Freeman, Mylène	Argenteuil—Papineau—Mirabel	NPD
Garneau, Marc	Westmount—Ville-Marie	Lib.
Genest, Réjean	Shefford	NPD
Genest-Jourdain, Jonathan	Manicouagan	NPD
Giguère, Alain	Marc-Aurèle-Fortin	NPD
Gourde, Jacques, secrétaire parlementaire de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec	Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière	PCC
Groguhé, Sadia	Saint-Lambert	NPD
Hassainia, Sana	Verchères—Les Patriotes	NPD
Jacob, Pierre	Brome—Missisquoi	NPD
Lapointe, François	Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup	NPD
Larose, Jean-François	Repentigny	NPD
Latendresse, Alexandrine	Louis-Saint-Laurent	NPD
Laverdière, Hélène	Laurier—Sainte-Marie	NPD
Lebel, L'hon. Denis, ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Roberval—Lac-Saint-Jean	PCC
LeBlanc, Hélène	LaSalle—Émard	NPD
Liu, Laurin	Rivière-des-Mille-Îles	NPD

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Mai, Hoang	Brossard—La Prairie	NPD
Michaud, Élane	Portneuf—Jacques-Cartier	NPD
Moore, Christine	Abitibi—Témiscamingue	NPD
Morin, Dany	Chicoutimi—Le Fjord	NPD
Morin, Isabelle	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine	NPD
Morin, Marc-André	Laurentides—Labelle	NPD
Morin, Marie-Claude	Saint-Hyacinthe—Bagot	NPD
Mourani, Maria	Ahuntsic	BQ
Mulcair, Thomas, chef de l'opposition	Outremont	NPD
Nantel, Pierre	Longueuil—Pierre-Boucher	NPD
Nicholls, Jamie	Vaudreuil-Soulanges	NPD
Nunez-Melo, José	Laval	NPD
Pacetti, Massimo	Saint-Léonard—Saint-Michel	Lib.
Papillon, Annick	Québec	NPD
Paradis, L'hon. Christian, ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)	Mégantic—L'Érable	PCC
Patry, Claude	Jonquière—Alma	NPD
Pécelet, Ève	La Pointe-de-l'Île	NPD
Perreault, Manon	Montcalm	NPD
Pilon, François	Laval—Les Îles	NPD
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour	BQ
Quach, Anne Minh-Thu	Beauharnois—Salaberry	NPD
Ravignat, Mathieu	Pontiac	NPD
Raynault, Francine	Joliette	NPD
Rousseau, Jean	Compton—Stanstead	NPD
Saganash, Romeo	Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou	NPD
Scarpaleggia, Francis	Lac-Saint-Louis	Lib.
Sellah, Djaouida	Saint-Bruno—Saint-Hubert	NPD
St-Denis, Lise	Saint-Maurice—Champlain	Lib.
Toone, Philip	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	NPD
Tremblay, Jonathan	Montmorency—Charlevoix—Haute-Côte-Nord	NPD
Trudeau, Justin	Papineau	Lib.
Turmel, Nycole	Hull—Aylmer	NPD

SASKATCHEWAN (14)

Anderson, David, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé	Cypress Hills—Grasslands	PCC
Block, Kelly	Saskatoon—Rosetown—Biggar	PCC
Boughen, Ray	Palliser	PCC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	PCC
Clarke, Rob	Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill	PCC
Goodale, L'hon. Ralph	Wascana	Lib.
Hoback, Randy	Prince Albert	PCC
Komarnicki, Ed	Souris—Moose Mountain	PCC
Lukiwski, Tom, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Regina—Lumsden—Lake Centre	PCC
Ritz, L'hon. Gerry, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé	Battlefords—Lloydminster	PCC
Scheer, L'hon. Andrew, Président de la Chambre des communes	Regina—Qu'Appelle	PCC
Trost, Brad	Saskatoon—Humboldt	PCC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	PCC

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Yelich, L'hon. Lynne, ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)....	Blackstrap	PCC
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (7)		
Andrews, Scott.....	Avalon	Lib.
Byrne, L'hon. Gerry	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.
Cleary, Ryan	St. John's-Sud—Mount Pearl.....	NPD
Foote, Judy.....	Random—Burin—St. George's	Lib.
Harris, Jack	St. John's-Est	NPD
Penashue, L'hon. Peter, ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada	Labrador	PCC
Simms, Scott.....	Bonavista—Gander—Grand Falls— Windsor.....	Lib.
TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)		
Bevington, Dennis.....	Western Arctic	NPD
YUKON (1)		
Leef, Ryan	Yukon.....	PCC

LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 30 mars 2012 — 1^{re} Session, 41^e Législature)

ACCÈS À L'INFORMATION, PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET ÉTHIQUE

Président: Jean Crowder

Vice-présidents: Scott Andrews
Patricia Davidson

Charlie Angus
Brad Butt
Blaine Calkins

John Carmichael
Dean Del Mastro

Earl Dreshen
Pierre-Luc Dusseault

Colin Mayes
Dany Morin

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Carolyn Bennett
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Paul Calandra
Ron Cannan
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joe Comartin

Joe Daniel
Bob Dechert
Rick Dykstra
Wayne Easter
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef

Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Pat Martin
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton

Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

AFFAIRES AUTOCHTONES ET DU DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD

Président: Chris Warkentin

Vice-présidents: Carolyn Bennett
Dennis Bevington

Ray Boughen
Rob Clarke
Linda Duncan

Jonathan Genest-Jourdain
Carol Hughes

LaVar Payne
Greg Rickford

Kyle Seeback
David Wilks

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Scott Armstrong
Niki Ashton
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong

Jean Crowder
Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Hedy Fry
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Bruce Hyer
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Kevin Lamoureux
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Christine Moore
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Mathieu Ravignat
Scott Reid

Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Romeo Saganash
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Président:	Dean Allison	Vice-présidents:	Hélène Laverdière Dominic LeBlanc	
Lois Brown Bob Dechert Nina Grewal	Sadia Groguhé Jean-François Larose	Gary Schellenberger Jinny Jogindera Sims	Dave Van Kesteren John Williamson	(12)

Membres associés

Eve Adams	Patricia Davidson	Pierre Lemieux	Lee Richardson
Mark Adler	Dean Del Mastro	Chungsen Leung	Greg Rickford
Dan Albas	Earl Dreeshen	Wladyslaw Lizon	Andrew Saxton
Harold Albrecht	Rick Dykstra	Ben Lobb	Kyle Seeback
Chris Alexander	Mark Eyking	Tom Lukiwski	Bev Shipley
Mike Allen	Kerry-Lynne D. Findlay	James Lunney	Devinder Shory
Stella Ambler	Royal Galipeau	Dave MacKenzie	Rathika Sitsabaiesan
Rob Anders	Cheryl Gallant	Wayne Marston	Joy Smith
David Anderson	Parm Gill	Brian Masse	Robert Sopuck
Scott Armstrong	Shelly Glover	Colin Mayes	Kevin Sorenson
Jay Aspin	Robert Goguen	Phil McColeman	Brian Storseth
Joyce Bateman	Jacques Gourde	John McKay	Mark Strahl
Leon Benoit	Richard Harris	Cathy McLeod	David Sweet
James Bezan	Laurie Hawn	Costas Menegakis	David Tilson
Kelly Block	Bryan Hayes	Rob Merrifield	Lawrence Toet
Ray Boughen	Russ Hiebert	Larry Miller	Brad Trost
Peter Braid	Jim Hillyer	Rob Moore	Bernard Trotter
Garry Breitzkreuz	Randy Hoback	Rick Norlock	Susan Truppe
Gordon Brown	Candice Hoepfner	Tilly O'Neill Gordon	Merv Tweed
Patrick Brown	Ed Holder	Deepak Obhrai	Maurice Vellacott
Rod Bruinooge	Roxanne James	Ted Opitz	Mike Wallace
Brad Butt	Brian Jean	LaVar Payne	Mark Warawa
Paul Calandra	Peter Julian	Ève Pécelet	Chris Warkentin
Blaine Calkins	Randy Kamp	Pierre Poilievre	Jeff Watson
Ron Cannan	Gerald Keddy	Joe Preston	John Weston
John Carmichael	Greg Kerr	James Rajotte	Rodney Weston
Colin Carrie	Ed Komarnicki	Brent Rathgeber	David Wilks
Corneliu Chisu	Daryl Kramp	Mathieu Ravnignat	Stephen Woodworth
Michael Chong	Mike Lake	Scott Reid	Terence Young
Rob Clarke	Guy Lauzon	Michelle Rempel	Wai Young
Irwin Cotler	Ryan Leef	Blake Richards	Bob Zimmer
Joe Daniel	Kellie Leitch		

SOUS-COMITÉ DES DROITS INTERNATIONAUX DE LA PERSONNE

Président:	Scott Reid	Vice-présidents:	Irwin Cotler Wayne Marston	
Nina Grewal	Russ Hiebert	Ève Pécelet	David Sweet	(7)

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Président: Larry Miller

Vice-présidents: Malcolm Allen
Frank Valeriote

Alex Atamanenko
Randy Hoback
Pierre Lemieux

Ben Lobb
LaVar Payne

Francine Raynault
Jean Rousseau

Brian Storseth
Bob Zimmer

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong

Rob Clarke
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Wayne Easter
Mark Eyking
Kerry-Lynne D. Findlay
Mylène Freeman
Hedy Fry
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Candice Hoepfner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy

Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Pat Martin
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson

Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young

ANCIENS COMBATTANTS

Président: Greg Kerr

Vice-présidents: Sean Casey
Peter Stoffer

Eve Adams	Richard Harris	Ben Lobb	Annick Papillon	(12)
Corneliu Chisu	Wladyslaw Lizon	Irene Mathysen	Brian Storseth	
Réjean Genest				

Membres associés

Mark Adler	Patricia Davidson	Kevin Lamoureux	Greg Rickford
Dan Albas	Bob Dechert	Guy Lauzon	Andrew Saxton
Harold Albrecht	Dean Del Mastro	Ryan Leef	Gary Schellenberger
Chris Alexander	Earl Dreeshen	Kellie Leitch	Kyle Seeback
Mike Allen	Kirsty Duncan	Pierre Lemieux	Judy Sgro
Dean Allison	Rick Dykstra	Chungsen Leung	Bev Shipley
Stella Ambler	Kerry-Lynne D. Findlay	Tom Lukiwski	Joy Smith
Rob Anders	Royal Galipeau	James Lunney	Robert Sopuck
David Anderson	Cheryl Gallant	Dave MacKenzie	Kevin Sorenson
Scott Armstrong	Randall Garrison	Wayne Marston	Mark Strahl
Jay Aspin	Alain Giguère	Colin Mayes	David Sweet
Joyce Bateman	Parm Gill	Phil McColeman	David Tilson
Leon Benoit	Shelly Glover	Cathy McLeod	Lawrence Toet
James Bezan	Robert Goguen	Costas Menegakis	Brad Trost
Kelly Block	Peter Goldring	Rob Merrifield	Bernard Trottier
Ray Boughen	Jacques Gourde	Élaine Michaud	Susan Truppe
Tarik Brahmi	Nina Grewal	Larry Miller	Merv Tweed
Peter Braid	Laurie Hawn	Rob Moore	Dave Van Kesteren
Garry Breitzkreuz	Bryan Hayes	Rick Norlock	Maurice Vellacott
Gordon Brown	Russ Hiebert	Tilly O'Neill Gordon	Mike Wallace
Lois Brown	Jim Hillyer	Deepak Obhrai	Mark Warawa
Patrick Brown	Randy Hoback	Ted Opitz	Chris Warkentin
Rod Bruinooge	Candice Hoeppner	LaVar Payne	Jeff Watson
Brad Butt	Ed Holder	Pierre Poilievre	John Weston
Paul Calandra	Roxanne James	Joe Preston	Rodney Weston
Blaine Calkins	Brian Jean	James Rajotte	David Wilks
Ron Cannan	Peter Julian	Brent Rathgeber	John Williamson
John Carmichael	Randy Kamp	Scott Reid	Stephen Woodworth
Colin Carrie	Gerald Keddy	Michelle Rempel	Terence Young
Michael Chong	Ed Komarnicki	Blake Richards	Wai Young
Rob Clarke	Daryl Kramp	Lee Richardson	Bob Zimmer
Joe Daniel	Mike Lake		

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Président: David Tilson

Vice-présidents: Don Davies
Kevin Lamoureux

Rick Dykstra
Sadia Groguhé
Roxanne James

Matthew Kellway
Chungsen Leung

Costas Menegakis
Ted Opitz

Rathika Sitsabaiesan
John Weston

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong

Olivia Chow
Rob Clarke
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Kerry-Lynne D. Findlay
Hedy Fry
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Jim Karygiannis
Gerald Keddy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Justin Trudeau
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

COMMERCE INTERNATIONAL

Président: Rob Merrifield

Vice-présidents: Wayne Easter
Brian Masse

Ron Cannan
Raymond Côté
Russ Hiebert

Ed Holder
Gerald Keddy

Ève Pécelet
Mathieu Ravignat

Bev Shipley
Devinder Shory

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Scott Brison
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong

Rob Clarke
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon

Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Larry Miller
Rob Moore
Joyce Murray
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
Massimo Pacetti
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

COMPTES PUBLICS**Président:** David Christopherson**Vice-présidents:** Gerry Byrne
Daryl KrampMalcolm Allen
Jay Aspin
Joyce BatemanLysane Blanchette-Lamothe
Earl DreesenMatthew Dubé
Bryan HayesAndrew Saxton
Bev Shipley

(12)

Membres associésEve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Alexandre Boulерice
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob ClarkeJoe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoeppner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan LeefKellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Pat Martin
Colin Mayes
John McCallum
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
Massimo Pacetti
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake RichardsLee Richardson
Greg Rickford
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

CONDITION FÉMININE**Président:** Irene Mathysen**Vice-présidents:** Tilly O'Neill Gordon
Judy SgroDan Albas
Stella Ambler
Joyce BatemanMarjolaine Boutin-Sweet
Ruth Ellen BrosseauMylène Freeman
Roxanne JamesSusan Truppe
Wai Young

(12)

Membres associésEve Adams
Mark Adler
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Carolyn Bennett
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joe DanielPatricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Hedy Fry
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike LakeGuy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Joyce Murray
Rick Norlock
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg RickfordAndrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Jinny Jogindera Sims
Rathika Sitsabaiesan
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Bob Zimmer

DÉFENSE NATIONALE**Président:** James Bezan**Vice-présidents:** David Christopherson
John McKayChris Alexander
Tarik Brahmi
Corneliu ChisuCheryl Gallant
Matthew KellwayChristine Moore
Rick NorlockTed Opitz
Mark Strahl

(12)

Membres associésEve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Michael Chong
Rob Clarke
Joe Daniel
Patricia DavidsonBob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Randall Garrison
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoeppner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy LauzonDominic LeBlanc
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Élaine Michaud
Larry Miller
Rob Moore
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Geoff Regan
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg RickfordAndrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Scott Simms
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Président: Mark Warawa

Vice-présidents: Kirsty Duncan
Megan Leslie

Stella Ambler
François Choquette
Laurin Liu

James Lunney
François Pilon

Michelle Rempel
Robert Sopuck

Lawrence Toet
Stephen Woodworth

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Dennis Bevington
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke

Nathan Cullen
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Stéphane Dion
Earl Dreeshen
Linda Duncan
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Joyce Murray
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Blake Richards
Lee Richardson

Greg Rickford
Andrew Saxton
Francis Scarpaleggia
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Kevin Sorenson
Lise St-Denis
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

FINANCES**Président:** James Rajotte**Vice-présidents:** Scott Brison
Hoang MaiMark Adler
Robert Chisholm
Alain GiguèreShelly Glover
Randy HobackBrian Jean
Peter JulianCathy McLeod
Dave Van Kesteren

(12)

Membres associésEve Adams
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Tarik Brahmi
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob ClarkeJoe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Candice Hoepfner
Ed Holder
Bruce Hyer
Roxanne James
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan LeefKellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
John McCallum
Phil McColeman
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
Massimo Pacetti
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary SchellenbergerKyle Seeback
Judy Sgro
Bev Shipley
Devinder Shory
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

INDUSTRIE, SCIENCES ET TECHNOLOGIE**Président:** David Sweet**Vice-présidents:** Guy Caron
Geoff ReganPeter Braid
John Carmichael
Cheryl GallantMike Lake
Hélène LeBlancPhil McColeman
Lee RichardsonGlenn Thibeault
Philip Toone

(12)

Membres associésEve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Malcolm Allen
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
Tyrone Benskin
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Tarik Brahmi
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Gerry Byrne
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob ClarkeJoe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Pierre Dionne Labelle
Earl Dreeshen
Kirsty Duncan
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Hedy Fry
Royal Galipeau
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Dan Harris
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Ted Hsu
Bruce Hyer
Roxanne James
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg KerrEd Komarnicki
Daryl Kramp
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Joyce Murray
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
Massimo Pacetti
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake RichardsGreg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Frank Valeriote
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

JUSTICE ET DES DROITS DE LA PERSONNE

Président: Dave MacKenzie

Vice-présidents: Irwin Cotler
Jack Harris

Françoise Boivin
Charmaine Borg
Kerry-Lynne D. Findlay

Robert Goguen
Pierre Jacob

Brian Jean
Brent Rathgeber

Kyle Seeback
Stephen Woodworth

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Sean Casey
Corneliu Chisu
Michael Chong

Rob Clarke
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Stéphane Dion
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Ted Hsu
Roxanne James
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Dominic LeBlanc
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Bev Shipley
Devinder Shory
Jinny Jogindera Sims
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Philip Toone
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

LANGUES OFFICIELLES

Président: Michael Chong

Vice-présidents: Mauril Bélanger
Yvon Godin

Robert Aubin
Ray Boughen
Jacques Gourde

Dan Harris
Costas Menegakis

Élaine Michaud
Bernard Trottier

John Weston
John Williamson

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Françoise Boivin
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Rob Clarke
Denis Coderre

Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Mylène Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Dominic LeBlanc
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Mathieu Ravignat
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards

Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Susan Truppe
Nycole Turmel
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
Rodney Weston
David Wilks
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

LIAISON

Président:	Dean Allison	Vice-président:	David Christopherson	
Leon Benoit	Greg Kerr	Larry Miller	David Sweet	(26)
James Bezan	Ed Komarnicki	Rob Moore	David Tilson	
Françoise Boivin	Dave MacKenzie	Joe Preston	Merv Tweed	
Michael Chong	Pat Martin	James Rajotte	Mark Warawa	
Jean Crowder	Irene Mathysen	Joy Smith	Chris Warkentin	
Royal Galipeau	Rob Merrifield	Kevin Sorenson	Rodney Weston	

Membres associés

Malcolm Allen	Joe Comartin	Yvon Godin	David McGuinty
Scott Andrews	Irwin Cotler	Claude Gravelle	John McKay
Charlie Angus	Rodger Cuzner	Carol Hughes	Jamie Nicholls
Mauril Bélanger	Patricia Davidson	Daryl Kramp	Tilly O'Neill Gordon
Carolyn Bennett	Don Davies	Kevin Lamoureux	Massimo Pacetti
Dennis Bevington	Libby Davies	Hélène Laverdière	Geoff Regan
Garry Breitkreuz	Fin Donnelly	Dominic LeBlanc	Francis Scarpaleggia
Scott Brison	Kirsty Duncan	Megan Leslie	Judy Sgro
Gerry Byrne	Wayne Easter	Lawrence MacAulay	Scott Simms
Sean Casey	Hedy Fry	Hoang Mai	Peter Stoffer
Robert Chisholm	Marc Garneau	Brian Masse	Frank Valeriote
Denis Coderre	Randall Garrison	John McCallum	Mike Wallace

SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ

Président:	Dean Allison	Vice-président:	David Christopherson	
James Bezan	Larry Miller	Merv Tweed	Chris Warkentin	(8)
Françoise Boivin	Joe Preston			

OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Président: Pat Martin

Vice-présidents: John McCallum
Mike Wallace

Scott Armstrong
Denis Blanchette
Kelly Block

Alexandre Boulerice
Peter Braid

Ron Cannan
Jacques Gourde

Mathieu Ravignat
Bernard Trotter

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Ray Boughen
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert

Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoeppner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch

Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
John McKay
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
Massimo Pacetti
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Geoff Regan
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson

Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

PATRIMOINE CANADIEN

Président: Rob Moore**Vice-présidents:** Pierre Nantel
Scott SimmsScott Armstrong
Tyrone Benskin
Marjolaine Boutin-SweetGordon Brown
Paul CalandraAndrew Cash
Parm GillJim Hillyer
Terence Young

(12)

Membres associésEve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Charlie Angus
Jay Aspin
Joyce Bateman
Mauril Bélanger
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joe DanielPatricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Pierre Dionne Labelle
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Mylène Freeman
Hedy Fry
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Bruce Hyer
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Jim Karygiannis
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg RickfordAndrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Lise St-Denis
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trottier
Justin Trudeau
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Wai Young
Bob Zimmer

PÊCHES ET OCÉANS

Président: Rodney Weston

Vice-présidents: Fin Donnelly
Lawrence MacAulay

Mike Allen
Ryan Cleary
Patricia Davidson

Rosane Doré Lefebvre
Bryan Hayes

Randy Kamp
Ryan Leaf

Robert Sopuck
Jonathan Tremblay

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Gerry Byrne
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke

Rodger Cuzner
Joe Daniel
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Yvon Godin
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake

Guy Lauzon
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Joyce Murray
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Kevin Sorenson
Peter Stoffer
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Philip Toone
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE**Président:** Joe Preston**Vice-présidents:** Joe Comartin
Marc Garneau

Harold Albrecht	Greg Kerr	Tom Lukiwski	Philip Toone	(12)
Chris Charlton	Alexandrine Latendresse	Scott Reid	Bob Zimmer	
Laurie Hawn				

Membres associés

Eve Adams	Joe Daniel	Mike Lake	Greg Rickford
Mark Adler	Patricia Davidson	Kevin Lamoureux	Andrew Saxton
Dan Albas	Bob Dechert	Guy Lauzon	Gary Schellenberger
Chris Alexander	Dean Del Mastro	Ryan Leef	Kyle Seebach
Mike Allen	Stéphane Dion	Kellie Leitch	Bev Shipley
Dean Allison	Earl Dreeshen	Pierre Lemieux	Devinder Shory
Stella Ambler	Rick Dykstra	Chungsen Leung	Joy Smith
Rob Anders	Kerry-Lynne D. Findlay	Wladyslaw Lizon	Robert Sopuck
David Anderson	Judy Foote	Ben Lobb	Kevin Sorenson
Scott Armstrong	Royal Galipeau	James Lunney	Brian Storseth
Jay Aspin	Cheryl Gallant	Dave MacKenzie	Mark Strahl
Joyce Bateman	Parm Gill	Colin Mayes	David Sweet
Leon Benoit	Shelly Glover	Phil McColeman	David Tilson
James Bezan	Robert Goguen	Cathy McLeod	Lawrence Toet
Kelly Block	Peter Goldring	Costas Menegakis	Brad Trost
Ray Boughen	Jacques Gourde	Rob Merrifield	Bernard Trotter
Peter Braid	Nina Grewal	Larry Miller	Susan Truppe
Garry Breitzkreuz	Richard Harris	Rob Moore	Merv Tweed
Gordon Brown	Bryan Hayes	Thomas Mulcair	Dave Van Kesteren
Lois Brown	Russ Hiebert	Rick Norlock	Maurice Vellacott
Patrick Brown	Jim Hillyer	Tilly O'Neill Gordon	Mike Wallace
Rod Bruinooge	Randy Hoback	Deepak Obhrai	Mark Warawa
Brad Butt	Candice Hoepfner	Ted Opitz	Chris Warkentin
Paul Calandra	Ed Holder	Massimo Pacetti	Jeff Watson
Blaine Calkins	Roxanne James	LaVar Payne	John Weston
Ron Cannan	Brian Jean	Pierre Poilievre	Rodney Weston
John Carmichael	Peter Julian	James Rajotte	David Wilks
Colin Carrie	Randy Kamp	Brent Rathgeber	John Williamson
Corneliiu Chisu	Gerald Keddy	Michelle Rempel	Stephen Woodworth
Michael Chong	Ed Komarnicki	Blake Richards	Terence Young
David Christopherson	Daryl Kramp	Lee Richardson	Wai Young
Rob Clarke			

SOUS-COMITÉ DES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS**Président:** Harold Albrecht**Vice-président:**

Stéphane Dion	Scott Reid	Philip Toone	(4)
---------------	------------	--------------	-----

**RESSOURCES HUMAINES, DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET
DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES**

Président: Ed Komarnicki

Vice-présidents: Rodger Cuzner
Carol Hughes

Brad Butt
Jean Crowder
Joe Daniel

Kellie Leitch
Colin Mayes

Phil McColeman
Claude Patry

Manon Perreault
Devinder Shory

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Lysane Blanchette-Lamothe
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Andrew Cash
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Patricia Davidson

Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreshen
Matthew Dubé
Rick Dykstra
Mark Eyking
Kerry-Lynne D. Findlay
Mylène Freeman
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Alain Giguère
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Daryl Kramp
Mike Lake

Guy Lauzon
Ryan Leef
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Wayne Marston
Irene Mathysen
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Marie-Claude Morin
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger

Kyle Seeback
Judy Sgro
Bev Shipley
Jinny Jogindera Sims
Rathika Sitsabaiesan
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Lise St-Denis
Brian Storseth
Mark Strahl
Mike Sullivan
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Justin Trudeau
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

RESSOURCES NATURELLES**Président:** Leon Benoit**Vice-présidents:** Claude Gravelle
David McGuintyMike Allen
David Anderson
Blaine CalkinsJoe Daniel
Anne-Marie DayRoyal Galipeau
François LapointeKennedy Stewart
Brad Trost

(12)

Membres associésEve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
Scott Andrews
Scott Armstrong
Joyce Bateman
Dennis Bevington
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Denis Coderre
Nathan CullenPatricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeschen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Mylène Freeman
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoeppner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike LakeGuy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg RickfordAndrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Bernard Trottier
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

SANTÉ

Président: Joy Smith

Vice-présidents: Libby Davies
Hedy Fry

Kelly Block
Patrick Brown
Colin Carrie

Parm Gill
Wladyslaw Lizon

Dany Morin
Anne Minh-Thu Quach

Djaouida Sellah
Mark Strahl

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Carolyn Bennett
Leon Benoit
James Bezan
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Joe Daniel
Patricia Davidson

Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreshen
Kirsty Duncan
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Carol Hughes
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon

Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Megan Leslie
Chungsen Leung
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Christine Moore
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Manon Perreault
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson
Greg Rickford

Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Jinny Jogindera Sims
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mike Sullivan
David Sweet
Glenn Thibeault
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET NATIONALE

Président: Kevin Sorenson

Vice-présidents: Randall Garrison
Francis Scarpaleggia

Jay Aspin
Sylvain Chicoine
Candice Hoepfner

Ryan Leef
Marie-Claude Morin

Rick Norlock
Brent Rathgeber

Jasbir Sandhu
Wai Young

(12)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke

Joe Comartin
Joe Daniel
Patricia Davidson
Don Davies
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Wayne Easter
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr

Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Brian Masse
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards
Lee Richardson

Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Frank Valeriote
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Bob Zimmer

TRANSPORTS, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS**Président:** Merv Tweed**Vice-présidents:** Denis Coderre
Jamie NichollsMark Adler
Olivia Chow
Ed HolderIsabelle Morin
Pierre PoilievreBlake Richards
Mike SullivanLawrence Toet
Jeff Watson

(12)

Membres associésEve Adams
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Andrews
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitzkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Gerry Byrne
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu ChisuMichael Chong
Rob Clarke
Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Roxanne James
Brian Jean
Peter Julian
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed KomarnickiDaryl Kramp
Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Brian Masse
Colin Mayes
John McCallum
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Peggy Nash
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott ReidMichelle Rempel
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Rathika Sitsabaiesan
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

COMITÉS MIXTES PERMANENTS

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Coprésidents: Royal Galipeau
Marie-Paule Poulin (Charette)

Vice-coprésidents: Carolyn Bennett
Carol Hughes

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Salma Ataullahjan
Nicole Eaton
Jim Munson

Vivienne Poy
Michel Rivard

Patrick Brown
Rod Bruinooge
François Choquette
Rob Clarke
José Nunez-Melo

François Pilon
Blake Richards
Brad Trost
Jeff Watson

(18)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Dan Albas
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
Rob Anders
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Mauril Bélanger
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Garry Breitkreuz
Gordon Brown
Lois Brown
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Corneliu Chisu
Michael Chong

Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreeshen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Jim Hillyer
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Ted Hsu
Roxanne James
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp

Mike Lake
Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Lee Richardson

Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Maurice Vellacott
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
John Weston
Rodney Weston
David Wilks
John Williamson
Stephen Woodworth
Terence Young
Wai Young
Bob Zimmer

EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

Coprésidents: Françoise Boivin
Robert Runciman

Vice-coprésidents: Garry Breitkreuz
Massimo Pacetti

Représentant le Sénat:
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

David Braley
Linda Frum
Mac Harb
Céline Hervieux-Payette

Léo Housakos
Wilfred P. Moore
Josée Verner

Dan Albas
Rob Anders
Paulina Ayala
Pierre Dionne Labelle
Jim Hillyer

Marc-André Morin
Maurice Vellacott
David Wilks
Terence Young

(20)

Membres associés

Eve Adams
Mark Adler
Harold Albrecht
Chris Alexander
Mike Allen
Dean Allison
Stella Ambler
David Anderson
Scott Armstrong
Jay Aspin
Joyce Bateman
Leon Benoit
James Bezan
Kelly Block
Ray Boughen
Peter Braid
Gordon Brown
Lois Brown
Patrick Brown
Rod Bruinooge
Brad Butt
Paul Calandra
Blaine Calkins
Ron Cannan
John Carmichael
Colin Carrie
Sean Casey
Corneliu Chisu
Michael Chong
Rob Clarke
Irwin Cotler

Joe Daniel
Patricia Davidson
Bob Dechert
Dean Del Mastro
Earl Dreesen
Rick Dykstra
Kerry-Lynne D. Findlay
Royal Galipeau
Cheryl Gallant
Parm Gill
Shelly Glover
Robert Goguen
Peter Goldring
Jacques Gourde
Nina Grewal
Richard Harris
Laurie Hawn
Bryan Hayes
Russ Hiebert
Randy Hoback
Candice Hoepfner
Ed Holder
Roxanne James
Brian Jean
Randy Kamp
Gerald Keddy
Greg Kerr
Ed Komarnicki
Daryl Kramp
Mike Lake

Guy Lauzon
Ryan Leef
Kellie Leitch
Pierre Lemieux
Chungsen Leung
Wladyslaw Lizon
Ben Lobb
Tom Lukiwski
James Lunney
Dave MacKenzie
Colin Mayes
Phil McColeman
David McGuinty
Cathy McLeod
Costas Menegakis
Rob Merrifield
Larry Miller
Rob Moore
Rick Norlock
Tilly O'Neill Gordon
Deepak Obhrai
Ted Opitz
LaVar Payne
Pierre Poilievre
Joe Preston
James Rajotte
Brent Rathgeber
Scott Reid
Michelle Rempel
Blake Richards

Lee Richardson
Greg Rickford
Andrew Saxton
Gary Schellenberger
Kyle Seeback
Bev Shipley
Devinder Shory
Joy Smith
Robert Sopuck
Kevin Sorenson
Brian Storseth
Mark Strahl
David Sweet
David Tilson
Lawrence Toet
Brad Trost
Bernard Trotter
Susan Truppe
Merv Tweed
Dave Van Kesteren
Mike Wallace
Mark Warawa
Chris Warkentin
Jeff Watson
John Weston
Rodney Weston
John Williamson
Stephen Woodworth
Wai Young
Bob Zimmer

COMITÉS LÉGISLATIFS

PROJET DE LOI C-11

Président: Glenn Thibeault

Vice-président:

Dan Albas
Charlie Angus
Scott Armstrong
Tyrone Benskin

Peter Braid
Paul Calandra
Pierre Dionne Labelle
Mike Lake

Chungsen Leung
Phil McColeman
Rob Moore

Pierre Nantel
Geoff Regan
Stephen Woodworth

(15)

Comité des présidents des comités législatifs**La Vice-présidente et présidente des comités pléniers**

MME DENISE SAVOIE

Le vice-président des comités pléniers

M. BARRY DEVOLIN

Le vice-président adjoint des comités pléniers

M. BRUCE STANTON

M. MIKE ALLEN

M. SCOTT ARMSTRONG

MME KELLY BLOCK

M. PETER BRAID

M. BLAINE CALKINS

MME JEAN CROWDER

M. DON DAVIES

MME IRENE MATHYSSEN

MME JOYCE MURRAY

M. BRENT RATHGEBER

M. GARY SCHELLENBERGER

M. GLENN THIBEAULT

MEMBRE DU MINISTÈRE

Par ordre de préséance

Le très hon. Stephen Harper	premier ministre
L'hon. Rob Nicholson	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Marjory LeBreton	leader du gouvernement au Sénat
L'hon. Peter MacKay	ministre de la Défense nationale
L'hon. Vic Toews	ministre de la Sécurité publique
L'hon. Rona Ambrose	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et ministre de la Condition féminine
L'hon. Diane Finley	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences
L'hon. Bev Oda	ministre de la Coopération internationale
L'hon. John Baird	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Tony Clement	président du Conseil du Trésor et ministre de l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario
L'hon. Jim Flaherty	ministre des Finances
L'hon. Peter Van Loan	leader du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Jason Kenney	ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme
L'hon. Gerry Ritz	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé
L'hon. Christian Paradis	ministre de l'Industrie et ministre d'État (Agriculture)
L'hon. James Moore	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles
L'hon. Denis Lebel	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
L'hon. Leona Aglukkaq	ministre de la Santé et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord
L'hon. Keith Ashfield	ministre des Pêches et des Océans et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique
L'hon. Peter Kent	ministre de l'Environnement
L'hon. Lisa Raitt	ministre du Travail
L'hon. Gail Shea	ministre du Revenu national
L'hon. John Duncan	ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien
L'hon. Steven Blaney	ministre des Anciens Combattants
L'hon. Ed Fast	ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique
L'hon. Joe Oliver	ministre des Ressources naturelles
L'hon. Peter Penashue	ministre des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé de la Reine pour le Canada
L'hon. Julian Fantino	ministre associé de la Défense nationale
L'hon. Bernard Valcourt	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique) (la Francophonie)
L'hon. Gordon O'Connor	ministre d'État et whip en chef du gouvernement
L'hon. Maxime Bernier	ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme)
L'hon. Diane Ablonczy	ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques et Affaires consulaires)
L'hon. Lynne Yelich	ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)
L'hon. Steven Fletcher	ministre d'État (Transports)
L'hon. Gary Goodyear	ministre d'État (Sciences et Technologie) (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)
L'hon. Ted Menzies	ministre d'État (Finances)
L'hon. Tim Uppal	ministre d'État (Réforme démocratique)
L'hon. Alice Wong	ministre d'État (Aînés)
L'hon. Bal Gosal	ministre d'État (Sports)

SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

M. Dean Del Mastro	du premier ministre et du ministre des Affaires intergouvernementales
Mme Kerry-Lynne D. Findlay	du ministre de la Justice
M. Robert Goguen	du ministre de la Justice
M. Chris Alexander	du ministre de la Défense nationale
Mme Candice Hoepfner	du ministre de la Sécurité publique
M. Jacques Gourde	de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, pour les Langues officielles et pour l'Agence de développement économique pour les régions du Québec
Mme Susan Truppe	pour la Condition féminine
Mme Kellie Leitch	de la ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail
Mme Lois Brown	de la ministre de la Coopération internationale
M. Deepak Obhrai	du ministre des Affaires étrangères
M. Bob Dechert	du ministre des Affaires étrangères
M. Andrew Saxton	du président du Conseil du Trésor et pour la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
Mme Shelly Glover	du ministre des Finances
M. Tom Lukiwski	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
M. Rick Dykstra	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
M. Chungsen Leung	pour le Multiculturalisme
M. Pierre Lemieux	du ministre de l'Agriculture
M. Mike Lake	du ministre de l'Industrie
M. Paul Calandra	du ministre du Patrimoine canadien
M. Pierre Poilievre	du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités et pour l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
M. Colin Carrie	de la ministre de la Santé
M. Randy Kamp	du ministre des Pêches et des Océans et pour la porte d'entrée de l'Asie-Pacifique
Mme Michelle Rempel	du ministre de l'Environnement
Mme Cathy McLeod	de la ministre du Revenu national
M. Greg Rickford	du ministre des Affaires autochtones et du développement du Nord canadien, pour l'Agence canadienne de développement économique du Nord et pour l'Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario
Mme Eve Adams	du ministre des Anciens Combattants
M. Gerald Keddy	du ministre du Commerce international, pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et pour la porte d'entrée de l'Atlantique
M. David Anderson	du ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 30 mars 2012

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Le budget

L'exposé financier du ministre des Finances

Motion 6719

M. Julian 6719

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La santé

M. Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country) 6725

Les personnes handicapées

M. Brahmi 6725

Les parcs nationaux

M. Chong 6725

Le Mois national de la sensibilisation à la santé du cerveau

Mme Duncan (Etobicoke-Nord) 6726

Le budget

M. Warkentin 6726

Les télécommunications

Mme Brosseau 6726

Le budget

M. Albas 6726

Le budget

M. Albrecht 6726

La Sécurité de la vieillesse

M. Giguère 6727

Les dons d'organes

M. Kamp 6727

Le Programme d'action communautaire sur le sida

Mme Laverdière 6727

Le budget

M. Gourde 6727

Roy Nelson

M. Goodale 6728

Le budget

M. Hoback 6728

Le Parti conservateur du Canada

M. Garrison 6728

Le Nouveau Parti démocratique du Canada

M. Menegakis 6728

QUESTIONS ORALES

Le budget

M. Julian 6728

M. Baird 6729

M. Julian 6729

M. Baird 6729

M. Julian 6729

M. Baird 6729

M. Chisholm 6729

Mme Glover 6729

M. Chisholm 6729

Mme Glover 6729

Les pensions

M. Rae 6730

M. Baird 6730

M. Rae 6730

M. Baird 6730

Les 41^{es} élections générales

M. Rae 6730

M. Van Loan 6730

Les pensions

Mme Blanchette-Lamothe 6730

Mme Leitch 6730

Mme Blanchette-Lamothe 6730

Mme Leitch 6731

M. Harris (Scarborough-Sud-Ouest) 6731

Mme Glover 6731

M. Harris (Scarborough-Sud-Ouest) 6731

Mme Leitch 6731

La santé

Mme Hughes 6731

Mme Aglukkaq 6731

Mme Hughes 6731

Mme Aglukkaq 6731

L'environnement

Mme Doré Lefebvre 6732

M. Kent 6732

M. Bevington 6732

M. Kent 6732

L'Agence du revenu du Canada

M. Mai 6732

Mme McLeod 6732

L'environnement

Mme Duncan (Etobicoke-Nord) 6732

M. Kent 6732

Les pensions

M. McCallum 6732

Mme Leitch 6733

Les personnes handicapées

M. Goodale 6733

Mme Leitch 6733

L'Agence canadienne d'inspection des aliments

M. Rousseau 6733

M. Lemieux 6733

M. Rousseau 6733

M. Lemieux 6733

La sécurité aérienne

M. Ravignat 6733

M. Poilievre 6734

M. Ravignat 6734

M. Fletcher	6734
Les sciences et la technologie	
M. Braid	6734
M. Lake	6734
Le budget	
Mme Latendresse	6734
M. Poilievre	6734
Mme Sitsabaiesan	6734
M. Fletcher	6734
Mme Boivin	6735
M. Baird	6735
M. Dewar	6735
M. Saxton	6735
La sécurité publique	
M. Rae	6735
Mme Hoepfner	6735
Les jeunes	
M. Trudeau	6735
M. Calandra	6735
CBC/Radio-Canada	
M. Scott	6735
M. Calandra	6736
Mme Laverdière	6736
M. Calandra	6736
Les ressources naturelles	
M. Boughen	6736
M. Anderson	6736
L'assurance-emploi	
M. Andrews	6736
Mme Leitch	6736
La coopération internationale	
Mme Hassainia	6736
Mme Oda	6737
Les affaires étrangères	
M. Weston (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country)	6737
M. Baird	6737
La défense nationale	
M. Morin (Chicoutimi—Le Fjord)	6737
M. Fantino	6737
Le budget	
M. Fortin	6737
M. Gourde	6737

Recours au Règlement	
Déclarations de députés	
M. Simms	6738

AFFAIRES COURANTES

Réponse du gouvernement à des pétitions	
M. Lukiwski	6738
Les comités de la Chambre	
Commerce international	
M. Keddy	6738
Pétitions	
Le Code criminel	
Mme Smith	6738
L'amiante	
M. Martin	6738
Air Canada	
M. Lamoureux	6738
La Sécurité de la vieillesse	
M. Lamoureux	6738
L'avortement	
M. Schellenberger	6738
Le logement	
Mme May	6739
L'environnement	
Mme May	6739
Questions au <i>Feuilleton</i>	
M. Lukiwski	6739
Questions transformées en ordres de dépôt de documents	
M. Lukiwski	6740

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

Le budget	
Exposé financier du ministre des Finances	
Motion	6741
M. Julian	6741

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

Le Code criminel	
Projet de loi C-310. Étape du rapport	6750
Mme Smith	6750
Motion d'adoption	6750
Report du vote sur la motion	6750

ANNEXE

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>